

Les députés communistes contre les mesures envisagées par le gouvernement pour la

Marcelle LANGE, députée communiste, a déclaré à l'Assemblée nationale, mardi 27 juillet, que les mesures envisagées par le gouvernement pour la réduction des dépenses publiques étaient « une véritable tentative de coup d'État ». Elle a souligné que ces mesures, qui visent à réduire les dépenses de fonctionnement des collectivités locales, sont « une véritable tentative de coup d'État ».

Une éclaircie pour le GATT

C'EST une bonne nouvelle pour le commerce international. L'International Trade Commission (ITC), la commission américaine sur le commerce international, a rendu son verdict. Ses six membres, indépendants à la fois de l'administration et du Congrès, ont décidé, mardi 27 juillet, de lever la plupart des sanctions imposées au fil des mois par l'administration américaine pour lutter contre les importations d'acier étrangers.

Certes, elle ne l'a fait que partiellement. Les taxes qui frappent les produits inoxydables, en particulier, sont maintenues. Et sur les quelque 2 millions de tonnes d'acier communautaire touchées initialement par les mesures protectionnistes américaines, environ 900 000 tonnes restent soumises à l'alourdissement des taxes.

Il n'empêche que la décision de l'ITC constitue une victoire indéniable pour les sidérurgistes européens et japonais, les plus touchés par les sanctions. Ils vont pouvoir relancer leurs ventes outre-Atlantique. A contrario, l'échec est cuisant pour leurs concurrents américains, qui avaient pris l'initiative de déposer plainte auprès des autorités fédérales et dont les cours en Bourse ont chuté aussitôt connue la décision de la Commission.

Au-delà de la stricte querelle sur les importations d'acier, le verdict des six « sages » constitue aussi une bonne nouvelle pour les pays engagés dans les interminables discussions de l'Uruguay Round dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). La commission européenne chargée de la politique commerciale extérieure, Sir Leon Brittan, ne s'y est pas trompé. « Cette décision va améliorer le climat non seulement pour les négociations en cours dans le secteur de l'acier, mais également pour celles de l'Uruguay Round », a-t-il déclaré.

Le fait est que le contentieux sidérurgique empêcheait les discussions à Genève depuis des mois. M. Balladur avait fait de son règlement un préalable à tout accord au sein du GATT.

La décision des sages de l'ITC conforte notamment le préaccord commercial conclu début juillet à Tokyo au sommet du G7. Il devrait être possible d'aller de l'avant. Mais pour que l'Uruguay Round se conclue avant la fin de l'année, comme le souhaitent la plupart des « parties contractantes », nombre d'obstacles restent encore à surmonter, qu'il s'agisse du textile, des services ou de la mise en place d'un organisme multilatéral chargé de gérer le commerce mondial. Et l'administration américaine réserve souvent bien des surprises dans sa politique commerciale.

Pour la France, en tout cas, l'heure de vérité approche, car l'apaisement du conflit sidérurgique risque d'accroître son isolement sur l'agriculture.

Lire page 17

l'article de CAROLINE MONNOT

M0147 - 0729 0 - 7 00 F

UTC

Le Monde - 36

Après les attentats meurtriers de Milan et de Rome

Le gouvernement et les syndicats italiens appellent à combattre le terrorisme

Trois attentats à la voiture piégée - un à Milan et deux à Rome - perpétrés tard dans la soirée du mardi 27 juillet, ont causé, selon un bilan provisoire, la mort de cinq personnes et blessé une vingtaine d'autres. Dans la capitale, l'explosion survenue près de la basilique Saint-Jean-de-Latran a provoqué, semble-t-il, d'importants dégâts à ce monument historique. Ces attentats, revendiqués par une « phalange armée », ont suscité une intense émotion dans le pays, et une

ROME

de notre correspondante

Des flammes dans la nuit, et dans la confusion des sirènes et des hurlements, un homme qui meurt en direct devant les caméras tandis que les sauveteurs tentent, en vain, de lui pratiquer un massage cardiaque. L'Italie s'est éveillée, encore incrédule, mercredi 28 juillet, après une « nuit de sang et de terreur », comme titrent plusieurs quotidiens.

C'est à Milan qu'a eu lieu la plus forte explosion. D'après les premières reconstitutions, il était 23 h 15 lorsque

des passants ont remarqué une fumée suspecte qui s'échappait d'une voiture garée rue Palestro, à deux pas du Musée d'art contemporain et de la place Cavour, au cœur de la ville, près du parc où les Milanais ont l'habitude d'aller en famille le dimanche. Immédiatement prévenus, une équipe de pompiers et de vigiles urbains se rendent sur les lieux. Voyant nettement à l'intérieur de la voiture - une Fiat Uno - un gros paquet oblong hérissé de fils électriques, ils tentent de dévier la circulation, encore forte à cette heure de sortie des spectacles. Quelques secondes plus tard,

c'est l'explosion, énorme, assourdissante, entendue à plus de 10 kilomètres de distance. « J'ai vu une flamme haute comme un immeuble ! » racontera, encore hébété, un des premiers témoins. Le moteur de la voiture sera retrouvé à plusieurs dizaines de mètres de distance. Du cratère, d'environ 2 mètres sur 3, se dégage une forte odeur de gaz, des conduites ont été endommagées, et l'incendie ainsi alimenté ne s'éteindra vraiment qu'aux premières lueurs du jour.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite

et nos informations page 6

La répartition de l'emprunt d'Etat

Un coup de pouce aux entreprises

M. Balladur a indiqué, mercredi 28 juillet, la répartition des 70 milliards de francs de surplus de l'emprunt d'Etat. Les entreprises (35 milliards) et les collectivités territoriales (15 milliards) en seront les principales bénéficiaires et le gouvernement mettra en réserve 20 milliards. L'allocation de rentrée scolaire pour les ménages aux faibles revenus sera exceptionnellement portée de 400 F à 1500 F.

« Faut pas rêver ! ». L'affectation du surplus du grand emprunt d'Etat lancé par le premier ministre en mai, le « Balladur », a suscité bien des convoitises. Ce n'est pas tous les jours, en effet, que l'Etat peut se permettre de dépenser une telle somme - 70 milliards de francs, - qui équivaut environ à la progression annuelle de ses dépenses budgétaires. Cependant, le gouvernement a tenu la bride serrée sur le cou des candidats aux crédits, en déclarant que la répartition du surplus devait respecter trois objectifs de base : pas de déficit supplémentaire, pas d'endettement accru, et anticipation des recettes des privatisations.

FRANÇOISE LAZARE

Lire la suite page 16

Une nouvelle « ceinture de protection » israélienne au Liban

L'offensive militaire vise à chasser les habitants du Sud et à raser les villages qui abritent des combattants du Hezbollah

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

Au quatrième jour des bombardements massifs israéliens sur le sud du Liban et la Bekaa ouest, un bilan provisoire faisait état, mercredi 28 juillet, de 59 morts et de 249 blessés. La politique de la terre brûlée pratiquée par l'Etat juif - qui ne se cache plus de vouloir créer au nord de la « zone de sécurité » qu'il occupe déjà une sorte de ceinture de protection, vierge de toute habitation - a entraîné un exode massif de la population, majoritairement chiite, du sud du Liban, qui fuit dans le plus grand désordre vers Beyrouth et sa banlieue chiite déjà surpeuplée. Près de 300 000 personnes auraient éva-

gué les zones de bombardements, dont une grande partie se trouve théoriquement sous la « protection » des soldats des Nations unies. Quatre « casques bleus » népalais de la FINUL (Force intérimaire de l'ONU au Liban) ont d'ailleurs été blessés mardi dans un bombardement israélien. Une nouvelle fois, la FINUL, dont le Conseil de sécurité devait, comme tous les six mois depuis 1978, renouveler le mandat, n'a pu qu'afficher son impuissance.

Le Hezbollah, dont le secrétaire général, Cheikh Hassan Nasrallah, s'est rendu dans les régions du sud du Liban bombardées, a réitéré sa volonté de résister coûte que coûte à Israël. « Nous ne reviendrons jamais sur notre décision de résister jusqu'à la dernière balle. Nous combattrons et défen-

drons notre droit quels que soient les sacrifices. Israël ne pourra jamais nous éliminer », a-t-il affirmé. Peu auparavant, un autre responsable intégriste, Cheikh Nabil Qaouk, avait estimé que « l'agression israélienne n'a pas encore atteint ses objectifs déclarés », et promis « une riposte beaucoup plus douloureuse que celle à laquelle s'attendent les dirigeants de l'Etat juif ». Répondant aux arguments avancés par Israël pour justifier son intervention, Cheikh Qaouk avait ajouté : « Lorsque Israël conquiert la sécurité de nos villages, il est normal que le nord d'Israël ne bénéficie pas de la sécurité. »

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite

et nos informations page 3



Le Monde de l'éducation

DOSSIER

Réussir son entrée à l'université

Les inscriptions, l'orientation, la vie étudiante... un grand dossier pour aider les nouveaux bacheliers dans leurs premiers contacts avec l'université.

- **L'été des enfants**
Région par région, notre sélection de loisirs pour enfants : fêtes, festivals, expos, nature... plus de 300 idées d'activités
- **Portraits de jeunes passionnés**
Comment des adolescents mobilisent moyens et énergies pour réaliser leurs rêves.
- **L'information sexuelle des lycéens**
Parents, copains, lycée, émissions de radio, les sources sont nombreuses, mais répondent-elles aux attentes des jeunes.

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Suspension des négociations sur la convention médicale

Après soixante heures de discussions, les caisses nationales d'assurance-maladie et les syndicats médicaux ont décidé, dans la nuit du 27 au 28 juillet, de suspendre les négociations sur une nouvelle convention médicale, faute d'accord sur la répartition des économies à réaliser sur les dépenses de santé. Le calendrier de mise en œuvre de cette maîtrise des dépenses d'assurance-maladie sera toutefois transmis au gouvernement.

page 22

IBM supprimera encore 60 000 emplois

IBM, qui veut retrouver au plus vite sa rentabilité, a annoncé, à l'issue du conseil d'administration qui s'est déroulé mardi 27 juillet, de nouvelles mesures drastiques. 60 000 emplois supplémentaires seront supprimés d'ici à la fin 1994. La firme d'Armonk, qui employait plus de 400 000 salariés en 1985, aura pratiquement réduit de moitié ses effectifs mondiaux en neuf ans. Ils seront ainsi ramenés à 225 000 à la fin 1994.

page 18

Un rapport sur l'hormone de croissance contaminée

Selon les résultats d'une étude épidémiologique conduite à la demande du gouvernement par l'INSERM, l'Institut Pasteur a fabriqué plusieurs lots d'hormone de croissance contaminée par l'agent infectieux de la maladie de Creutzfeldt-Jakob entre janvier 1984 et juin 1985. Ces résultats, qui viennent d'être transmis au ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy, seront versés à l'instruction de l'affaire pour laquelle les professeurs Jean-Claude Job et Fernand Dray ont été mis en examen.

page 13

SUR LA ROUTE DES CROISADES

par Jean-Claude Guillebaud

9. — Istanbul l'Empire des femmes

Comme les croisés, je m'attarde un peu à Istanbul. Et pour des raisons somme toute assez comparables. Que voudrait ce récit s'il oubliait délibérément la politique ?

Car il y en eut. Mystique et peuplée de signes du ciel, poussée vers l'avant dans la *crucendo* des cantiques et des invocations, la Croisade de 1096 est aussi une grande affaire politique. Cet « ordre des choses » ne relève point l'autre au second plan ni ne ramène la spiritualité à je ne sais quelle supercherie. Il ajoute simplement une dimension temporelle à un dessein collectif qui ne s'est pas exclusivement. Politique et mystique, dans cette affaire, entrent parfois en conflit ouvert, et les étapes de cette marche vers Jérusalem sont jalonnées de « révoltes des gueux », ces *paupers Dei* (pauvres de Dieu) insensibles aux calculs des puissants. On les verra se soulever — à Tarse, en Cilicie, ou à Ma'arat-al-Numan, en Syrie — contre les ambitions trop temporelles de ces « barons » qui les guident.

Politique « étrangère » dirait-on maintenant, qui ne se ramène pas à l'environnement d'un Bohémond de Tarente, par exemple, ou d'un Raymond de Saint-Gilles, de se tailler des royaumes en Orient plutôt que de libérer les Lieux saints. Non, c'est d'abord autre chose. Politique étrangère, en ce sens qu'elle « frôle » l'un à l'autre Byzantins et Latins. C'est-à-dire deux mondes chrétiens, deux cultures, deux interprétations de l'Histoire et de la « guerre juste ». Politique qui voit s'affronter la ruse subtile du *basileus* (empereur) de Constantinople à la brutalité d'un peu fruste de ces chevaliers qui, avec une belle arrogance, font sonner leurs épées sur les marbres de Constantinople et se disent « *purs Francs, nobles et soldats de Dieu* ».

Cette étape de Constantinople, c'est bien celle de la politique.

Le pays se retrouve dans un monde chamboulé par l'effondrement du communisme

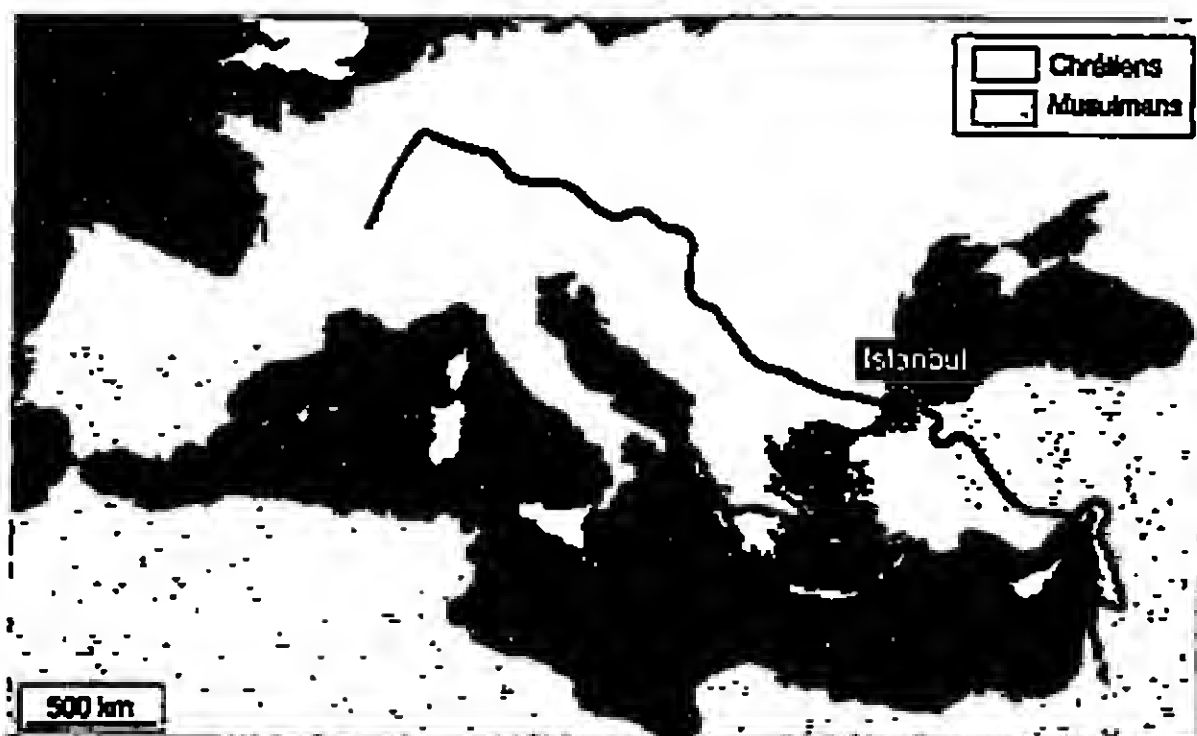
Il va se nouer ici entre décembre 1096 et avril 1097. Mais il perdurera pendant plus d'un siècle. Jusqu'à la prise et au pillage de Constantinople, en 1204, par les armées franques de la quatrième Croisade.

En théorie, Alexis Comnène, menacé depuis 1071 par l'irrésistible avance vers l'ouest des Turcs Seldjoukides, a appelé à son secours la chrétienté d'Occident. Les choses sont claires. En quelques dizaines d'années, les Byzantins ont perdu en effet toutes les places que le *basileus* d'alors, Jean Tzimiscès, et son fameux général-stratège Nicéphore Phocas avaient reconquises cent trente ans auparavant. Jérusalem repérée en 1071, Smyrne et Nicée en 1081, Antioche en 1085, Alep en 1086, Edesse en 1087. La bataille de Mantzikert (1071), qui fut le grand désastre byzantin, avait ouvert aux Seldjoukides la route de l'Anatolie (victoire encore célébrée aujourd'hui en Turquie). Il fut jugé après cela dans la chrétienté que Constantinople n'était plus capable de résister militairement à l'expansion musulmane poursuivie au nom du Jihad. Les Byzantins, trop amolés, « passaient la main » en quelque sorte à l'Occident pour tenir tête à l'Islam.

Dans son appel de Clermont du 27 novembre 1095, le pape Urbain II a explicitement mentionné cette nécessité — ce devoir — de voler au secours de « nos frères d'Orient » en allant libérer les terres chrétiennes jusqu'à Jérusalem.

Mais pour le compte de qui, au juste ? Dans l'esprit du *basileus*, ces armées croisées venant vers lui en grand arroi et puissance ne font que prêter leurs bras et leurs épées à une restauration byzantine en Asie Mineure et en Palestine. Autrement dit, il escompte que chaque ville précédemment byzantine qui serait reprise par les Francs aux envahisseurs turcs lui serait juridiquement restituée. Il considère en quelque sorte ces chevaliers européens comme des « mercenaires » que Rome met à son service. Mercenaires-frères, « aimés en Jésus-Christ » et infiniment respectés, sans doute, mais mercenaires quand même.

Certains, comme Hugues de Vermandois ou Etienne de Blois, acceptent sans trop de difficulté. D'autres, comme Bohémond de Tarente, prétendent sans réelle intention de lui obéir. D'autres encore, comme le pieux et rigide Godefroi de Bouillon, se cabrent et résistent. Lui, duc de Basse-Lotharinge et vassal de l'empereur d'Allemagne Henri IV, ne saurait devenir l'homme



TURQUIE

Dans l'Empire byzantin, un immense malentendu surgit entre les chevaliers francs et ces « Grecs efféminés » qui veulent utiliser la Croisade à leur profit. Ce divorce préfigure l'ambiguïté actuelle de la politique turque, tiraillée à nouveau entre Orient et Occident.

ces puissants de l'Occident, ayant fait « vœux de croisade » et, pour certains, aliéné leurs fiefs, abandonné leurs familles, puissent se mettre purement et simplement au service de ces « Grecs efféminés » qui ne se battent plus qu'avec leurs richesses et par auxiliaires pechenègues ou turcoples interposés. S'ils sont partis des doux bocages de France, des vallées de Lorraine ou des rives de Provence, s'ils ont affronté les périls, la faim et la soif sur le chemin, ce n'est pas pour l'empereur byzantin. C'est pour la gloire de Dieu.

Et accessoirement la leur.

Certes, on pourra juger dans un sens plus sévère pour les Latins. Dire que l'Eglise d'Occident et son pape de Rome avaient, eux aussi, leurs propres calculs politiques. On pourra ajouter que lancer un concept comme celui de « Croisade », c'était aller bien au-delà (et sciemment) de l'appel à l'aide que lançait le *basileus*. De tout cela on discute encore neuf siècles après. Une chose est claire : dès l'arrivée des deux premières armées franques à Constantinople (celles de Godefroi et celle d'Etienne de Blois), les termes du malentendu sont posés.

Pour faire triompher sa propre interprétation de la Croisade, l'empereur de Byzance dispose d'un art très élaboré — et « mielleux » diront les Francs — de la diplomatie, du sous-entendu, de la politesse assassine. Mais il possède surtout un atout maître : la logistique, le ravitaillement, le transport et l'assistance technique, qu'il contrôle entièrement. Pas une botte de foin pour les chevaux, pas un sac de farine, ne peuvent être vendus à Constantinople, pas un navire ne peut appareiller sur le Bosphore, sans l'accord formel de l'administration byzantine. Celle-ci peut donc, à tout moment, « couper » les vivres et les transports aux croisés. Elle ne s'en prive pas chaque fois que ceux-ci se montrent par trop indociles.

Les Francs, de leur côté, ont pour eux la force du nombre, la puissance et la bravoure. Ils ont aussi de l'orgueil à revendre. Un orgueil qui fera plus d'une fois scandale dans l'atmosphère chuchotante et dévote de la cour byzantine. Passé leur éblouissement initial devant la splendeur de Constantinople, les barons et plus encore le petit peuple de l'armée vont vite apprendre à haïr ces « Grecs perfides et peureux ». L'Empire n'est-il pas, dans les faits, gouverné

Le nouveau premier ministre, M. Ciller, reste « kémaliste », c'est-à-dire tourné vers l'Ouest.

autant par les trois femmes qui entourent Alexis Comnène (sa mère, sa fille et son épouse) que par lui-même ? Les guerriers francs en convoient le mépris. Une haine et un mépris qui seront longs à s'éteindre. Si tant est qu'ils le soient jamais.

De manière plus formelle, le *basileus* a imaginé une sorte d'accord diplomatique qu'il s'emploie à faire accepter aux Francs (que les Byzantins de l'époque appellent les « Celtes »). Cet accord prévoit que chaque seigneur prêterait serment au *basileus*. Par ce serment, il s'engage à restituer à Constantinople celles des villes reprises qui, comme Nicée, Césarée ou Antioche, étaient dans le passé byzantines (il n'est pas fait mention de Jérusalem). Mais ce serment fait du même coup des « barons » les vassaux du *basileus*.

Certains, comme Hugues de Vermandois ou Etienne de Blois, acceptent sans trop de difficulté. D'autres, comme Bohémond de Tarente, prétendent sans réelle intention de lui obéir. D'autres encore, comme le pieux et rigide Godefroi de Bouillon, se cabrent et résistent. Lui, duc de Basse-Lotharinge et vassal de l'empereur d'Allemagne Henri IV, ne saurait devenir l'homme

lige d'un autre souverain. Le débat est... byzantin.

Toutes ces semaines passées par les armées sous les remparts de Constantinople et au palais des Blachernes sont occupées par une suite désordonnée de discussions, marchandages, pressions insistantes, menaces de guerre « entre chrétiens ». Godefroi de Bouillon, dont les armées stationnent dans le faubourg de Péra, se voit plusieurs fois « affamer » par le *basileus* en raison de son obstination à refuser le serment. Privés de ravitaillement, les Francs se livrent au pillage, comme ils l'avaient déjà fait à Silivri, sur la côte de Marmara, avant même d'arriver à Constantinople. Puis Godefroi et ses chevaliers viennent carrément défilier le *basileus* sous les remparts de son palais. Celui-ci, à son tour, envoie ses mercenaires pechenègues pour impressionner les Francs.

Une fois au moins on est proche de la guerre.

Au bout du compte, le *basileus* Alexis Comnène arrive à ses fins. Au moins formellement. De guerre lasse et n'ayant pas d'autre choix, Godefroi prêterait le fameux serment. Comme l'ont fait et le feront les autres barons (l'ex-

tan Kilidj Arslan, conquérant de l'Anatolie, n'a-t-il pas installé sa capitale à Nicée, avec l'accord du *basileus* ? N'avait-il pas formé le projet d'épouser la propre fille de ce dernier, l'historienne Anne Comnène ?

Cette « connivence » n'est pas une figure de rhétorique ni une nouveauté. Ecrivain au début du dixième siècle à un émir musulman, le patriarche Nicolas Mystikos déclarait déjà à ce dernier que « Sarrazins » et Byzantins « devaient vivre en communauté et en fraternité ».

En vérité, les Byzantins se sentent parfois plus proches de ces Turcs avec lesquels ils sont en guerre que de ces « Celtes » sans finesse, rompus à l'art de la charge de cavalerie mais naïfs dans leur foi et brutaux dans leurs entreprises. La description qu'Anne Comnène donne, dans son *Alexade*, de l'arrivée des Francs est assez parlante. « L'empereur en redoutait l'arrivée, car il connaissait leur élan irrésistible, leur caractère instable et versatile, ainsi que tout ce qui est propre au tempérament celte. Il savait qu'ils ont toujours la bouche ouverte devant les richesses et qu'à la première occasion on les voit enfreindre leurs traités sans scrupules. Cela, il l'avait toujours

Difficile de comprendre l'histoire des Croisades sans garder tout cela en tête. Pour les universitaires et historiens turcs d'aujourd'hui, notamment Nevra Necipoglu, avec laquelle j'évoque ces questions, les choses sont claires : Latins et Byzantins n'avaient plus grand-chose en commun. Et, dès l'origine, le malentendu fut insurmontable.

Mais toutes mes conversations à Istanbul débutent tôt ou tard, on s'en doute, sur l'actualité de 1993. Et de quoi me parle-t-on alors, sinon, curieusement, d'une autre sorte de malentendu. Celui qui pourrait bien compliquer un jour ou l'autre les rapports entre la Turquie et l'Occident. Cet Occident auquel elle a voulu s'incorporer après l'effondrement humiliant de l'Empire ottoman (le kémalisme), avec lequel elle a fait solidement alliance contre le communisme (l'OTAN) et les bases américaines, vers lequel enfin elle s'est tournée avec insistance (la candidature à l'Europe).

Or, boudée de manière un peu vexatoire par les Douze, la Turquie se retrouve aujourd'hui dans un monde chamboulé par l'effondrement de l'empire communiste, dont elle surveillait le « flanc sud ». Des décombres de l'URSS ont surgi de nouvelles Républiques (Azerbaïdjan, Turkménistan, Kirghizie, Ouzbékistan, etc.) qui sont « sœurs » par la culture et la religion. Des Républiques courtoises par les mollahs iraniens, mais pour lesquelles Ankara peut — et veut — apparaître comme une puissance régionale de premier plan. Et un interlocuteur privilégié.

Les choses se révèlent sans doute moins « automatiques » que prévu. Les Turcs, me dit-on, seraient un peu revenus de leur enthousiasme initial. Il n'empêche.

En disparaissant, le rideau de fer a bel et bien permis que se reconstitue une vaste aire géographique turcophone ou islamique qui, à nouveau, tire en quelque sorte la Turquie vers l'est du monde.

Et ce mouvement lent est accompagné, de l'intérieur, par une « sensibilité nouvelle ».

Qu'expriment donc ces « nostalgies ottomanes » et ces « progrès de l'islamisme », sinon la réaffirmation de certaines affinités culturelles anciennes ?



ception de l'irascible et puissant Provençal Raymond de Saint-Gilles). Aussitôt, comme par miracle, les difficultés s'aplanissent. L'armée franque est ravitaillée en vivres mais aussi en chevaux, bétail et argent (le trésor byzantin paie les « soldes », comme on dirait maintenant : plusieurs besants d'or pour les chevaliers, dix muids de petite monnaie pour les pauvres). Mais, surtout, les navires du *basileus* font traverser le Bosphore aux armées franques qui arrivent l'une après l'autre.

C'est le mot « après » qui compte... Si le désaccord entre les deux alliés latin et byzantin est politique, il s'enracine plus profond encore. A notre époque et dans notre langage, nous dirions qu'il est culturel au sens le plus fort du terme. La religion, après tout, n'est pas toute la culture. Ces Grecs byzantins, pour chrétiens qu'ils fussent, sont aussi — d'abord ? — des Orientaux. Menacés par les Turcs Seldjoukides, ils n'entretenaient pas moins avec ces derniers des relations complexes faites de compromis territoriaux et de guerres, de relations dominées malgré tout par quelque chose comme une connivence, plus forte que l'adversité. Le jeune sul-

entendu dire et toujours vérifié. » C'est donc ainsi que les Byzantins perçoivent — et tentent de contrôler — ceux-là mêmes qui viennent officiellement à leur secours. Qu'on imagine seulement comment, en retour, ce dédain pouvait être jugé par la foule innombrable des petits, des piétons et des pèlerins d'Europe, ivres de la prédication des moines, marchant lyriquement vers une Jérusalem qu'ils situent quelque part entre la terre et le ciel, entre la vie et le grand passage.

Oh ! ces Grecs ! Faut-il ajouter que la communauté de religion entre ces deux catégories de chrétiens tant séparés par la culture, cet unique lien, s'est singulièrement relâchée au cours des quarante années qui précèdent les Croisades.

C'est en 1054 que s'est produit le grand schisme entre les deux Eglises, lorsque le patriarche Kérourarios excommunia le pape Léon IX, après avoir été excommunié par lui. Or ce schisme lui-même, s'il procède de désaccords théologiques (l'infailibilité, l'immaculée conception, le *filioque*, les indulgences, etc.), est aussi le produit d'un antagonisme de sensibilité qui remonte au cinquième siècle.

Des affinités d'autant plus fortes qu'elles ont le temps devant elles. Soixante-dix ans de laïcité ne sont rien dans la vie d'une nation...

Dans les rues d'Istanbul, je regardais sur un mur les affiches d'un des partis d'extrême droite (ils sont ultra-nationalistes, mais gardent le vent en poupe). On y voyait un loup hurlant silhouetté en noir et quelques slogans à la gloire des nomades turkmènes, encore présents, dans l'est du pays. Ces nomades en qui l'on veut voir « d'authentiques Turcs » que n'a pas encore « corrompus » l'occidentalisation. Délire sans importance d'un groupuscule ? Peut-être. Comme sont groupusculaires les partis islamistes.

Officiellement, le gouvernement turc, sa majorité et la plupart des grands partis représentés au Parlement demeurent « kémalistes », c'est-à-dire tournés vers l'Ouest. Et l'Europe. M. Ciller, le nouveau premier ministre, incarne spectaculairement ce choix. Il n'empêche ! Ce puissant tropisme oriental que le pays porte en lui reste bien, soixante-dix ans après Mustafa Kemal, la part immergée de l'iceberg turc.

Sait-on vraiment comment basculent les icebergs ?

Le nouveau premier ministre, M. Ciller, reste « kémaliste », c'est-à-dire tourné vers l'Ouest.

Plusieurs députés d'opposition ont été momentanément interpellés.

La nouvelle ceinture de protection

Le nouveau premier ministre, M. Ciller, reste « kémaliste », c'est-à-dire tourné vers l'Ouest.

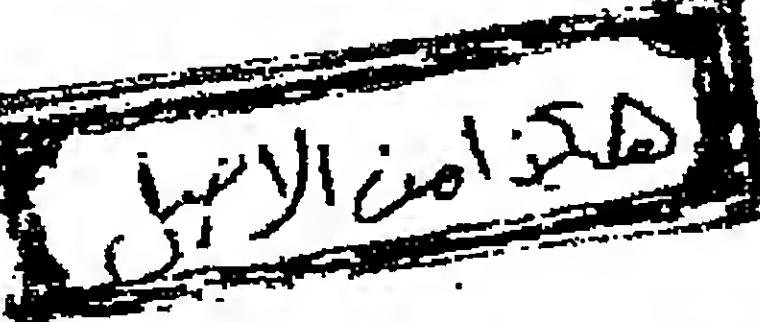
Plusieurs députés d'opposition ont été momentanément interpellés

Plusieurs députés d'opposition ont été momentanément interpellés.

La formation de M. Wade avait été annoncée mardi, en fin de la session de l'Assemblée nationale.

La formation de M. Wade avait été annoncée mardi, en fin de la session de l'Assemblée nationale.

La formation de M. Wade avait été annoncée mardi, en fin de la session de l'Assemblée nationale.



des lycéens, un immense
lequel se sont les
et des « Guecs
qui veulent utiliser la
leur profit. Ce divorce
l'actualité de la
sage, trahie à nouveau
et le Occident.

Le 22-23 juillet, les forces
de l'Armée libanaise ont
bombardé les villages de
la zone de sécurité. Les
membres du Conseil de
sécurité s'étaient séparés
sans déclaration officielle.
Ils n'en avaient pas moins,
selon le président en exercice
du Conseil, exprimé leur
« grande préoccupation » de
voir le processus de paix au
Proche-Orient « entravé
par ce cycle de violence ».



Le 22-23 juillet, les forces
de l'Armée libanaise ont
bombardé les villages de
la zone de sécurité. Les
membres du Conseil de
sécurité s'étaient séparés
sans déclaration officielle.
Ils n'en avaient pas moins,
selon le président en exercice
du Conseil, exprimé leur
« grande préoccupation » de
voir le processus de paix au
Proche-Orient « entravé
par ce cycle de violence ».

Le 22-23 juillet, les forces
de l'Armée libanaise ont
bombardé les villages de
la zone de sécurité. Les
membres du Conseil de
sécurité s'étaient séparés
sans déclaration officielle.
Ils n'en avaient pas moins,
selon le président en exercice
du Conseil, exprimé leur
« grande préoccupation » de
voir le processus de paix au
Proche-Orient « entravé
par ce cycle de violence ».

ÉTRANGER

Le Monde • Jeudi 29 juillet 1993 • 3

La poursuite de l'offensive israélienne au Liban

L'aviation, l'artillerie et les forces navales israéliennes ont poursuivi, mercredi 28 juillet, les bombardements de plusieurs localités du Liban sud et de la Bekaa ouest, alors que le radio de l'Armée du Liban sud, la milice auxiliaire d'Israël, lançait de nouveaux appels à la population des villages chiites pour qu'elle quitte ses foyers.

Mardi soir, aux Nations unies, à l'issue d'une réunion de consultations sur le Liban, les membres du Conseil de sécurité s'étaient séparés sans déclaration officielle. Ils n'en avaient pas moins, selon le président en exercice du Conseil, exprimé leur « grande préoccupation » de voir le processus de paix au Proche-Orient « entravé

par ce cycle de violence ». Le Conseil devait toutefois, dans une déclaration de son président à l'occasion du renouvellement du mandat de la FINUL mercredi, évoquer officiellement la dégradation de la situation au Liban (voir l'article de Françoise Chipaux).

La neutralité de l'ONU contraste avec les appels de plus en plus nombreux, notamment de la part des pays arabes, dénonçant l'offensive israélienne. Ainsi le ministre égyptien des affaires étrangères, Amr Moussa, a-t-il convoqué mardi le chargé d'affaires américain au Caire pour demander aux États-Unis d'intervenir pour mettre fin à « la détérioration » de la situation au Liban. M. Moussa a condamné devant

son interlocuteur « l'agression israélienne contre le Liban ». Après l'Arabie saoudite, le Koweït, la Jordanie, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, mais aussi la Malaisie, ont condamné les attaques israéliennes, alors que la presse irakienne dénonçait « la lâcheté internationale » et que le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, déplorait ce qu'il a appelé « la politique des deux poids deux mesures » de la communauté internationale.

La Chine a appelé à la retenue et la Russie a exprimé son « inquiétude ». La Communauté européenne pour sa part, tout en « déplorant les victimes civiles de ces violences » et l'exode des

populations, a lancé un appel à la cessation des hostilités.

L'explosion de violence au Liban menace, avant même qu'elle n'ait débuté, la tournée que le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, devait effectuer à partir du 1^{er} août au Proche-Orient. « Le secrétaire d'État ne va pas aller là-bas pour négocier un cessez-le-feu », a déclaré mardi un haut fonctionnaire américain sous le couvert de l'anonymat. « Tout le monde souhaite la venue » de M. Christopher, a déclaré à la Maison Blanche un autre responsable, ajoutant que « ce serait une tragédie ironie » si le processus de paix devait maintenant s'interrompre. — (AFP, Reuter.)

Une nouvelle « ceinture de protection »

Suite de la première page

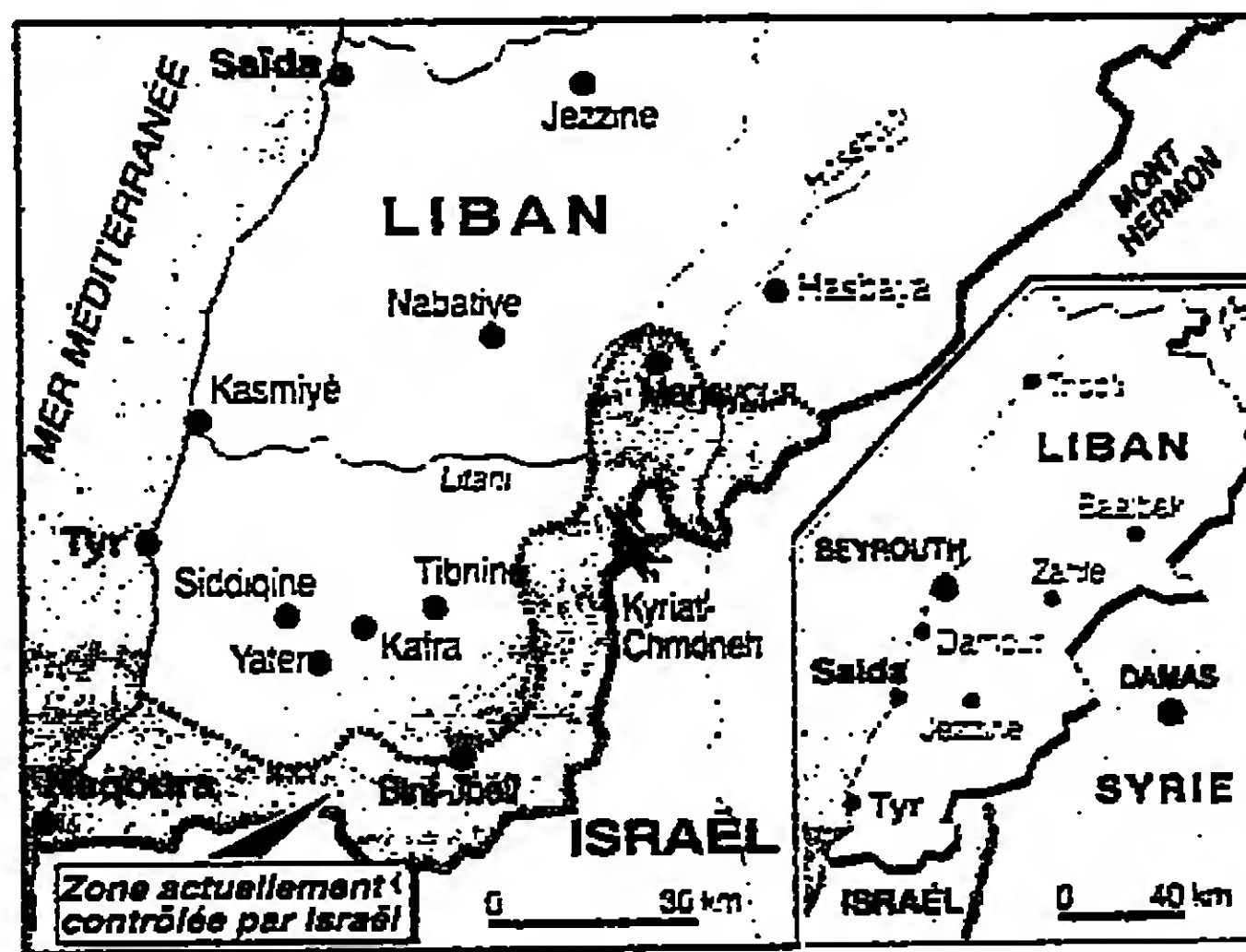
Le nombre de roquettes tirées en direction d'Israël mardi a chuté de manière remarquable. Il est cependant trop tôt pour savoir si cette relative accalmie du côté du Hezbollah est due à des pressions syriennes, consécutives à un entretien téléphonique entre le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, et son homologue syrien, Farouk Charah, ou si la formation intégriste marque une pause pour se réorganiser.

Devant la gravité d'une situation qui ne cesse de se détériorer, les États-Unis, dont le secrétaire d'État s'est également entretenu avec le premier ministre libanais, Rafic Hariri, sont entrés en scène pour tenter de calmer les choses. Le secrétaire d'État par le président Bill Clinton à la Syrie, « félicité » pour sa « retenue », semble montrer que Washington, conscient de l'irritation provoquée à Damas par les accusations de M. Christopher contre le seul Hezbollah (le Monde du 28 juillet), veut l'assurer la pleine coopération du président Hafez El Assad, dont l'intervention est indispensable pour tenter de mettre un terme à une situation qui menace le processus de paix.

Lors de sa conversation avec M. Charah, M. Christopher a demandé à son homologue syrien « d'aider pour calmer la situation et d'imaginer des moyens pour faire diminuer la violence ».

Ce rôle attribué par les États-Unis à la Syrie pourrait amener Damas à calmer le Hezbollah, au moins en ce qui concerne les tirs contre le territoire israélien. Propriété dit, la résistance à l'État juif se limitant alors à la zone occupée par Israël au Liban sud. Le premier ministre libanais, qui s'est rendu à Damas mardi, lui aussi réclamé l'aide de la Syrie pour faire face à une situation qui risque de remettre en cause la stabilité intérieure et les efforts de reconstruction déjà entrepris.

Le gouvernement libanais, qui craint des débordements des mouvements fondamentalistes, a formellement interdit tout rassemblement ou manifestation. Cette mesure, « que les services de sécurité et l'armée ont été chargés de faire appliquer », a été décidée alors que le Hezbollah avait lancé un appel à une manifestation pacifique d'appui à la résistance, mercredi après-midi à Beyrouth. Le Liban, qui avait renoncé, sur



les « conseils » des États-Unis, à réclamer une réunion urgente du Conseil de sécurité de l'ONU, a en revanche obtenu que se réunisse d'urgence, en principe vendredi à Damas, un conseil ministériel de la Ligue arabe. De bonne source à Beyrouth, on indique que Washington aurait promis aux autorités libanaises, en échange d'un report de la réunion de l'ONU, une déclaration « équilibrée » du Conseil de sécurité sur les responsabilités dans la situation actuelle.

Selon le président en exercice du Conseil, l'ambassadeur britannique

David Hannay, une déclaration présidentielle devait être lue mercredi, comme lors de chaque renouvellement du mandat de la FINUL. Dans cette déclaration, le Conseil se contenterait d'exprimer « sa préoccupation devant la violence qui persiste dans le sud du Liban » et d'affirmer que « sous les États doivent s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts de l'ONU ».

FRANÇOISE CHIPAUX

Israël veut « faire pression sur le gouvernement libanais » affirme M. Rabin

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'armée israélienne menace d'élargir le terrain de son opération lancée, dimanche 25 juillet, au Liban. L'objectif avoué des militaires est de repousser le plus loin possible les combattants du Hezbollah pro-iranien, afin d'empêcher les tirs de roquettes katyouchas sur la Galilée. Se refusant pour l'instant à évoquer la possibilité d'une action des blindés, un responsable de l'état-major parle en revanche de « transformer en champs de ruines cinquante-quatre villages chiites situés en bordure de la zone de sécurité ». Les artilleriers israéliens en sont à leur troisième nuit blanche.

Un porte-parole militaire estime à près de 10 000 le nombre d'obus tirés en direction du Liban. « Nous pensons que la plus grande partie des villages du Liban sud sont déjà vides », a expliqué un officier de renseignement, le général Amir Drori. Comme ses collègues, il ne cache pas sa satisfaction. « L'opéra-

tion est un succès », n'hésite pas à déclarer le chef d'état-major, le général Ehud Barak, qui a adressé une mise en garde aux intégristes : Israël pourrait recourir « à d'autres méthodes de combat, jusque-là inutilisées par l'armée ».

Sans sombrer dans l'euphorie, les militaires israéliens constatent néanmoins que le nombre de roquettes qui se sont abattues mardi sur la Galilée s'est considérablement réduit. De quatre-vingt-cinq entre dimanche et lundi, il est passé à treize mardi. « Il est cependant trop tôt pour pavoiser », estime le général Dror. Selon lui, les combattants du Hezbollah ne se sont pas joints à l'exode des villages et n'ont pas quitté le Liban sud. Au contraire, des renforts ont été acheminés à partir du nord vers les positions de l'organisation intégriste encore épargnées.

Le premier ministre, Itzhak Rabin, en tournée dans le nord d'Israël et dans la zone de sécurité, a multiplié ce qu'il considère être des appels au pied au gouvernement libanais, « qui se prend souverain sur son territoire », ainsi qu'aux autorités de Damas. « Nous voulons provoquer l'exode des habitants du Liban sud vers le nord, afin de faire pression sur le gouvernement de Beyrouth et semer le désordre parmi les collaborateurs du Hezbollah », a-t-il dit sans détour le premier ministre.

« Si les intégristes se comportent comme nous le pressions, l'opération ne devrait pas durer plus d'une semaine », a estimé le chef d'état-major adjoint, le général Amnon Shabak. Ce délai arrangerait particulièrement les dirigeants israéliens, puisque le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, est attendu le 1^{er} août à Jérusalem. A l'ordre du jour de cette visite : la poursuite du processus de paix et un encouragement aux protagonistes du conflit israélo-arabe pour qu'ils progressent dans la négociation.

Au cours d'une réunion extraordinaire du gouvernement mercredi matin à Jérusalem, M. Rabin devait informer ses ministres de sa volonté de terminer l'opération peu avant l'arrivée du secrétaire d'État dans la région. A la condition, précise un haut fonctionnaire de la présidence du conseil, que le processus de paix, d'ici là, l'état-major soit convaincu que les localités du nord d'Israël jouiront d'une période de calme prolongé. — (Itzhak Rabin.)

AFRIQUE

SÉNÉGAL : lors d'une manifestation interdite

Plusieurs députés d'opposition ont été momentanément interpellés

Six députés d'opposition ont été momentanément arrêtés, mardi 27 juillet à Dakar, au cours d'une manifestation organisée par le Parti démocratique sénégalais (PDS) de M. Abdoulaye Wade, interdite par les autorités. Ces interpellations sont intervenues alors qu'une crise « couve » au Sénégal depuis le meurtre du vice-président du Conseil constitutionnel, M. Babacar Seye, le 15 mai dernier.

La formation de M. Wade avait appelé à manifester, mardi, en faveur de la libération de l'un de ses députés, Mody Sy, en détention depuis la mi-mai dans le cadre de l'enquête sur l'attentat qui a coûté la vie à Babacar Seye. Début juin, le PDS avait affirmé que M. Sy avait été torturé en prison.

Des manifestants ont mis le feu à des voitures et érigé des barricades. Pour éviter les pillages, la plupart des magasins du centre-ville avaient baissé leurs rideaux. La manifestation, dispersée par les forces de l'ordre à l'aide de grenades lacrymogènes, s'est soldée par une soixantaine d'arrestations, selon un communiqué du PDS. Mais aucune source officielle n'a précisé le nombre de personnes interpellées. Parmi elles figuraient six députés du PDS et de la Ligue démocratique, qui ont été remis en liberté après avoir été interrogés par la police, selon des sources sûres. Le PDS avait pour sa part indiqué mardi, que douze de ses députés, et trois de leurs collègues de la Ligue démocratique avaient été arrêtés.

Ces événements risquent d'attiser la crise latente qui oppose le Parti socialiste (au pouvoir) au PDS. Malgré son échec aux élections présidentielle et législatives de février et mai derniers, le PDS n'avait en effet escompté participer

au gouvernement. Mais le meurtre de Babacar Seye, non étouffé à ce jour, a changé la donne. Au lendemain de l'attentat, M. Wade et plusieurs de ses proches avaient été gardés à vue pendant plus de quarante-huit heures. Puis le député Mody Sy, ainsi que Samuel Sarr, considéré comme le conseiller financier de M. Wade, avaient été interpellés. Les deux hommes sont toujours en prison, et M. Wade n'est pas entré dans le nouveau gouvernement.

Les lenteurs de la justice

La justice sénégalaise fait preuve d'une évidente lenteur dans cette affaire, selon la presse nationale soulignant déjà en juin les « incohérences troublantes ». L'un des auteurs présumés de l'attentat, Clément Sène, avait dit, dans un premier temps, avoir agi pour le compte du PDS. Quelques jours plus tard, le 7 juin, il se rétractait en affirmant au juge d'instruction que « les commanditaires de ce complot sont le premier ministre et Ahmed Diène (un responsable local du Parti socialiste) ». Dans une lettre d'excuses à M. Wade, Clément

Sène expliquait alors que l'objectif de l'attentat était de « décapiter le PDS et son leader ».

Quelle version croire de la part de cet homme au passé chargé ? A priori, ni l'une ni l'autre ne peuvent être privilégiées. Mais la vérité, si elle vient au grand jour, risque d'être fatale aux commanditaires de l'attentat, qu'il s'agisse du PDS — comme le laisse entendre la justice en maintenant M. Sy et Sarr en prison (alors que, selon l'avocat de M. Sarr, Jean-Pierre Versini, « le dossier d'instruction est totalement vide ») — ou de « l'aile dure du Parti socialiste », comme le suggèrent certains observateurs.

M.-P. S.

SOMALIE

Médecins sans frontières dénonce les « violations du droit humanitaire »

Médecins sans frontières (MSF) a annoncé, mardi 27 juillet, à Paris, l'introduction d'un recours auprès des Nations unies afin de dénoncer « les violations du droit humanitaire » commises à Mogadiscio le 17 juin, lors de l'attaque des forces de l'ONU contre le quartier général de Mohamed Farah Aïdidi. L'organisation évoque le bombardement, par un hélicoptère de l'ONU, d'une maison occupée par Action internationale contre la faim (AICF), où logeait l'équipe de MSF. Elle dénonce « la violation des principes élémentaires du droit humanitaire énoncés par les conventions de Genève », en rappelant que l'accès aux hôpitaux a été « bloqué le 17 juin par le déploiement des forces blindées de l'ONU ». Pour MSF, « la responsabilité du Conseil de sécurité est directement engagée » dans ces événements, qui « posent le problème de la validité et du respect du droit humanitaire dans les opérations militaires de l'ONU ».

Par ailleurs, un responsable du département d'État américain a affirmé, à Mogadiscio, à l'issue d'une mission destinée à réexaminer l'opération de l'ONU, que les États-Unis étaient favorables à un renforcement des opérations militaires en Somalie.

■ ZAÏRE : plus de 300 000 personnes réfugiées en raison de la violence ethnique. — Plus de 300 000 Zaïrois ont été contraints de quitter leur région en raison des violences ethniques, a estimé, dans un communiqué publié mardi 27 juillet à Washington, le Comité américain pour les réfugiés. Cette organisation privée évalue à 200 000 le nombre de personnes déplacées dans la région du Shaba, dont 75 000 Kasaiens réfugiés à Likiep et 23 000 à Kolwezi. Les violences dans le Kivu auraient provoqué la fuite de 120 000 à 150 000 personnes. — (AFP.)

FRANÇOIS DALLE
JEAN BOUNINE

L'ÉDUCATION
EN ENTREPRISE
CONTRE LE CHÔMAGE DES JEUNES

François DALLE
Président d'Honneur de l'Oréal

Jean BOUNINE
Conseiller d'entreprises

Contre le chômage des jeunes en France, environ 25% des actifs de 15 à 25 ans sont au chômage, soit le double du chômage de l'ensemble des générations. Cet écart n'existe pas ailleurs. Il tient aux défauts de la formation professionnelle, qui doit, désormais, être assurée par les entreprises.

EUROPE

Les négociations de Genève

Les responsables serbes, croates et musulmans discutent du plan de division de la Bosnie-Herzégovine

Pour la première fois depuis trois mois, les dirigeants des communautés serbe, croate et musulmane de Bosnie-Herzégovine se sont assis, mardi 27 juillet, à la même table pour discuter du plan de division de leur Etat ravagé par la guerre. La réunion des chefs des trois factions et des présidents de la Serbie, du Monténégro et de la Croatie s'est déroulée au premier jour d'une nouvelle session de la conférence de paix de Genève.

Sous la pression des négociateurs internationaux, le président bosniaque Alija Izetbegovic a accepté d'y participer, mais il a quitté la réunion bien avant les autres dirigeants, faisant craindre qu'il ait une fois de plus claqué la porte. Des responsables bosniaques ont expliqué que le président était parti après avoir présenté son plan pour une Bosnie fédérale et qu'il devait revenir mercredi pour des entretiens avec les Serbes et les Croates. John Mills, porte-parole de la conférence de Genève sur l'ex-Yugoslavie, a dit pouvoir faire état de progrès, mais n'a donné aucun détail sur le thème des discussions.

Le président serbe Slobodan Milosevic s'est montré plus loquace. « Il y a eu une grande différence d'ambiance » par rapport aux discussions précédentes et « une discussion très constructive qui est allée au cœur même du problème », a-t-il dit à la sortie de la réunion. Le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, qui semblait plutôt pessimiste à son arrivée en Suisse, a affirmé qu'il y avait « quelques raisons d'être optimiste ». A son arrivée à Genève, il avait estimé, les bras chargés de cartes, qu'il s'agissait de « la dernière chance d'obtenir une paix honnête ». Slobodan Milosevic a, pour sa part, estimé que les

pourparlers de paix de Genève pourraient aboutir à une avancée significative. « Je m'attends à un pas en avant important au cours de ces pourparlers parce que les principales conditions sont réunies pour parvenir à un accord qui apportera une paix permanente », a-t-il dit, cité par l'agence Tanjug, lors de son arrivée à Genève.

Deux projets concurrents sont au centre des discussions de Genève. Les Serbes et les Croates proposent le partage, sur une base ethnique, de la Bosnie-Herzégovine en trois Républiques réunies au sein d'une Confédération. Ce projet a été favorablement accueilli par les deux coprésidents de la conférence, le Britannique David Owen pour la CEE et le Suédois Thorvald Stoltenberg pour l'ONU. La présidence bosniaque condamne, quant à elle, un projet légitimant, selon elle, la purification ethnique et récompensant l'agression; elle propose une formule fédérale préservant le caractère pluri-ethnique de la Bosnie-Herzégovine. Un projet auquel le président croate Franjo Tudjman s'est opposé mardi, estimant que la Bosnie-Herzégovine « ne pourrait pas se maintenir » sur un modèle ayant conduit à la désintégration de l'ex-Yugoslavie.

La tension remonte en Croatie

Sur le terrain toutefois, la situation est loin de répondre à l'optimisme – tout relatif qu'il soit – affiché par les négociateurs à Genève. Outre que les combats se sont poursuivis à travers la Bosnie-Herzégovine, de nouveaux risques de reprise de la guerre en Croatie sont apparus mardi dans l'ouest de la République. Les autorités croates ont, en effet, menacé de revenir sur

un accord conclu à la mi-juillet sous l'égide des Nations unies, tandis que les rebelles serbes de la Krajina croate ont menacé de reprendre les hostilités si cet accord n'était pas respecté à la lettre.

La Croatie a fait savoir mardi qu'elle ne retirait ses troupes de la région du pont de Maslenica (Dalmatie) d'ici à samedi, comme convenu, que si les rebelles serbes remettaient dans le même temps leur artillerie lourde aux « casques bleus ». « Cela veut dire la guerre », ont réagi les Serbes, en soulignant, cependant, qu'ils négocieraient jusqu'à samedi. « S'ils ne se retirent pas ainsi qu'il a été convenu, sans condition préalable, cela veut dire le début d'une guerre », a déclaré un porte-parole des Serbes de la Krajina (région de Croatie dominant la Dalmatie et passée sous contrôle serbe).

Cette exigence croate fait planer un doute sur la mise en œuvre de l'accord du 16 juillet aux termes duquel les Nations unies devaient prendre le contrôle de la région pour éviter de nouveaux affrontements entre Serbes et Croates à propos de la reconstruction, par ces derniers, d'un pont pour remplacer celui détruit en 1991. Inauguré le 18 juillet par le président Tudjman, ce pont flottant est destiné à relier de nouveau le nord et le sud de la Croatie.

De leur côté, les forces serbes de Krajina ont accusé les Croates d'incendier des maisons et des cultures avant leur retrait des abords du pont de Maslenica. Un porte-parole militaire croate a rejeté ces accusations en imputant la responsabilité des destructions aux rebelles serbes. — (Reuters, AFP)

RUSSIE : après la « crise du rouble »

Le limogeage du ministre de la sécurité accroît les tensions politiques

Le ministre russe de la sécurité (ex-KGB), Viktor Barannikov, a été relevé de ses fonctions, mardi 27 juillet. Le président Eltsine a annoncé sa décision surprise au cours d'une réunion de responsables de ce ministère.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Alors que chacun s'interroge toujours sur la manière dont a été prise, quatre jours plus tôt, la décision visant à retirer du marché tous les roubles émis avant 1993 et qui a provoqué une belle panique dans l'ensemble de l'ex-URSS, le limogeage, mardi, du ministre de la sécurité a encore ajouté à la confusion politique régnant à Moscou. Officiellement, le général Barannikov a été démis de ses fonctions par M. Eltsine « en raison des défauts sérieux de son travail, en particulier dans la gestion des troupes de gardes-frontières de son ministère ».

On lui reproche principalement les « événements tragiques » du 13 juillet dernier au Tadjikistan, au cours desquels vingt-cinq gardes-frontières russes, qui dépendent du ministère de l'intérieur, ont été tués par des rebelles tadjiks. Des lundi, le commandant en chef des gardes-frontières russes, Vladimir Chlakhine, avait été limogé au cours d'une réunion du conseil de sécurité, organe consultatif suprême chargé d'assister le Président. Le conseil avait aussi blâmé le ministre de la sécurité et chargé le ministère de la défense de coordonner désormais la défense des frontières russes. La mise à l'écart de Viktor Barannikov peut

donc apparaître comme un nouvel épisode de la lutte qui oppose, ici comme ailleurs, le ministère de la défense à celui de l'intérieur. Mais d'autres luttes opposent aussi les personnalités qui entourent le président.

« Autocritique » du gouverneur de la Banque centrale

M. Barannikov a aussi été accusé de « violation des normes éthiques » : on lui reproche d'avoir organisé, sur les fonds de son ministère, des voyages de ses proches à l'étranger, pratique pourtant courante de chaque responsable. Mais cela ajoute un nouvel élément au feuilleton politico-judiciaire qui agite la capitale moscovite depuis de nombreux mois. Certains estiment en effet que le président russe aurait vu d'un très mauvais œil des fonctionnaires du ministère de l'intérieur participer à la perquisition organisée, la semaine dernière, chez Mikhaïl Poltoranine, un de ses proches, accusé de corruption par un Parlement de plus en plus opposé au chef de l'Etat.

M. Eltsine, dit-on en outre, aurait gardé de sa période de disgrâce – en 1987 lorsqu'il avait été exclu du bureau politique du PC par Mikhaïl Gorbatchev – une haine tenace pour les services de sécurité. Le président, explique la *Niezavisimaya Gazeta* de mercredi, ferait plus confiance à l'armée qu'au ministère de la sécurité et estimerait que M. Barannikov, même s'il a été loyal aux moments difficiles comme la crise d'avril dernier, « n'a pas, depuis, suffisamment prouvé cette loyauté ».

Si les responsabilités des forces libérales ont réagi favorablement au limogeage du ministre, l'opposi-

tion nationaliste et conservatrice en a fait une nouvelle arme de bataille contre le chef de l'Etat. Ainsi, le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov, a déclaré qu'il comptait demander aux députés d'exiger la réintégration de M. Barannikov. Même exigence de la part des dirigeants du Front de salut national (extrême droite), qui voient dans la décision de Boris Eltsine un « nouveau coup porté aux règles constitutionnelles ».

Quant à la querelle à propos de la décision sur le retrait des anciens roubles, elle s'est enrichie d'une « autocritique » du gouverneur de la banque centrale, Viktor Gerasimov, qui a reconnu avoir outrepassé ses droits en fixant, sans consultation, les modalités techniques de cette opération. Il a toutefois laissé entendre que M. Khasboulatov, qui s'est violemment opposé à cette mesure, avait été mis au courant des grandes lignes de celle-ci.

Après la décision prise lundi par M. Eltsine d'assouplir les conditions de l'échange des anciens billets contre des nouveaux, et l'annonce que le Parlement pourrait demander encore de nouvelles modifications, la fièvre est un peu retombée dans les rues des grandes villes. Si les queues sont encore longues devant les banques et les caisses d'épargne, la population semble attendre désormais d'être fixée sur les conditions exactes de l'opération. Celle-ci a eu un premier effet positif, du moins pour les gros opérateurs : mardi, sur le marché interbancaire, le rouble est descendu, pour la première fois depuis plusieurs mois, au-dessous de la limite « fatidique » de 1 dollar contre 1 000 roubles.

JOSÉ-ALAIN FRALON

GÉORGIE : sous la pression des Russes

Un cessez-le-feu est conclu avec les séparatistes abkhazes

Un cessez-le-feu devait entrer en vigueur mercredi 28 juillet entre forces géorgiennes et séparatistes abkhazes, après un accord signé la veille à Sotchi, dans le sud de la Russie, sous l'égide de Moscou. Troisième du genre depuis le début du conflit en août dernier, cet accord a cependant été salué immédiatement par Boris Eltsine, qui s'est félicité du « bon sens » des signataires qui ont « accepté les efforts incessants de la Russie, soutenus par l'ONU ». Le président russe a souligné que son pays « se prononce pour l'intégrité territoriale de la Géorgie et pour un statut politique et juridique de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud », deux régions où les minorités ethniques ont pris les armes contre les Géorgiens.

L'accord a pu être signé à Sotchi grâce à des concessions géorgiennes, endossées personnellement par Edouard Chevardnadze, président du Parlement et homme fort du pays. Les députés l'avaient investi de la responsabilité du choix à faire, sans se prononcer sur le projet. Quelque trois cents nationalistes ont manifesté mardi contre M. Chevardnadze, mais ils ont été dispersés par la police.

L'accord prévoit en effet pour la

première fois le retrait des troupes géorgiennes d'Abkhazie et le retour des dirigeants abkhazes à Soukhoumi, comme le voulait Moscou. Cette capitale régionale est encore tenue par les forces géorgiennes, mais elle est à demi détruite et reste soumise à une pression militaire croissante des Abkhazes et de leurs alliés. Il s'agit de volontaires du Caucase du Nord, de bataillons de Transnistrie (une république russo-phonie autoproclamée en Moldavie) et surtout des militaires russes eux-mêmes, bien que ces derniers s'en défendent.

Mais l'accord prévoit aussi le départ de « toutes les formations militaires se trouvant dans la zone du conflit », remplacées par une force de paix essentiellement russe, assistée de Géorgiens et d'Abkhazes. Des groupes « tripartites » de contrôle du cessez-le-feu devraient être rejoints le 5 août par des observateurs de l'ONU. Des civils sous la responsabilité du ministère géorgien de l'intérieur doivent contrôler les voies ferrées et les routes, tandis que les unités abkhazes doivent être chargées du maintien de l'ordre, selon l'ITAR-TASS. — (AFP, UPI)

AZERBAÏDJAN

Appels à une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU

Cinq jours après l'entrée des forces arméniennes dans la ville azerbaïdjanaise d'Agdam, dont les maisons et celles des villages avoisinants ont été incendiées, selon des correspondants étrangers sur place, Bakou et Ankara attendaient toujours, mercredi 28 juillet, que le Conseil de sécurité des Nations unies réponde à leurs appels et se réunisse d'urgence. Le président turc, Süleyman Demirel, a ainsi téléphoné mardi au président Mitterrand, et envoyé un message à Boris Eltsine, a-t-on annoncé à Ankara. « Le temps est venu de prendre des mesures sérieuses contre l'Arménie. (Celle-ci) se moque des décisions de la communauté internationale, qui lui a demandé de se retirer des territoires occupés en Azerbaïdjan. Elle a fait le contraire et occupe Agdam », a indiqué la présidence turque.

Bakou a en outre affirmé que les forces arméniennes ont continué à bombarder la ville azerbaïdjanaise

de Fizouli, en dépit du cessez-le-feu de trois jours signé dimanche. Les Arméniens du Haut-Karabakh ont immédiatement démenti.

Après l'échec d'une nouvelle tournée de la CSCE dans la région en juillet et la poursuite des incertitudes politiques en Azerbaïdjan, les Arméniens ont continué d'avancer à l'est du Haut-Karabakh. Ils ont ainsi obtenu, pour la première fois, que les Azerbaïdjanais signent samedi une trêve de trois jours, non avec Erevan, mais directement avec les représentants de l'enclave arménienne. Ces derniers ont affirmé mardi que Bakou « envisageait » de reconnaître le Haut-Karabakh comme partie prenante des négociations menées par la CSCE. Des contacts « secrets » seraient en cours entre Bakou et Stepanakert, mais aucune information n'a filtré sur la possible prolongation du cessez-le-feu.

La France demande à l'ONU d'accélérer la mise en œuvre de ses résolutions sur la Bosnie

La France a demandé, mardi 27 juillet, aux Nations unies d'accélérer la mise en œuvre des mesures décidées début juin par le Conseil de sécurité, à savoir la protection des populations civiles de Sarajevo et de cinq enclaves musulmanes de Bosnie décrites « zones de sécurité », ainsi qu'une couverture aérienne destinée à protéger de toute attaque les « casques bleus » présents dans toute la Bosnie.

Paris avait annoncé sa décision de saisir l'ONU en ce sens et de demander leur soutien à ses partenaires de la CEE après le pilonnage d'une base de « casques bleus » français à Sarajevo, dimanche dernier. Après cette attaque délibérée, qui a duré quarante-cinq minutes, faisant des dégâts matériels, et qui, selon les « casques bleus », venait ostensiblement de positions d'artillerie serbes, les généraux Cot et Briquemont, responsables de la FORPRONU, avaient fermement menacé de riposter à toute nouvelle agression. Mardi, des obus sont à nouveau tombés à proximité d'une quarantaine de soldats français travaillant à l'installation d'une base dans les bâtiments de la télévision bosniaque. Les « casques bleus » cependant n'ont pas riposté, faute de savoir si les tirs les visaient réellement et de qui ils provenaient, a expliqué le porte-parole de la FORPRONU.

Au moment où les responsables de la FORPRONU haussent le ton et où Paris tente de secouer la torpeur internationale, ce dernier incident ressemble à un pied de nez visant encore une fois à tourner en dérision l'inertie de l'ONU. Celle-ci a effectivement atteint des

sommets en fin de semaine dernière : l'OTAN, qui avait été chargée d'organiser la protection aérienne pour les « casques bleus », avait annoncé que son dispositif serait en place à compter du 22 juillet; le même jour, le secrétaire général Boutros-Ghali demandait à l'OTAN de surseoir à la mise en œuvre de toute opération de protection aérienne, rappelant que lui seul était habilité à donner le feu vert.

La France, qui a toujours insisté pour que la responsabilité de ce type d'opérations revienne au secrétariat général de l'ONU, est la plus mal placée pour critiquer ouvertement M. Boutros-Ghali. Elle l'a cependant fait indirectement mardi en saisissant l'ONU pour la mise en œuvre effective de la résolution 836 et en demandant à l'OTAN de confirmer publiquement que son dispositif aérien était désormais opérationnel.

Les « zones de sécurité » encore loin

Paris pourrait avoir rapidement gain de cause sur ce point : le ministre de la défense, François Léotard, devait s'en entretenir mercredi avec le responsable des opérations de maintien de la paix au secrétariat général à New-York, tandis qu'à la Maison Blanche le président Clinton s'apprêtait à réunir ses principaux conseillers sur le sujet. M. Boutros-Ghali, qui faisait valoir que certains détails du dispositif n'étaient pas encore en place, mais qui en réalité craint que toute initiative militaire internationale, même purement défensive, ne compromette les négociations de Genève, dont il attend

apparemment beaucoup, devrait être à court d'arguments.

Encore ne s'agit-il que de dissuader par des moyens aériens toute agression contre les « casques bleus » quand ils en feront la demande à l'OTAN. Pour ce qui est de l'autre volet de la résolution 836, à savoir les « zones de sécurité » pour les populations musulmanes, on est encore très loin du compte. Les autorités françaises ont beaucoup œuvré pour la création de ces zones protégées, une initiative par laquelle elles s'efforcent de se dédouaner de leur renoncement à certains des principes de feu le plan de paix Vance-Owen auxquels les Musulmans bosniaques restent attachés. La démarche de Paris repose sur la conviction que, plus on donnera le sentiment aux Musulmans de Bosnie qu'on est prêt à leur assurer une protection internationale, plus ils seront disposés à négocier à Genève.

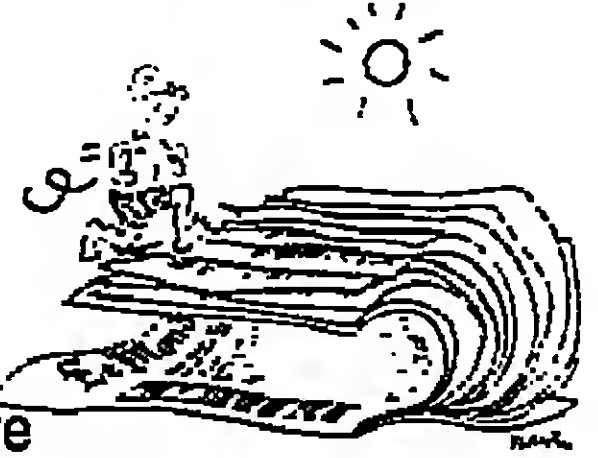
Le problème est que personne ne se précipite pour concrétiser ces fameuses « zones de sécurité » et que M. Boutros-Ghali y met la même ardeur que pour la protection aérienne. A part le millier de soldats français envoyés à Sarajevo, les autres renforts escomptés ne seraient prêts, dans le meilleur des cas, que dans un délai de six semaines à plusieurs mois.

En outre, la conception de ces « zones de sécurité », qui se présenteraient en juin comme une décision d'autorité de l'ONU s'imposant aux belligérants, a quelque peu évolué. Il est apparu depuis que leur délimitation devait faire l'objet d'un accord entre les parties au conflit. C'est la dernière entremise qu'avait tentée en vain le général Morillon avant d'être relevé de ses fonctions. Il n'était pas parvenu à faire se réunir les représentants militaires des belligérants pour délimiter autour de Sarajevo une « zone-tampon » dans laquelle aurait patrouillé la FORPRONU. Une telle réunion semble encore peu probable aujourd'hui. Elle l'est moins encore dans certaines des « zones de sécurité » désignées, comme Gorazde. Voilà pourquoi, comme le reconnaît un diplomate français, « nous avons à Sarajevo deux mille soldats qui ne servent à rien ».

CLAIRE TRÉAN

Vous ne trouvez pas **Le Monde** chez votre marchand de journaux ?

Appelez gratuitement le numéro vert 05.40.14.31
Nous ferons le nécessaire



ISTH.ES
5 av. Léon Houssey Paris 16

C.R.F.P.A.
Session 16 Août - 13 Septembre

- Toutes épreuves écrites et orales du nouvel examen
- Préparation au grand oral de Libertés Publiques
- Regroupement par I.E.J.
- Succès confirmés 70%

42 24 10 72 - 45 27 10 15
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

مكتبة الامتياز

CITROËN CONTAINES

السلامة

Russie : après 12 ans d'isolement, le ministre de la sécurité accroît les tensions politiques

Le ministre de la sécurité, Viktor Iouchtchenko, a déclaré mardi à la Duma, l'assemblée législative russe, que le pays ne pouvait pas se permettre de laisser à l'étranger le soin de définir les règles de la sécurité internationale. Cette déclaration, faite en présence de nombreux députés de l'opposition, a été perçue comme un message clair : la Russie ne se laissera pas influencer par les intérêts étrangers. Iouchtchenko a également souligné que la sécurité nationale était une priorité absolue pour le gouvernement russe.

Le cessez-le-feu est conclu, les séparatistes abkhazes

Un cessez-le-feu a été conclu entre les forces gouvernementales et les séparatistes abkhazes, selon des sources officielles. Les négociations ont duré plusieurs jours et ont abouti à un accord préliminaire. Cependant, la situation reste tendue et les deux parties restent méfieuses l'une envers l'autre.

Le ministre de la sécurité appelle à une réunion d'urgence du conseil de sécurité de l'ONU

Le ministre de la sécurité russe a appelé à une réunion d'urgence du conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour discuter de la situation en Abkhazie. Il a souligné l'urgence de la situation et l'impact humanitaire de la violence.



Citroën souhaite à tous, bonne route et bonnes vacances.

EUROPE

En Irlande du Nord

La « justice informelle » des groupes paramilitaires

Dans Belfast en proie à la violence, l'IRA et les groupes paramilitaires protestants font régner l'ordre en appliquant leur propre justice.

BELFAST

de notre envoyé spécial

Ses origines remontent aux années 70. A l'époque, la « justice informelle » se limitait à punir les femmes qui « fraternisaient » avec les soldats Britanniques. La sanction était alors légère et traditionnelle : le gendron et les plumas. Puis, avec ce climat d'ultra-violence dans lequel a basculé l'Irlande du Nord, le bras de la « justice du peuple », qui s'exerce aujourd'hui au détriment des délinquants, des criminels et des « traîtres », s'est fait plus pesant : tabassages, blessures physiques, mutilations, meurtres enfin, sont devenus la loi des groupes paramilitaires. Chaque communauté a ses juges et ses exécuteurs : l'IRA (Armée républicaine irlandaise) pour la communauté catholique (nationaliste), l'UDA (Association de défense de l'Ulster) et l'UVF (Force des volontaires de l'Ulster) pour la communauté protestante (unioniste).

L'armée britannique et la police nord-irlandaise sont impuissantes à arrêter ces représailles, qui s'ajoutent aux règlements de comptes entre communautés et à la « lutte armée » contre les forces de sécurité. D'ailleurs, il n'est pas sûr qu'elles le veulent : les groupes paramilitaires ne se livrent-ils pas, à leur place, à un « nettoyage social » ? Le RUC (Royal Ulster Constabulary) préfère se servir du « système » : la police nord-irlandaise offre aux délinquants de fermer les yeux sur leurs délits, et exige en échange des « informations », ce qui fait autant de « traîtres » en puissance. Kevin travaille d'ailleurs avec les républicains que les loyalistes. Le maintien de cet équilibre est vital, au sens propre du mot. Son travail est éminemment dangereux, mais il deviendrait à coup sûr suicidaire si on pouvait l'accuser de préférence partisane. Kevin est une sorte d'avocat - ou d'apôtre -, de la non-violence : il s'efforce de demander la grâce des condamnés après que ceux-ci ait reçu

leur sentence, en plaçant leur main sur la Bible.

En cas de refus, il tente de faire disparaître les condamnés : il dispose pour cela d'un réseau bien organisé, avec des correspondants en Irlande, et surtout à Londres, voire dans d'autres capitales. Bien sûr, il n'est alors jamais tout à fait sûr de la réaction de ceux à qui il a sous-traité une victime désignée. Sa tâche n'est pas toujours facilitée par les intéressés : les chances d'un jeune catholique de vingt ans issu d'un ghetto social de Belfast-Ouest de fuir dans une autre partie de la ville, sont quasi nulles. La plupart des jeunes condamnés (77 % sont âgés de seize à vingt-neuf ans) ne cherchent donc pas à se soustraire à la sanction. Parfois, ils la dévient : rendez-vous est pris avec l'exécuteur ; ne parle-t-on pas de cas où cette bonne volonté a été récompensée par une punition allégée ? Lorsque les protégés de Kevin sont menacés par l'IRA, c'est pour deux sortes de motifs : une attitude sociale réprouvable ou un comportement politique dangereux.

Une « échelle » des peines

Au commencement, l'IRA a accepté ces responsabilités policières à la demande des conseillers municipaux locaux : dans les quartiers nationalistes de Belfast-Ouest, où le RUC ne se risquait pas, la délinquance et la criminalité poussaient comme mauvaises herbes. Aujourd'hui, l'épidémie a été stoppée. Les petits voleurs, les auteurs de cambriolages, les braqueurs de voitures, reçoivent un premier avertissement, accompagné de l'obligation de restituer les biens qu'ils ont dérobés. Parfois, ils sont humiliés publiquement, attachés dans un lieu public avec un écriteau sur la poitrine : « Je suis un voleur ». Les récidivistes risquent beaucoup plus gros, parce qu'ils ont défilé l'IRA.

Les auteurs d'attaques sexuelles, de viols, les trafiquants de drogues ne peuvent espérer aucune clémence : l'IRA tient à sa réputation, à son image : sa lutte doit être « pure ». Dans les zones nationalistes, on ne trouve guère de drogue, à la différence

des secteurs loyalistes. Tous les autres, ceux qui sont coupables d'infirmer la police ou qui, d'une manière ou d'une autre, ont eu un comportement de nature à mettre en danger le mouvement républicain ont peu de chances d'échapper à la punition. L'IRA et, dans une certaine mesure, les groupes para-militaires loyalistes, ont mis au point une échelle des peines qui se veut progressive, en fonction de la gravité de la faute : fractures de membres (par utilisation de bâtons, battes de base-ball, marteaux, hachettes), doigts cassés, coupures, etc.

Mais la punition la plus courante, presque fétichiste, est le « kneecapping ». Il s'agit de briser les articulations, la plupart du temps par balles. Là encore, l'échelle des sanctions va de une à six balles : genoux, coudes, rotules. Parfois, la mutilation est permanente, parfois aussi, l'amputation nécessaire. Dans les cas extrêmes, la sentence est la mort. Rien ne sert alors d'espérer une « remise de peine ». Mais les choses ne sont pas toujours aussi dramatiques. L'IRA pratique beaucoup d'interdiction de séjour, voire le bannissement : obligation de rester chez soi, de telle à telle heure, obligation de quitter tel quartier, telle partie de la ville, la ville elle-même, la province, l'Irlande du Nord, l'île. Le temps de la peine est, lui aussi, variable : quelques semaines, quelques mois, indéfiniment.

Plus tard, la famille ira « au contact » et demandera si le condamné est autorisé à rentrer : la « justice informelle », par bien des côtés, a des relents mafieux. Le nom de Kevin et celui de son organisation se transmettent de bouche à oreille. On vient le voir discrètement : « On m'a donné quarante-huit heures pour quitter la ville ». La sanction est souvent signifiée par lettre, glissée sous la porte. Kevin n'a pas de contacts directs avec l'IRA. Le plus souvent, il va voir tel ou tel membre du Sinn Féin (la branche politique de l'IRA), que l'on dit « en contact » avec l'Armée républicaine, et le message passe. « Je ne négocie pas, il n'en est pas question. Je cherche à obtenir confirmation de la sentence, rien de plus. J'évite les questions trop précises. Moins j'en sais et mieux cela vaut. L'échange est

d'ailleurs très bref, c'est oui ou non ».

Kevin sait cependant qu'il peut se fier à la parole de l'IRA. Lorsqu'une sanction est levée, c'est pour de bon. Les groupes loyalistes sont infiniment moins fiables, et donc plus dangereux : fragmentés, ils font preuve d'une « moralité » plus élastique. Leur justice est aussi différente, car elle s'exerce beaucoup au détriment de ceux qui refusent d'entrer dans le mouvement loyaliste, ou qui veulent en sortir. Cela fait une sérieuse différence : la conscription est systématique chez les loyalistes, alors que l'IRA ne recrute que des volontaires. Chez les premiers, d'autre part, le racket est généralisé : les commerçants doivent verser la « protection money » aux groupes qui tiennent le quartier.

Parfois, la « guerre » éclate entre mouvements rivaux, pour la domination d'un territoire. L'IRA, elle, a mille à partir avec l'IPLO (Organisation de libération du peuple irlandais), un groupe plus criminel que politique, et se contente d'exiger une contribution financière de la part des grosses entreprises. Le débat, au sein du mouvement républicain, n'est pas tranché : certains soutiennent le principe de cette « justice populaire », d'autres sont soucieux de la mauvaise image de marque qu'elle procure. Depuis 20 ans, environ 2000 « tirs de punition » ont été recensés, 106 cas en 1990, 130 en 1992. Les statistiques indépendantes recoupent, grosso modo, celles du RUC : les blessés, la plupart du temps, sont conduits dans les hôpitaux, lesquels ont l'obligation légale d'informer la police.

L'analyse des chiffres, comme pour d'autres types de violence en Ulster, traduit un net accroissement des violences loyalistes. En deux ans et demi, trois cents personnes sont venues voir Kevin, pour obtenir son aide. Dans l'ensemble, les habitants de Belfast-Ouest acceptent le principe de ces châtiments expéditifs, lesquels laissent pourtant des séquelles physiques et psychologiques profondes. « Les gens, assure Kevin, ont le sentiment qu'ils l'ont mérité ».

LAURENT ZECCHINI

TURQUIE

Trente-neuf morts dans des combats entre séparatistes kurdes et forces gouvernementales

De nouveaux heurts dans le sud-ouest de la Turquie ont causé la mort d'au moins trente-neuf séparatistes kurdes et de sept soldats turcs, rapporte l'agence anatolienne de presse.

Elle précise que les militaires ont tué une trentaine de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et qu'ils en ont blessé de nombreux autres en poursuivant les auteurs d'une attaque contre un village qui avait fait six morts, lundi soir 26 juillet, à Doganalan, dans la province de Mus. Des avions ont pilonné des positions de rebelles dans un triangle compris entre Bingöl, Kulp et Solhan, où les autorités pensent que se sont réfugiés quelque quatre-vingts combattants du PKK.

L'agence anatolienne ajoute que

des membres du PKK ont par ailleurs tué cinq gendarmes et en ont blessé trois mardi lors d'un raid contre un poste militaire à Yuksekova. L'armée appuyée par un hélicoptère a tué au moins deux des agresseurs.

Les opérations de recherche se poursuivent dans la région de Tatar pour tenter de retrouver les quatre touristes français enlevés par les rebelles kurdes, dont on reste sans nouvelles. Serge Bojda, secrétaire général du Quai d'Orsay, qui était lundi en Turquie, a reçu des autorités d'Ankara l'assurance de leur plein appui et de leur volonté de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que les personnes enlevées puissent être libérées le plus rapidement possible. (Reuters, AFP.)

Après l'enlèvement de quatre touristes

Les voyagistes français veulent rassurer

Une même formule revient dans les propos des organisateurs de voyages spécialisés de la Turquie : la situation sur place n'est en rien comparable à celle de l'Égypte. L'enlèvement de quatre ressortissants français par des militants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui se battent pour obtenir l'autonomie de la partie kurde de la Turquie, ne doit en rien dissuader les candidats au départ. « La zone concernée par les turbulences ne représente que les deux tiers d'un département français, et toute la Turquie occidentale et balnéaire est calme », explique un responsable de Marmara, premier organisateur de voyages français sur la Turquie.

Marmara, comme Pacha Tours, numéro deux du secteur, ont même doublé le nombre de leur clients allemands vers la Turquie sur les six premiers mois de l'année. Le tourisme français a connu en 1993 dans le pays un véritable boom, après deux années de morosité due à la crise du Golfe.

Le communiqué du SNAV (Syndicat national des agents de voyages), qui indique que les touristes français prévoyant de partir en Turquie n'ont « pas lieu d'annuler leurs vacances », tombe à point nommé. Les provinces situées à l'est et au sud de Diyarbakir, qui sont

sous état d'urgence, comme l'a rappelé le Quai d'Orsay aux voyagistes, sont à plus de 800 kilomètres d'Ankara et à plus de 1 500 kilomètres d'Izmir et Istanbul - les destinations les plus courues pour les Français. Qui plus est, aucun programme touristique n'inclut la visite de cette région, expliquent les organisateurs de voyages.

De leur côté, les autorités turques ont pris la décision de renforcer les mesures de sécurité dans les grandes villes, comme Istanbul, et sur les sites historiques. Ces mesures font suite à l'explosion d'une bombe sur la place historique de Sultanahmet, qui a fait quatre blessés légers, dont trois touristes italiens.

Les premiers attentats kurdes enregistrés en juin contre des Européens (principalement des Autrichiens et des Allemands) avaient entraîné pour la Turquie une baisse de ses recettes touristiques - autour de 100 millions de dollars, soit environ 600 millions de francs. Près de 60 000 touristes allemands, autrichiens et néerlandais avaient préféré annuler leur réservation plutôt que de partir.

En France, on note un freinage du mouvement des réservations, mais les annulations de départ ne sont pas significatives.

A. B.-M.

ASIE

JAPON : en début de campagne

Les partis opposés au PLO se réunissent pour former un gouvernement

La formation d'un cabinet de coalition entre les forces opposées au PLO a été annoncée mardi par le PLO. Le cabinet sera dirigé par le chef du parti, Yassir Arafat. Le cabinet sera composé de membres du PLO et de membres du parti opposé au PLO, le parti de la gauche. Le cabinet sera formé dans les prochains jours.

Le cabinet sera dirigé par le chef du parti, Yassir Arafat. Le cabinet sera composé de membres du PLO et de membres du parti opposé au PLO, le parti de la gauche. Le cabinet sera formé dans les prochains jours.

TOKYO

Le cabinet sera dirigé par le chef du parti, Yassir Arafat. Le cabinet sera composé de membres du PLO et de membres du parti opposé au PLO, le parti de la gauche. Le cabinet sera formé dans les prochains jours.

Le cabinet sera dirigé par le chef du parti, Yassir Arafat. Le cabinet sera composé de membres du PLO et de membres du parti opposé au PLO, le parti de la gauche. Le cabinet sera formé dans les prochains jours.

Le cabinet sera dirigé par le chef du parti, Yassir Arafat. Le cabinet sera composé de membres du PLO et de membres du parti opposé au PLO, le parti de la gauche. Le cabinet sera formé dans les prochains jours.

Le cabinet sera dirigé par le chef du parti, Yassir Arafat. Le cabinet sera composé de membres du PLO et de membres du parti opposé au PLO, le parti de la gauche. Le cabinet sera formé dans les prochains jours.

Le cabinet sera dirigé par le chef du parti, Yassir Arafat. Le cabinet sera composé de membres du PLO et de membres du parti opposé au PLO, le parti de la gauche. Le cabinet sera formé dans les prochains jours.

Le cabinet sera dirigé par le chef du parti, Yassir Arafat. Le cabinet sera composé de membres du PLO et de membres du parti opposé au PLO, le parti de la gauche. Le cabinet sera formé dans les prochains jours.

Italie : combattre le terrorisme

Suite de la première page

A terre, cinq corps, dont quatre déjà inanimés, ceux de trois pompiers et d'un vigile urbain. Le cinquième, un ressortissant marocain, vendeur à la sauvette qui s'était installé sous les arbres pour dormir, ne surviva que quelques minutes au choc, en dépit des efforts des sauveteurs. Sept blessés sont également emmenés dans les hôpitaux les plus proches.

Pour l'Italie commence une longue nuit de violence, de sang et de biétié de colère. A Rome qui essaie de trouver un peu de fraîcheur, après une nouvelle journée étouffante, les promeneurs sont nombreux dans les rues, surtout dans le vieux centre historique. Aux alentours de minuit, deux explosions, presque simultanées, se font entendre, semant un début de panique dans certains quartiers. Et ceux qui pour chercher un début d'explication se précipitent devant leurs téléviseurs assistent à un étrange duplex.

« L'éternelle lutte du bien contre le mal »

Tandis qu'ils regardent les premières images des victimes de Milan, le son est couvert par les sirènes des ambulances de Rome et la course effrénée des voitures de police. Si bien qu'à ce jeu de miroirs tragique les commentateurs s'y perdent et les spectateurs se sentent pris au piège d'une menace généralisée.

Si aucun mort n'est à déplorer dans la capitale, on compte, en revanche, une dizaine de blessés. Les deux explosions, l'une devant la basilique Saint-Jean-de-Latran, la vraie cathédrale de Rome, l'église du pape, l'autre dans une petite rue près du théâtre de Mar-

cellus et des forums romains, se sont surtout soldés par des dégâts matériels considérables. L'intérieur de la basilique est touché, les fresques et l'orgue endommagés aussi, sans doute les mosaïques (lire l'enquête). La bombe placée à 3 mètres de l'entrée se trouvait à bord d'une autre Fiat Uno. Un touriste a vu deux personnes en sortir et changer de voiture, juste avant l'explosion. Quant à la troisième voiture piégée, garée à 300 mètres du Capitole, près de l'église romane Saint-Georges-du-Velabre, elle a causé de nombreux dégâts aux immeubles voisins. Et si le curé de la petite église se bornait à commenter : « C'est l'éternelle lutte du bien contre le mal », dans la foule vite rassemblée, des cris se sont élevés : « Basta ! assez ! Cette fois ils ne nous intimideront pas ».

Des attentats politiques

Va-t-on vers une nouvelle « stratégie de la tension », cette longue série d'attentats qui entre 1969 et 1984 avait paralysé le pays et semé la peur ? Depuis l'explosion qui avait fait une vingtaine de blessés à Rome via Fauro le 14 mai, puis cinq morts treize jours plus tard à Florence, détruisant en partie le Musée des Offices, la violence est de retour en Italie. Et beaucoup, dans cette nuit agitée, redoutaient qu'elle ne se poursuive. « Je crains ce qui va se passer demain et après-demain », lâchait, laconique, le procureur de Milan, Francesco Saverio Borrelli.

Cet attentat survient au moment où le pays s'apprête à adopter la nouvelle loi électorale, pierre angulaire du futur changement politique. Les éditoriaux, mercredi

matin, faisaient tous référence au « parti des attentats » et à la colère d'un « système battu », celui de la corruption organisée que les enquêtes de l'affaire « Maini » ont mis à nu. Autre coïncidence qui ne manque pas d'être relevée, cette nouvelle série d'attentats intervient au moment où l'enquête des juges semble avoir atteint une autre dimension avec l'examen des coulisses de l'Enimont, l'alliance chimique ratée entre les hydrocarbures d'Etat (Eni) et Montedison.

Trois personnes, dont Raul Gardini, ex-président de Ferruzzi-Montedison, se sont déjà suicidées dans cette affaire. Et l'on a appris juste avant mardi qu'un cours de leur interrogatoire, les ex-dirigeants de Montedison, Giuseppe Carofano et Carlo Sama, ont admis avoir versé la somme colossale de 150 à 170 milliards de lires de pots-de-vin à « des personnages politiques de pre-



PANCHE

Saint-Jean-de-Latran, l'église du pape

Une façade latérale de la basilique Saint-Jean-de-Latran, située derrière le Colisée, a été touchée par l'une des explosions survenues à Rome. Une porte a été défoncée. L'attentat semble avoir fait d'autres dégâts à l'intérieur de l'église, où des mosaïques et des fresques auraient été endommagées.

C'est la cathédrale de Rome qui a été visée, l'église du pape. Ce dernier est le seul à pouvoir célébrer la messe sur le grand autel central, surmonté de son baldaquin gothique, et dont la tradition veut qu'il renferme les ossements de saint Paul et de saint Pierre. A côté de la basilique abritant les reliques des fondateurs de l'Eglise catholique s'élevait le palais de son chef spirituel. Il y habita jusqu'au XIV^e siècle. Du palais médiéval, reconstruit en 1586, il ne subsiste que l'escalier

jadis gravi par les pèlerins à genoux. Les solennelles façades de l'église dissimulent son antiquité. C'est l'empereur Constantin qui aurait donné au pape Sylvestre le terrain appartenant à une vieille famille romaine - les Latrans - qui ont légué leur nom à l'église. De la première église construite dès le IV^e siècle, il ne reste rien sinon le plan : les Vandalas, les tremblements de terre, les incendies et les remaniements successifs ont eu raison de la basilique originale d'abord dédiée au Christ Rédempteur avant de l'être à saint Jean.

C'est le pape Innocent X qui confia à Francesco Borromini le soin d'élever un nouveau bâtiment (1647 à 1643). L'architecte baroque abandonna le jeu savant de ses plans ovoïdes, de ses lignes courbes et de ses articulations bri-

sées. Il fit élever des façades sobres et pour l'intérieur imagina un décor gris et blanc qui met en valeur le plafond à caisson du XVI^e siècle. Les cinq nefs de la cathédrale sont ponctuées de niches monumentales qui abritent les statues des apôtres sculptées par des élèves du Bernin. Mais les vestiges des constructions précédentes sont encore nombreuses : une fresque attribuée à Giotto, un beau décor de mosaïques dans l'abside (XII^e siècle) sans parler du cloître, construit par les frères Vassalletto à la même époque. Au XVII^e siècle la façade principale, sévère, fut redessinée par Alessandro Galilei et la porte centrale munie de battants de bronze venus de la Curie du Forum romain.

E. de R.

DU 4 AU 9 AOUT

Bonaparte revient à Toulon.

Le Monde EDITIONS

Les échos de la mémoire

Tabous et enseignement de la Seconde Guerre mondiale

Georges Kantin et Gilles Manceron

Préface de Claude Julien

EN VENTE EN LIBRAIRIE

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

مكتبة الامير

ASIE

JAPON : en dépit de leurs divergences

Les partis opposés au PLD seraient d'accord pour former un gouvernement de coalition

La formation d'un cabinet de coalition réunissant les forces opposées au Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir depuis trente-huit ans, à l'exclusion des communistes, semble désormais presque certaine. MM. Hosokawa et Takemura, présidents des deux nouvelles formations conservatrices qui détiennent une position charnière dans cette alliance, le Nouveau Parti japonais (NPP) et le Parti pionnier (PP), ont en effet annoncé, mercredi 28 juillet à la direction du PLD qu'ils ne pouvaient accepter la réponse, trop imprécise à leurs yeux, faite par les libéraux-démocrates à leur proposition de réforme politique et qu'ils avaient donc décidé de s'allier aux forces d'opposition.

TOKYO

de notre correspondant

Le PLD avait approuvé le projet d'une réforme électorale, présenté vendredi dernier par le NPP et le PP, combinant des circonscriptions de petite taille, comportant un seul siège à pourvoir, avec une représentation proportionnelle, sans toutefois s'engager sur la répartition de ces deux modes de scrutin. Pour le NPP et le PP, ces deux formules doivent être réparées de manière égale entre les circonscriptions.

Estimant que la formation d'une coalition est désormais acquise, la presse porte son attention sur le choix du candidat unique que les forces qui le composent présenteront à l'élection du nouveau premier ministre par la Diète au début d'août. Au cours des négociations qui ont débuté mardi, les cinq partis « anti-PLD » (socialiste, Rénouveau, Omeïto, social-démocrate et union social-démocrate) ainsi que les deux formations conservatrices charnières, doivent tout d'abord arrêter les grandes lignes d'une plate-forme politique commune.

L'échec des tentatives de l'ex-adjoint conservatrice de faire valoir la formation d'une coalition se compose de nouveaux remous en son sein : quatre membres du clan de Mutsuki Kato (onze parlementaires), dont son chef, ont annoncé qu'ils quittaient le PLD et ralliaient le Parti de la naissance.

Les libéraux-démocrates sont en l'impasse. Les déistements incessants des candidats pressentis sur le poste de président du PLD, qui sera désigné vendredi,

témoignent de l'abaissement qui prévaut dans leurs rangs : le retrait de la course de l'ex-ministre des finances, Ryutaro Hashimoto, choix des jeunes parlementaires, est significatif. Un outsider, Seichi Ota, représentant du Groupe pour le renouveau du parti, s'est également désisté. Le chef du plus important clan du PLD, Hiroshi Mitsuzuka, dont l'image est loin d'être limpide — ce qui n'est pas un atout en ces temps où la réforme est à l'ordre du jour — avait déjà annoncé qu'il ne serait pas candidat.

Quant au vice-premier ministre et ministre de la justice, Masaharu Gotoda, qui passait pour le meilleur candidat en raison de ses opinions réformatrices, il a également déclaré forfait, invoquant son âge (soixante-dix-huit ans) et son état de santé. Il reste donc, en désespoir de cause, deux prétendants : l'ex-ministre des affaires étrangères, Michio Watanabe, et Yohei Kono, secrétaire général du cabinet.

Réticences au sein du PSJ

Si la voie vers la formation d'un gouvernement de coalition paraît ouverte, la question qui se pose désormais est celle de la solidité et de la capacité de gouverner d'un cabinet porté au pouvoir par des forces aussi diverses : la gauche y côtoie en effet des « jeunes loups » du PLD qui sont parmi les plus impliqués dans des scandales. Les réticences entre futurs partenaires sont encore vives. Non seulement au sein des deux formations charnières, dont certains membres, en dépit des prises de position de leur président, restent réservés à l'idée de s'allier avec le Parti socialiste (PSJ), mais surtout au sein de ce dernier.

Des hésitations sont aussi sensibles chez les membres du Parti pionnier qui, bien qu'il ait rompu avec le PLD, conserve des orientations voisines. Selon le quotidien conservateur *Sankei*, les états d'âme des membres du PP, dont certains proviennent de l'aile droite du PLD, « reflètent une allégresse instinctive à l'égard des socialistes ». Le président du PP, Masayoshi Takemura, a demandé que les partis favorables à la coalition « anti-PLD » dégagent des points de convergence sur des questions politiques fondamentales (telles que la défense) avant de s'engager dans une alliance de gouvernement, ce qui n'est pas facile.

Des résistances tout aussi fortes sont sensibles chez les socialistes. Bien que la direction du PSJ, der-

rière son président M. Yamahana, joue la carte de la coalition, nombreux sont les élus et les représentants des fédérations régionales qui estiment qu'il s'agit d'une « action suicidaire ». Tel est notamment l'avis d'Osamu Yatabe, ancien avocat et sénateur de la préfecture d'Ibaraki, appartenant à l'aile gauche du PSJ.

Soutien au coup par coup

« Le dilemme du PSJ peut se résumer ainsi, nous a-t-il dit : sans coalition, le pouvoir reste automatiquement entre les mains des libéraux-démocrates. Or, nous nous sommes engagés lors de la campagne électorale à mettre fin à leur monopole du pouvoir. Mais cette coalition anti-PLD comporte des risques évidents : d'une part, le système électoral proposé est défavorable au PSJ, qui regagnera mécaniquement cette fois, peut-être jusqu'à trente sièges. En outre, nous entrons dans une alliance avec des hommes que nous combattons — par exemple les membres du Parti de la renaissance, qui sont les héritiers du clan Takeshita-Kanemaru, compromis dans les scandales — et dans laquelle le PSJ risque de perdre son identité en renonçant à ses principes de base. »

« C'est pourquoi l'idée s'est fait jour au PSJ que nous devrions participer à une telle coalition, non de l'intérieur, mais de l'extérieur, en la soutenant au coup par coup. Quelle pourrions-nous être la politique commune d'un gouvernement de coalition réunissant des forces aussi diverses sur la réforme fiscale, la défense — dont nous voulons que le budget soit réduit — ou l'ouverture du marché du riz, que nous refusons alors que les néo-conservateurs y sont favorables ? »

« A moins d'une entente préalable pour un respect réciproque des positions politiques de chaque parti, qui semble difficile étant donné les opinions diamétralement opposées des conservateurs et socialistes et le peu de temps dont nous disposons, nous allons vers un reniement. Mais la direction du PSJ ne semble pas consciente de ces problèmes. »

Comme la plupart des observateurs, M. Yatabe estime que, si cette coalition parvient au pouvoir, elle ne le conservera que quelques mois, jusqu'à la convocation de nouvelles élections sur la base de la réforme qui aura été adoptée.

PHILIPPE PONS

A TRAVERS LE MONDE

HAÏTI

Le président Aristide demande à l'ONU le déploiement d'un millier d'hommes

Le président constitutionnel de Haïti, Jean-Bertrand Aristide, a demandé aux Nations unies de déployer une mission multinationale d'un millier d'hommes dans son pays, pour veiller au respect des droits de l'homme, aider à la professionnalisation de l'armée et permettre la création d'une nouvelle force de police. Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, le Père Aristide a précisé que ce déploiement, dont il souhaite le déploiement « dans le plus court délai possible », devrait comporter une composante de police de 500 à 600 personnes.

D'autre part, le sénateur Thomas Eddy Dupont, président de l'un des blocs parlementaires, a été blessé par balle dans un attentat mardi par des inconnus circulant en voiture et qui ont ouvert le feu devant son domicile à Port-au-Prince, a annoncé la télévision haïtienne. Selon le sénateur, plusieurs personnes qui se trouvaient avec lui ont également été blessées dans cet attentat, qui n'a pas encore été revendiqué. — (AFP)

INDONÉSIE

Amnesty International dénonce les violations des droits de l'homme dans la province d'Aceh

Dans son rapport publié mercredi 28 juillet, l'organisation humanitaire Amnesty International a demandé une action d'urgence pour lutter contre les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme commises dans la province indonésienne d'Aceh. Depuis 1989, les forces de sécurité gouvernementales font face au mouvement séparatiste Merdeka (Aceh libre), groupe d'opposition armé opérant dans le nord de Sumatra. Dans le cadre des opérations de contre-insurrection, environ deux mille personnes, parmi lesquelles des enfants et des vieillards, ont été tués et plusieurs centaines ont « disparu » après avoir été placés en détention par l'armée. Malgré une certaine baisse du nombre de tués et de disparus, Amnesty regrette que le gouvernement du président Suharto semble protéger les responsables de ces violations, donnant ainsi aux militaires l'assurance de pouvoir agir en toute impunité.

Les méthodes utilisées par les forces de sécurité évoquent fortement celles qui ont servi à rétablir l'ordre dans d'autres régions du pays, en particulier au Timor-Orient, ancienne possession portugaise occupée par l'Indonésie depuis 1975. Le gouvernement a qualifié ces pratiques de « thérapie de choc » nécessaires pour combattre le « terrorisme ».

TOGO

Soixante-dix militaires français en mission d'observation

Soixante-dix militaires français appartenant au 43^e bataillon d'infanterie de marine basé à Abidjan sont arrivés, mardi 27 juillet, au Togo, où ils auront pour mission de contrôler le cantonnement des soldats togolais dans leurs casernes pendant toute la durée du processus électoral. Outre les Français, quarante militaires burkinabés participeront à cette mission d'observation. Six des sept personnalités ayant annoncé leur intention de se porter candidates à ce scrutin, prévu pour le 25 août, ont par ailleurs déposé leur dossier auprès de la Cour suprême avant la date limite, selon un membre de cette instance. Le « dossier manquant » est celui d'Abou Djibo Boukari, dont la candidature avait été déposée par deux partis d'opposition. La Cour suprême doit se prononcer dans un délai maximum de dix jours sur la conformité des dossiers reçus.

Dans un communiqué publié mercredi à Paris, l'Union des forces de changement, le parti de Gilles Olympio, a qualifié de « complot contre la démocratie » la « non-validation [officielle] des certificats médicaux » de M. Olympio et « l'émission d'un mandat d'arrêt international de toute évidence antidaté contre ce candidat » (le Monde du 27 juillet). — (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : devant l'afflux de réfugiés

Le président Clinton présente des mesures contre l'immigration illégale

Sous la pression de l'opinion, favorable à une restriction de l'immigration, le président Clinton a annoncé, mardi 27 juillet, une série de mesures restrictives. Il a indiqué qu'il allait demander au Congrès 172,5 millions de dollars de crédits pour l'application d'un programme de lutte contre l'immigration illégale, dont les grandes lignes avaient été annoncées il y a quelques semaines (le Monde du 7 juillet).

WASHINGTON

correspondance

« Nous n'abandonnerons pas notre frontière à ceux qui voudraient exploiter notre passé de compassion et de justice », a dit Bill Clinton. En fait, le programme confirme l'évolution du président, qui avait pourtant, pendant sa campagne électorale, critiqué les mesures restrictives prônées par ses adversaires républicains, insistant sur l'importance de la tradition des États-Unis, terre d'immigration par excellence. Ce changement a été déterminé dans une large mesure par l'entrée clandestine récente de centaines de Chinois, exploités par des réseaux de contrebande. Mais aussi par les liens établis par la police entre le cheikh Abdel Rahman et des groupes terroristes responsables de l'attentat contre le World Trade Center de New-York. Surtout, le président ne pouvait ignorer le mouvement en profondeur de l'opinion, confirmé par divers sondages : en 1986, 49 % des Américains se déclaraient en faveur des restrictions, mais ce chiffre est passé à 61 % au début de l'année 1993 pour atteindre maintenant 69 %.

Les premières réactions du Congrès sont favorables. Le sénateur Kennedy, chef de file démocrate libéral, est prêt à coopérer avec le sénateur républicain Simpson, champion des mesures les plus rigoureuses, pour déposer un projet de loi reprenant l'essentiel

du programme. Apparemment, le sénateur Kennedy, avec beaucoup de ses amis, a été sensible à l'argument du président déclarant : « Nous devons dire non à l'immigration illégale pour pouvoir continuer de dire oui à l'immigration légale. »

Nouvelles restrictions au droit d'asile

Le programme prévoit un renforcement des contrôles aux frontières, l'aggravation des sanctions contre les étrangers et le renforcement des mesures permettant au département d'État d'identifier à l'étranger les candidats à l'immigration et d'empêcher l'attribution de visas à ceux qui pourraient représenter un danger pour les États-Unis.

Mais une nouvelle réglementation sur le droit d'asile, au cœur du programme, suscite déjà des controverses. Elle prévoit essentiellement une procédure accélérée pour les demandeurs d'asile. Les inspecteurs de l'immigration — dont le nombre a été doublé — installés aux points d'entrée sur le territoire, décideraient sur-le-champ de la validité des demandes des réfugiés, qui auraient à étayer leur « peur » d'être victimes de persécutions dans leur pays d'origine.

Ceux qui établiraient cette preuve seraient autorisés à entrer et à poursuivre la procédure d'instruction de leur demande. Les autres seraient immédiatement renvoyés. Cette procédure vise à réduire à cinq jours le délai d'instruction d'une demande, contre dix-huit mois en moyenne actuellement. Les demandeurs d'asile ne pourront plus faire appel devant un juge, mais seulement devant un autre agent. Ce qui a entraîné une protestation des groupes de défense des libertés. On crée ainsi, disent-ils, le secret autour des décisions de l'immigration, ce qui favorise l'arbitraire et la discrimination.

HENRI PIERRE

CUBA : mesures « antipathiques » mais « nécessaires »

Fidel Castro annonce une nouvelle ouverture économique

Le président cubain, Fidel Castro, se refusant au dogmatisme et à des réformes « folles », a annoncé de nouvelles concessions économiques mais n'a proposé aucune ouverture politique, lors du discours qu'il a prononcé, lundi 26 juillet, à Santiago-de-Cuba, à l'occasion du quarantième anniversaire du début de la révolution cubaine. Mettant fin à un interdit quasi général depuis le début de la révolution, il a confirmé que les Cubains pourraient dorénavant posséder librement des « devises convertibles », dont le dollar, et les utiliser dans les magasins réservés aux touristes et à un réseau de boutiques spécialement créé à cet effet. Ils pourront également ouvrir des comptes bancaires en devises. Jusqu'à présent, seuls certains Cubains, notamment ceux se rendant en mission à l'étranger, pouvaient détenir des dollars. Les

autres Cubains trouvés en possession de devises étaient fréquemment condamnés à des amendes ou à des peines de prison.

Parmi les autres mesures destinées à augmenter les ressources en devises du pays, M. Castro a cité une augmentation du nombre de visites dans l'île de Cubains résidant à l'étranger, un soutien accru aux activités économiques générant des devises et une plus grande ouverture aux investissements étrangers, notamment dans le tourisme. Fidel Castro n'a pas caché, cependant, que les nouvelles concessions économiques n'étaient pas de son goût, les qualifiant d'« antipathiques » mais « nécessaires » en raison de la « situation dramatique » que connaît le pays, qui ne disposera cette année que de 1,7 milliard de dollars de capacité d'importation, contre 2,2 en 1992. — (AFP, Reuters)

DU 4 AU 9 AOUT 1993

Bonaparte
revient
à Toulon.

TOULON EVENEMENT

EDC

SPECIAL CLASSES PRÉPAS

CONCOURS D'ENTRÉE
EN 1^{RE} ANNÉE

SESSION DE SEPTEMBRE :
7 ET 8 SEPTEMBRE 1993

RÉSERVÉ AUX ÉTUDIANTS ISSUS
DES CLASSES PRÉPARATOIRES
AUX GRANDES ÉCOLES

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS AU 47 73 63 41

ÉCOLE DES CADRES DU COMMERCE
ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

70, GALERIE DES DAMIERS - LA DÉFENSE 92400 COURBEVOIE

Tél : (1) 47 73 63 41 - MINITEL : 3615 EDC

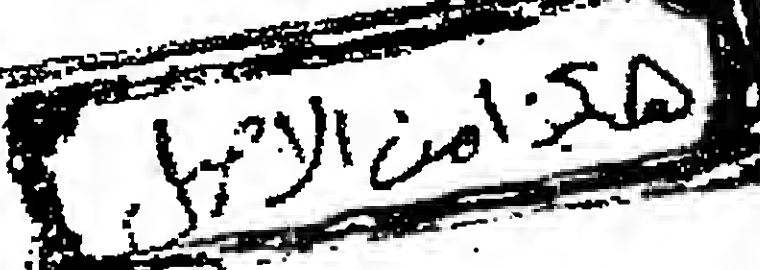
MÉTRO PARIS - LA DÉFENSE ESPLANADE

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

par Roger Planchon

L'Europe implosera et se décomposera si elle n'innove pas dans ce domaine. Elle doit proposer un exemple au monde. Elle commence mal en bradant ses théâtres et ses cinémas nationaux. ■

► Roger Planchon est codirecteur du Théâtre national populaire, Villeurbanne; président-directeur général du Centre européen du cinéma Rhône-Alpes.



POINT DE VUE

Une image, c'est plus qu'une image

par Jean-Claude Carrière

Imaginer que les Allemands disent aux Irlandais : vous écoutez beaucoup plus souvent Bach et Beethoven que vos propres compositeurs. Alors, c'est bien simple : vous allez cesser de faire de la musique. Vous devez même cesser de l'enseigner dans vos écoles.

Les Français pourraient dire aux Portugais : vous lisez Balzac et Proust plus souvent que vos propres auteurs. Cessez donc d'écrire. Fermez vos universités littéraires. Et ainsi de suite. Nous sommes aujourd'hui, en matière d'audiovisuel, devant cette absurdité. M. Jack Valenti, et quelques autres distributeurs américains, fière du succès de leurs marchandises, nous disent : « Arrêtez donc de faire du cinéma. A quoi bon ? »

A quoi bon l'enseigner ? A quoi bon la FEMIS, l'école Louis-Lumière, et tous les établissements qui, en France et ailleurs, préparent, par la connaissance du cinéma, aux métiers de l'audiovisuel ? Faut-il les fermer, toutes ces écoles qui réunissent, dans le monde entier, un organisme bien efficace qui s'appelle le CILECT ? (1)

Au-delà de ces problèmes de pédagogie (les techniques sont aujourd'hui si complexes qu'il faut de plus en plus de temps et de patience, et donc d'argent, pour les apprendre), ne voit-on pas que se pose le problème de l'identité véritable des peuples ? Et que ceux qui, demain, feront de la télévision, ne pourront plus se représenter – au vrai sens du

mot : rendre présent – risquent de s'effacer rapidement, de disparaître, de rejoindre l'anonymat des peuples invisibles, nécessairement frustrés, revendicatifs ?

Le mal est déjà fait en Amérique latine, il se propage à toute vitesse en Afrique, en Asie. Ce que de multiples censeurs totitaires n'ont jamais pu obtenir – la disparition de l'histoire libre – une simple mesure commerciale, prise à l'échelle mondiale, risque sérieusement de le provoquer. Des peuples entiers ou les gènes, les contours, par leurs récits et leurs chants, jouaient un rôle probablement incomparable, se voyaient réduits à contempler, serrés devant de maigres récepteurs, des images qui leur venaient d'ailleurs et qui ne leur parlaient jamais d'eux-mêmes. Nous voici finalement arrivés à la diffusion planétaire de l'uniformité et par conséquent du mensonge.

Un droit très ancien est en train de se perdre : le droit que possède toute société, tout peuple, d'inventer ses propres récits et de les raconter à sa manière. Nous sommes en train de perdre, dans le monde entier, un organisme bien efficace qui s'appelle le CILECT ? (1)

Au-delà de ces problèmes de pédagogie (les techniques sont aujourd'hui si complexes qu'il faut de plus en plus de temps et de patience, et donc d'argent, pour les apprendre), ne voit-on pas que se pose le problème de l'identité véritable des peuples ?

Et que ceux qui, demain, feront de la télévision, ne pourront plus se représenter – au vrai sens du

« projeter brutalement dans la marionnette du commerce international, la nouvelle génération de producteurs qui est en train de naître en Europe ».

La Société des réalisateurs de films dénonce « les institutions européennes [qui] s'opposent à brader le trésor culturel que des millénaires ont acquis à l'Europe ».

Enfin 206 comédiens, de musiciens, de metteurs en scène de théâtre, d'écrivains ou de chorégraphes européens demandent au Parlement européen de prendre position contre « l'invasion de la culture, donc de l'audiovisuel dans les compétences du GATT ». Jack Ralite, animateur des États généraux de la culture s'est joint aux signataires.

compositeurs dramatiques (SACD), indique que « le tableau dressé par Roger Planchon est terrible et juste ». Les auteurs, artistes interprètes et producteurs européens pour la défense du secteur cinématographique et audiovisuel dans le cadre du GATT (Espace européen, AMLF) lancent un appel.

Il s'agit de demander à la Commission de « ne pas souscrire à des engagements qui auraient pour effet de limiter la capacité future de la Communauté à stimuler le développement de la culture en Europe, et notamment du cinéma et des programmes audiovisuels ».

L'Association française des producteurs de films estime qu'il serait « injuste, irresponsable et lâche » de

de l'Union des théâtres d'Europe (qui regroupe 15 grands théâtres européens) : Richard Eyre, directeur du Royal National Theatre de Londres ; Michael Attenborough, directeur délégué de la Royal Shakespeare Company de Londres ; Zsombé Gabor, directeur artistique du Katona Jozsef Színház de Budapest ; Jean-Pierre Vincent, directeur du théâtre des Amandiers de Nanterre ; Ivo Chiesia du théâtre de Gènes.

Par ailleurs, Michel Dubois, président du Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (SYNDEAC) « refuse que la tentation économique emporte les arts et la culture dans sa déroute ». La Société des auteurs et

A PROPOS DU GATT



LOUIS LUMIÈRE

Louis Lumière, inventeur avec son frère Auguste du cinéma

Approuvent et soutiennent le texte de Roger Planchon : Peter Stein, metteur en scène, directeur artistique du Festival de Salzbourg ; Ezio Frigerio, décorateur, metteur en scène ; Arnaud Séguinac ; Patrick Leconte ; Gérard Jourd'hui ; Franck Landron ; Sarah Maldoror ; Miguel Courtois ; Hervé Lévère ; Med Hondo ; Christian Gion ; J. Diamant-Berger ; Pamela Howard ; Gérard Oury ; Pierre Jallaud ; Pierre Jolivet ; Ariele Zaïroun ; Philippe Harel ; Christian Lejallé ; Claire Denis ; Roger Andrieux ; M. Mui ; Jacques Renard ; Paul Borge ; Jacques Dorfmann ; Michel Deville ; José Seria ; Andrzej Wajda ; Francesco Rosi ; Paolo Taviani ; Anna Galiena. Giorgio Strehler, président

DE LA SEMAINE

LA SÉLECT.

Musique

Chanson

Paris Ile-de-France

Musique au 73e à Paris (du 4 au 11 août) : Téli : 42-49-48-48.

Alsace

Festival de la Vézère (jusqu'au 21 août) : le 30 juillet, Hayden, Stravinsky, Beethoven par le Quatuor Ludwig ; les 6 et 8 août, la Bohème de Puccini, Bryan Evans (direction musicale et piano) avec Cameron Rolis et Roberto Salvatori. Tél. : 55-23-25-09.

Alsace

Brèves, Festival de la Vézère (jusqu'au 21 août) : le 30 juillet, Hayden, Stravinsky, Beethoven par le Quatuor Ludwig ; les 6 et 8 août, la Bohème de Puccini, Bryan Evans (direction musicale et piano) avec Cameron Rolis et Roberto Salvatori. Tél. : 55-23-25-09.

Jazz

Crest, Crest Jazz Vocal (du 2 au 7 août) : le 3, Michel Legrand-Stéphane Grappelli ; le 4, Vox Céline, Mark Murphy ; le 5, René Bontand Quartet.

Alsace

La Seine-sur-Mer, Festival de jazz au Fort-Napoleon (du 2 au 5 août) : le 2 août, Duke Jordan à Flamboyance ; le 3, Barry Altschul ; le 4, Willem Breuker ; le 5, Louis Sclars. Tél. : 94-94-88-67.

Festival de Radio-France et de Montpellier

(jusqu'au 31 juillet) : le 31, quintette de Maurice Couguez. Tél. : 67-02-02-01.

Paris, Festival All Stars du New Morning

(jusqu'au 29 juillet). Les 28 et 29, McLaughlin. Tél. : 45-23-51-41.

Rock

Jegon-les-Lacs : le 30 juillet, Ludwig von 88. Tél. : 47-00-57-03.

Saint-Amant-Roches-Sarville : le 31 juillet, Arno, les Wampas. Tél. : 75-95-74-44.

Chanson

Musiques du monde

Paris Quartier d'été, Kiosque à musique du jardin du Luxembourg : le 28 juillet, le Cuarteto Cedron ; les 29, 30 et 31 juillet, la Symphonie déconcertante ; les 2, 3 et 4 août, Justin Valt (Madagascar), spectacles gratuits.

Saône, Festival de la chanson française (du 1er au 8 août). Le 1er, Karim Kacel, les Innocents ; le 2, Pierre Perret ; le 4, Guy Béart, Romain Didier. Tél. : 66-67-94-20.

Marignac, Festival de folklore mondial (du 4 au 11 août). Tél. : 42-49-48-48.

Paris, Chapelle des Lombards : Les tropiques de la nuit, (les 28 et 29 juillet), Kali (Martinique). Tél. : 43-57-24-24.

Paris, Parc de La Villette : (le 1er août), les Portugais ensembles, Cheb Mami. Tél. : 40-03-75-03.

Danse

Arignon, Festival d'Arignon (jusqu'au 2 août). La cour d'honneur du Palais des papes accueillera les 30, 31, 1er et 2 août à 22 heures les chorégraphes de Angella Prejocel : Parade, le Spectre de la rose, Noces. On pourra aussi voir le Chant de Karastan chorégraphié par Michel Hallet Eghayan, du 28 juillet au 1er août, dans la salle Benoît-XII. Minitel : 3615 code AVIGNON.

Nîmes, Est de Nîmes 93 (jusqu'au 18 août). Le 28, Actualismus et 4-log-Polap, par la Compagnie Castafiore. Tél. : 66-67-29-26.

Paris Quartier d'été, Théâtre national de Chaillot (jusqu'au 15 août) : les Arts Etouffés, le Bal Moderne, cinq chorégraphes enseignent chacun une danse au cours de soirées-bals dans différents espaces du théâtre.

Périgueux, Mimos (du 2 au 10 août). Le 2, May B à la Cour de la Visitation.

Sisteron, les XXXVIII^e Nuits de la citadelle de Sisteron (jusqu'au 10 août). Le 31 juillet, le Lac des cygnes, par le grand ballet classique de Moscou.

Arts

Albi, John-Franklin Koenig (jusqu'au 26 septembre) : cofondateur de la revue Cimaise avec Jean-Robert Arnaud en 1952, ce peintre américain termine à Albi sa rétrospective itinérante. Tél. : 63-54-14-09.

Curios et Mirabilia, collection du château d'Oron (jusqu'au 31 décembre) : Jean-Hubert Martin, le maître de ce haut lieu chargé d'histoire, a passé commande à des artistes contemporains. Ceux-ci se

sont bien amusés autour du thème des collections particulières, aux musées de Bruxelles, d'Anvers ou de Verviers. Bon nombre d'entre elles sont exposées pour la première fois en France. Tél. : 97-5-10-18.

Bordeaux, Jean-Pierre Raynaud (jusqu'au 14 novembre) occupe tous les espaces de l'Entrepôt avec un projet spécifique pour la Grande Nef et une rétrospective depuis les « Psycho-objets » de 1964 à 1968. Tél. : 56-44-16-35.

Bordeaux, Steven Holl (jusqu'au 29 août) : architecte américain qui, à force d'épuration cachée derrière des concepts, se voit taxé de « néo-modernisme ». Tél. : 56-52-78-36.

Cajarc, Albert Biran (jusqu'au 29 août) : rétrospective des douze dernières années qui s'inscrit dans le vaste travail de réévaluation de l'art français de l'après-guerre qu'a entrepris Claire Stoullig. Tél. : 65-40-71-50.

Carassonne, Jégoda Baic (jusqu'au 19 septembre) : travaux qui oscillent entre la sculpture et un on-ne-sait-quoi d'indéfinissable et qui dégagent une grande force poétique. Tél. : 66-77-73-71.

Colmar, Variation sur la Crocifissione (jusqu'au 26 septembre) : autour du retable d'Issenheim, c'est plus de 80 œuvres d'artistes du XVI^e siècle qui rendent hommage à Grünewald. Tél. : 88-20-15-50.

Ginals, une collection pour un musée en devenir, et son cabinet d'art graphique (jusqu'au 12 septembre) : la collection d'œuvres données par Pierre Breche et Geneviève Bonodot à la Caisse des monuments historiques en 1973 s'est considérablement enrichie et est devenue une des premières de la région. On peut en effet y voir des Dubuffet, Michaux, Degoter, Hanafi, Mathieu... Tél. : 63-67-06-84.

Labège, Kazuo Shiraga (jusqu'au 26 septembre) : ce peintre et moine bouddhiste qui défraya la chronique japonaise dans les années 50 avec les autres membres du célèbre groupe Gutai tire son inspiration des dieux du panthéon japonais, Kannon et Fudô. Selon l'antique tradition qui veut que l'homme soit un intermédiaire qui pousse sa force à la fois du ciel et de la terre, Shiraga avance ses pieds suspendu à une corde. Tél. : 61-39-29-29.

Margaux, Pierre Buraglio (jusqu'au 30 octobre) : hommage à Bacchus dans ce château qui abrite des haut-médos avec une vingtaine d'œuvres dans le curvet constituant une articulation entre l'extérieur et l'intérieur. Tél. : 56-58-83-90.

Metz, La réalité magnifiée (jusqu'au 26 octobre) présente des œuvres flamandes (Brueghel de Velours, Rubens,

Van Dyck, Jordans) appartenant à des collections particulières, aux musées de Bruxelles, d'Anvers ou de Verviers. Bon nombre d'entre elles sont exposées pour la première fois en France. Tél. : 97-5-10-18.

Montbéliard, Piotr Klemsiewicz (jusqu'au 31 juillet) : travail sur des symboles personnels (cartes du ciel, maisons, cercles, carrés, damiers...). Tél. : 61-99-22-61.

Marseille, César (jusqu'au 12 septembre) : œuvres de 1947 à 1993. Marseille fête l'enfant du pays avec une rétrospective. On y voit les Vénus classiques en fer soudé, les Compressions de voitures, les Expansions. Tél. : 91-56-28-38.

Marseille, Cees Oldenburg : la Vie Stridia, au musée Cantini : une exposition légère et pleine d'humour, à base d'œuvres graphiques, mélois et frites architecturales mollement. Tél. : 91-62-21-17.

Montpellier, Grand Siècle (jusqu'au 2 septembre) : peinture française du XVIII^e siècle des collections publiques françaises : maniérisme, caravagisme, bamboccade, classicisme et grande peinture d'histoire. Deux tableaux seulement appartiennent aux collections du Louvre. Tél. : 67-66-06-34.

Nancy, Georges Folmer et l'abstraction géométrique (jusqu'au 15 septembre) : malgré deux expositions chez Colette Allendy en 1950 et 1952, celui qui a fondé les groupes Espace et Mesure (introduction du mouvement dans l'œuvre) reste très mal connu. Nancy répare une injustice envers un enfant du pays. Tél. : 35-85-30-00.

Monans-Sartoux, l'Espace libéré (jusqu'au 21 novembre) : pour cette exposition, qui donne une nouvelle dimension de l'art concret, des artistes tels Robert Barry, Michel Vergu ou Fred Sanback prennent d'assaut le lieu magique du château de Mouans. Tél. : 93-75-71-50.

Nîmes, L'Étrange du réel (jusqu'au 31 août) : l'exposition inaugurale du tout nouveau musée de Nîmes retrace l'aventure de l'objet, qui est devenu un phénomène majeur dans l'art du XX^e siècle. Tél. : 66-76-35-35.

Rodez, « Don Quichotte respectueux » à Deyss Pasch (jusqu'au 30 août), ou le regard d'un sculpteur contemporain (François Morellet) inspiré par le minimal art et Mondrian sur l'œuvre très académique d'un artiste du siècle dernier, Deyss Pasch, dans une mise en scène qu'il promet « maitlaine ». Tél. : 65-42-70-64.

Sète, Mimmo Paladino (jusqu'au 29 août) : à mi-chemin entre les avant-gardes internationales et l'antique magie méditerranéenne, Paladino continue sa quête cathartique. Toile après toile, ses personnages se livrent à des rites étranges, enserrés dans des couleurs précieuses et denses. Tél. : 67-46-20-98.

Sète, Le milieu du monde (jusqu'au

Blasche, Georges Braque et Zoum Walter. Tél. : 66-22-70-56.

Photographie

Lectoure, L'été photographique (du 24 juillet au 23 août) : photos de sculptures de Rodin par le Slovène aveugle Evgen Bavcar. On pourra aussi voir J'ai couru le monde, d'Alain Turpault, et Berlin, No man's land, de Jean-Claude Mouton. Tél. : 62-68-83-72.

Limoges, Joachim Mogarra (jusqu'au 3 octobre) : Joachim Mogarra sera l'été d'une exposition panamérique avec William Wegman, Lynne Cohen et Douglas Huebler. Tél. : 55-77-08-98.

Montpellier, Imagina (jusqu'au 4 septembre) : trente-cinq photographes du monde entier : Toni Catany et Ouka Lele (Espagne), Graciela Ibaride (Mexique), William Klein (États-Unis), Max Pam (Australie), Abbas (Iran) et Martine Franck (France). Tél. : 61-60-31-11.

Nîmes, Isabel Muñoz (jusqu'au 31 juillet) : dans une exposition intitulée « Flammes », tango et danses orientales. Tél. : 66-67-29-11.

Concerto 234

CD 2 Titres

Autoroute FM 107.7

Denichez Heinichen !

SOCIÉTÉ

Perquisition au siège de Bernard Tapie Finance

Les contre-attaques judiciaires de l'ancien directeur général de Testut

Ecroué depuis le 10 mai à la maison d'arrêt de Béthune (Pas-de-Calais), Bruno Flocco, ancien directeur général de l'entreprise de fabrication de balances Testut, se défend en mettant en cause le groupe Bernard Tapie Finance (BTF) dont cette entreprise est l'une des filiales. Ses révélations ont notamment conduit le juge d'instruction Benoît Persyn à conduire une perquisition, mercredi 21 juillet, au siège parisien de BTF.

Se défendant comme un beau diable du fond de sa prison, Bruno Flocco distille des révélations visant à compromettre le groupe Bernard Tapie Finance (BTF) et à minimiser son propre rôle dans les malversations financières qui lui sont reprochées. D'où une série de pistes — mettant aussi bien en cause le financement de l'Olympique de Marseille que celui de la campagne des dernières élections régionales du professeur Léon Schwartzberg dans les Alpes-Maritimes, où il se présentait sous l'étiquette du groupe Energie-Sud alors dirigé par Bernard Tapie — que diverses enquêtes judiciaires ouvertes au tribunal de Béthune s'efforcent de vérifier.

Poursuivi pour « faux en écriture, abus de biens sociaux et abus de pouvoir », Bruno Flocco, qui dirigeait Testut depuis 1986, se voit reprocher d'avoir prélevé près de 3 millions de francs sur la comptabilité de la firme de pesage. Instruite par le juge Philippe Vandenberg depuis le 1^{er} avril 1993, cette infor-

mation judiciaire a notamment fait apparaître l'existence de factures (pour un montant de 2,3 millions de francs) émises par M. Flocco à la société Otimio, un cabinet d'intermédiation financière. Selon l'avocat de M. Flocco, M. Jacques-Philippe Lammens, ces fonds étaient destinés à « rémunérer des intermédiaires chargés de trouver des financiers extérieurs pour monter un tour de table, sur la base d'un mandat donné à M. Flocco par Bernard Tapie Finance afin de négocier la reprise du groupe Testut ».

Financement de campagnes électorales
Cette tentative de reprise devait toutefois capoter. S'agissant de la détournement de la situation financière de la société de Béthune et soupçonnant des malversations commises par M. Flocco, l'actuel PDG de Testut, Elie Fellous, obtenait en effet le départ de M. Flocco qui, le 17 mars 1993, démissionnait. Puis la plainte déposée par M. Fellous conduisait à la mise en examen de sept personnes, dont M. Flocco, et à l'incarcération de ce dernier.

Accusant pour se défendre, M. Flocco, qui est maintenu en détention dans ce premier dossier, d'avoir entrepris sa contre-attaque judiciaire, il a tout d'abord fait état de détournements de fonds opérés à l'occasion d'un emprunt obligataire de 100 millions de francs souscrit, le 21 juin 1990, par Testut. Aux enquêteurs qui l'ont interrogé, le 4 juin, il a expliqué que l'objet officiel de cet emprunt avait été détourné : les 100 millions de

francs devaient servir à financer, d'une part, l'achat de la société Trayvou, concurrente de Testut, à hauteur de 60 millions de francs, et d'autre part, l'achat de Lurana, une autre société de pesage, à hauteur de 40 millions de francs.

Un tout autre montage financier a été réalisé, selon M. Flocco : la société Trayvou n'a été rachetée que 30 millions ; les 30 millions restants ont été prêtés à l'Olympique de Marseille à une époque où le club avait besoin de fonds pour acheter le joueur Chris Waddle. L'OM, ajoute M. Flocco, a par la suite remboursé cette somme. Une telle affirmation semble pourtant sujette à caution, dans la mesure où l'emprunt date de juin 1990, alors que le joueur britannique de Tottenham a été transféré à l'OM en 1989 aux termes d'un contrat de 45 millions.

Abordant la politique, M. Flocco a aussi indiqué avoir signé des chèques de la société Testut, à l'ordre de BTF, afin de payer la campagne électorale de M. Schwartzberg, candidat de la liste Energie-Sud aux élections régionales. Après l'annulation par le Conseil d'Etat de son élection, Léon Schwartzberg avait lui-même déploré qu'une « faute ou une négligence de Bernard Tapie » ait conduit ce dernier à financer les dépenses de cette campagne en les ventilant « entre trois sociétés du groupe Tapie — Financière immobilière Bernard Tapie, Société Testut, Société Bernard Tapie Services » (le Monde du 25 décembre 1992).

Faisant flèche de tout bois, M. Flocco a enfin relevé des anomalies dans le procès-verbal d'un conseil d'administration de Testut,

tenu en décembre 1992. Dans ce document saisi lors d'une perquisition ordonnée par le juge Vandenberg, M. Flocco a eu la surprise de voir apparaître un « avenant » relatif à la reprise de l'entreprise Trayvou — qui appartenait depuis deux ans à Testut — par la Société en nom collectif Bernard Tapie. A l'occasion de cette reprise, le procès-verbal prévoit de porter de 6 à 8 millions la location-gérance versée par Testut pour l'exploitation du fond de commerce de Trayvou. Parce que M. Flocco conteste le bien-fondé de cet « avenant » qui, affirme-t-il, n'aurait pas été évoqué par le conseil d'administration de décembre 1992, l'ancien directeur de Testut a déposé plainte, le 4 juillet, pour « faux et usage de faux ». Cette instruction a été confiée au juge Benoît Persyn.

C'est pourquoi le magistrat de Béthune s'est rendu en personne, mercredi 21 juillet, au siège parisien de BTF. Avec une discrétion qui distingue cette perquisition de celle opérée au même endroit, quinze jours plus tôt, par le juge Belfy de Valenciennes dans le cours de l'enquête sur le match Valenciennes-OM. Le 21 juillet, M. Fellous a, lui aussi, été entendu par les enquêteurs avant d'être remis en liberté sans que des poursuites soient diligentées contre lui. Aussi l'avocat de M. Flocco, M. Philippe Preud'homme, rétorque-t-il « purement et simplement toutes les accusations fantaisistes » développées par M. Flocco.

ERICH INCIVAN

L'indemnisation des victimes du sang contaminé

La cour d'appel d'Aix-en-Provence condamne un couple atteint par le sida à restituer un « trop-perçu »

Dans un arrêt du 12 juillet, la cour d'appel d'Aix-en-Provence a condamné un couple contaminé par le virus du sida à la suite d'une transfusion, et indemnisé par un jugement du tribunal de grande instance de Nice du 27 juillet 1992 (le Monde du 30 juillet 1992), à « restituer les sommes trop perçues » — environ 2 millions de francs — à la compagnie d'assurances du Centre de transfusion sanguine (CTS) des Alpes-Maritimes, en l'occurrence le GAN (Groupe des assurances nationales).

En première instance, le tribunal nicois avait condamné le Centre de transfusion sanguine (CTS) des Alpes-Maritimes à verser 2 millions de francs à chacun des plaignants, deux époux contaminés à la suite d'une opération du mari en septembre 1984, et 150 000 francs à chacun de leurs trois enfants. Ce jugement était assorti d'une exécution provisoire, procédure qui commande le paiement immédiat des indemnités. La compagnie d'assurances, le GAN, avait alors formulé une « défense à exécution provisoire » devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence, demandant qu'il soit rejeté. Les indemnités furent donc versées aux victimes en octobre 1992.

Dans son arrêt du 12 juillet, la cour d'appel d'Aix-en-Provence révisait la baisse du montant des indemnités accordées aux époux à 1,150 million de francs chacun, et à 80 000 francs par enfant. Selon la cour, « la garantie due » par le GAN au CTS des Alpes-Maritimes « ne peut excéder la somme de 5 millions de francs pour la totalité des sinistres survenus pendant l'année 1984 », un plafond déjà presque atteint par cette seule affaire. L'interprétation de l'article 41 du contrat de garantie passé entre le CTS et son assureur pour l'année 1984, et particulièrement celle du terme « sinistre », a motivé l'arrêt de la cour d'appel.

Une interprétation « contraire au bon sens »

Le jugement de première instance avait rejeté le plafond de garantie, estimant, avec le procureur de la République, que l'interprétation donnée par le GAN de cette clause particulière — « la contamination par le virus du sida d'une ou plusieurs personnes (doit) être considérée comme un seul et même sinistre » — apparaissait « véritablement contraire au bon sens ». « Au surplus, ajoutait le tribunal de grande instance, il ne fait aucun doute que, dans l'esprit des parties, le CTS a entendu se garantir pour chaque sinistre, à hauteur de 5 millions de francs, et quelle qu'en soit l'origine, virale ou autre (...) ».

Les magistrats de la cour d'appel ont estimé pour leur part que la police d'assurance fixait une garantie limitée à 5 millions de francs « au titre de l'ensemble des sinistres affrétés à l'année 1984 », le sinistre étant constitué par la contamination des produits sanguins, et non par la contamination des plaignants en résultant. Ce principe du plafonnement est habituel et traduit, dans le langage des assureurs, par la formule : « Les premiers arrivés sont les premiers servis ».

La cour d'appel s'exprime par ailleurs sur la voie choisie par les victimes pour obtenir réparation de leur préjudice. Dans son exposé des motifs concernant la recevabilité de l'action, la cour rappelle l'existence du processus d'indemnisation des victimes de produits sanguins contaminés instauré par la loi du 31 décembre 1991, un régime qui toutefois « n'interdit pas aux victimes d'agir devant les juridictions de droit commun » (le Monde des 28 février et 8 avril 1992). Mais la cour ajoute : « Attendu que l'on peut déplorer les conséquences d'une telle option (l'action en justice), aboutissant à imposer aux victimes d'établir la responsabilité selon les règles rigoureuses du droit commun, et les exposant au risque d'insolvabilité du centre de transfusion en cas de non-garantie ou de dépassement du plafond de garantie de leur assureur, il convient d'observer qu'en l'espèce leur avoué a été invité (...) à les aviser personnellement des dangers d'un choix qu'elles ont maintenu en connaissance de cause ».

Les magistrats d'appel ont cependant confirmé la recevabilité de l'action et alloué aux victimes une indemnité de 10 000 francs « pour l'ensemble de la procédure ». Si un tel arrêt devait faire jurisprudence, les victimes de la contamination des produits sanguins seraient sans doute moins enclins à plaider leur cause devant les tribunaux. Les responsables de compagnies d'assurance commentent peu ces décisions. Certains soulignent « l'intrusion des victimes » qui si elles choisissent de se porter devant le fonds d'indemnisation, peuvent éviter les « lenteurs » de la procédure, les frais d'avocat, la charge de la preuve, et qui recevront, suivant une jurisprudence établie par la cour d'appel de Paris, des indemnités d'un montant équivalent à celles accordées par le fonds. Ce fonds d'indemnisation est financé à hauteur de 1,2 milliard de francs par les sociétés d'assurances.

Dans l'affaire du CTS des Alpes-Maritimes, les deux époux, âgés de soixante et un et cinquante-huit ans et tous deux atteints d'un sida déclaré, viennent d'adresser au chevron de 1,9 million de francs à l'attention du GAN. Ils ont décidé de se pourvoir en cassation.

LAURENCE FOLLÉA

L'Institut Pasteur a fabriqué de croissants contaminés

Seul et isolé d'une étude épidémiologique conduite à la demande du gouvernement par l'Institut Pasteur de Paris, le Centre de transfusion sanguine (CTS) des Alpes-Maritimes a été condamné par la cour d'appel d'Aix-en-Provence à restituer les sommes trop perçues à la compagnie d'assurances du Centre de transfusion sanguine (CTS) des Alpes-Maritimes, en l'occurrence le GAN (Groupe des assurances nationales).

En première instance, le tribunal nicois avait condamné le Centre de transfusion sanguine (CTS) des Alpes-Maritimes à verser 2 millions de francs à chacun des plaignants, deux époux contaminés à la suite d'une opération du mari en septembre 1984, et 150 000 francs à chacun de leurs trois enfants. Ce jugement était assorti d'une exécution provisoire, procédure qui commande le paiement immédiat des indemnités. La compagnie d'assurances, le GAN, avait alors formulé une « défense à exécution provisoire » devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence, demandant qu'il soit rejeté. Les indemnités furent donc versées aux victimes en octobre 1992.

La cour d'appel s'exprime par ailleurs sur la voie choisie par les victimes pour obtenir réparation de leur préjudice. Dans son exposé des motifs concernant la recevabilité de l'action, la cour rappelle l'existence du processus d'indemnisation des victimes de produits sanguins contaminés instauré par la loi du 31 décembre 1991, un régime qui toutefois « n'interdit pas aux victimes d'agir devant les juridictions de droit commun » (le Monde des 28 février et 8 avril 1992). Mais la cour ajoute :

« Attendu que l'on peut déplorer les conséquences d'une telle option (l'action en justice), aboutissant à imposer aux victimes d'établir la responsabilité selon les règles rigoureuses du droit commun, et les exposant au risque d'insolvabilité du centre de transfusion en cas de non-garantie ou de dépassement du plafond de garantie de leur assureur, il convient d'observer qu'en l'espèce leur avoué a été invité (...) à les aviser personnellement des dangers d'un choix qu'elles ont maintenu en connaissance de cause ».

Les magistrats d'appel ont cependant confirmé la recevabilité de l'action et alloué aux victimes une indemnité de 10 000 francs « pour l'ensemble de la procédure ». Si un tel arrêt devait faire jurisprudence, les victimes de la contamination des produits sanguins seraient sans doute moins enclins à plaider leur cause devant les tribunaux. Les responsables de compagnies d'assurance commentent peu ces décisions. Certains soulignent « l'intrusion des victimes » qui si elles choisissent de se porter devant le fonds d'indemnisation, peuvent éviter les « lenteurs » de la procédure, les frais d'avocat, la charge de la preuve, et qui recevront, suivant une jurisprudence établie par la cour d'appel de Paris, des indemnités d'un montant équivalent à celles accordées par le fonds. Ce fonds d'indemnisation est financé à hauteur de 1,2 milliard de francs par les sociétés d'assurances.

Dans l'affaire du CTS des Alpes-Maritimes, les deux époux, âgés de soixante et un et cinquante-huit ans et tous deux atteints d'un sida déclaré, viennent d'adresser au chevron de 1,9 million de francs à l'attention du GAN. Ils ont décidé de se pourvoir en cassation.

LAURENCE FOLLÉA

Le jugement de première instance avait rejeté le plafond de garantie, estimant, avec le procureur de la République, que l'interprétation donnée par le GAN de cette clause particulière — « la contamination par le virus du sida d'une ou plusieurs personnes (doit) être considérée comme un seul et même sinistre » — apparaissait « véritablement contraire au bon sens ». « Au surplus, ajoutait le tribunal de grande instance, il ne fait aucun doute que, dans l'esprit des parties, le CTS a entendu se garantir pour chaque sinistre, à hauteur de 5 millions de francs, et quelle qu'en soit l'origine, virale ou autre (...) ».

Les magistrats de la cour d'appel ont estimé pour leur part que la police d'assurance fixait une garantie limitée à 5 millions de francs « au titre de l'ensemble des sinistres affrétés à l'année 1984 », le sinistre étant constitué par la contamination des produits sanguins, et non par la contamination des plaignants en résultant. Ce principe du plafonnement est habituel et traduit, dans le langage des assureurs, par la formule : « Les premiers arrivés sont les premiers servis ».

Viol, procédure et vidéo

La mise en examen de cinq jeunes gens « de bonne famille » provoque des remous à Toulouse

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

L'affaire a brutalement sorti Toulouse de sa torpeur estivale. Cinq mises en examen sont tombées, entre le 20 et 23 juillet, comme un couperet sur une ville en manque d'actualité, sur un palais de justice pris en flagrant défilé de querelles intestines et sur cinq jeunes garçons venant tout juste de basculer dans la majorité. Certains appartiennent à des familles « honorablement connues », selon l'expression du parquet. Et les chefs d'accusation sont lourds : viol, attentat à la pudeur avec violence, complicité de viol... Les cinq mises en examen ont été diligentées par le juge d'instruction Alain Billaud, qui s'est servi du point de procédure à trois autres mises en examen pour attentat à la pudeur. Trois mises en détention demandées ont été rejetées par le juge délégué.

L'affaire, révélée le 13 juillet par la presse locale, a tout pour exciter les imaginations. D'abord plus que certaines erreurs vont, au fil du temps, se conjuguer à des bribes d'informations, des bouts de dépositions, des collages de faits. La moitié des personnes impliquées sont élèves du très réputé lycée privé catholique du Caousou. Dans l'inconscient collectif toulousain, cela ne manque pas de piment : un dossier qui relève cependant de faits strictement privés. On parle d'un film vidéo, d'une jeune fille ligotée et bâillonnée, de menaces de chantage, de photos qui auraient circulé, de bruits et de rumeurs.

Lenteurs du parquet

Une plainte est déposée le 14 avril auprès de la sûreté urbaine de Toulouse par une élève de première du Caousou. La jeune fille, aujourd'hui majeure, explique avoir été violée au cours de deux soirées : le 11 octobre 1992, chez elle, par son petit ami et l'un de ses copains, convié unilatéralement à s'amuser ; puis, le 31 janvier, chez ce même petit ami, où l'alcool coule à flots pour ses dix-huit ans, mais cette fois-ci par six autres protagonistes (dont l'un avait été évincé lors de la première soirée), qui ont procédé à divers attachements. La jeune fille, qui avoue avoir beaucoup bu ce soir-là, indique avoir été un temps ligotée et bâillonnée.

Meis l'intimité du dossier, dans un premier temps, s'efface derrière le déroulement de la procédure. L'identité des personnes impliquées fait craindre des pressions locales, des « conseils amicaux », qui feraient bénéficier ces jeunes de familles plutôt aisées d'un traitement de faveur.

Déposée le 14 avril, la plainte contre personnes dénommées fait l'objet, deux jours plus tard, d'une ouverture par le parquet d'une information judiciaire contre X... pour attentat à la pudeur avec violence. La procédure retenue est éparse rapide et la qualification moins sévère qu'habituellement dans ce genre d'affaires. En matière de viol, indique Alain Vogelweith, secrétaire général du Syndicat de la magistrature, la pratique et l'usage font qu'après un dépôt de plainte contre des personnes citées à la police effectuée une enquête préliminaire, procède à des interrogatoires, place en garde à vue avant, éventuellement, de déferer les auteurs présumés d'un viol devant le parquet. Celui-ci peut alors ouvrir une information judiciaire contre les personnes dénommées. Le tout prend au bas mot une semaine. Mais le procureur de la République, Francis Fréchède, ne voit cependant rien d'anormal dans la procédure qu'il a adoptée.

A la rapidité de l'ouverture de l'information a succédé par la suite une lenteur pour le moins curieuse : transmis pour avis au parquet le 15 juin par le juge d'instruction (qui demandait la mise en détention de trois personnes), le dossier, qui n'aurait pas dû transiter plus de deux ou trois jours, n'est pas revenu avant le 19 juillet sur le bureau du juge, soit après la révélation de l'affaire par la presse, et après le « coup de gueule » de M. Philippe Lamouroux, conseil de la jeune fille, qui s'est constituée partie civile.

Dans une lettre adressée au juge d'instruction, l'avocat relate les « fautes » de la procédure et faisait clairement allusion aux lenteurs du parquet. Dans le même temps, le juge Billaud aurait saisi le président de la chambre d'accusation de faits graves, notamment de pressions sur un officier de police judiciaire chargé de l'enquête.

Mais l'affaire réside surtout dans ce dossier constitué d'aveux et de zones d'ombre (comment peut-on se rendre à

une deuxième soirée organisée par quelqu'un que l'on accuse de viol ?) et de défenses construites sur la notion de consentement (comment la prouver ?). Seul élément objectif : une séquence vidéo, d'une trentaine de secondes, enregistrée par l'un des soubas invités qui filmait la deuxième soirée et saisie par la police. Les seules photos extraites de ce film, et connues jusqu'à présent, l'ont été par les services de police (et non pas par la justice, comme la rumeur le laissait croire) : moins d'une dizaine de clichés ont été tirés sur lesquels la jeune fille apparaît habillée, non ligotée et non bâillonnée, mais manifestement malmenée par deux jeunes gens parmi lesquels, clairement, le fils d'un notable toulousain.

« Attitudes ludiques et cruelles »

Défendant deux des jeunes gens pour qui la détention provisoire a été requise, M. Georges Catela préfère parler d'« attitudes ludiques et cruelles », de « conneries » de jeunes de dix-sept ans « sévres de sexe depuis la naissance », ayant assouvi brièvement leurs pulsions sexuelles « sans vraiment passer à l'acte et sans se rendre compte du manque de respect qu'ils infligeaient à leur victime ». Il avance par ailleurs l'attitude « ambiguë » de la jeune fille, qui inviterait ses « violeurs » à son anniversaire lors d'une troisième soirée organisée le 10 avril, soit quatre jours avant le dépôt de plainte.

De retour de trois semaines de vacances en Espagne, lundi 26 juillet, la jeune fille a expliqué à son avocat les zones d'ombre qui pouvaient subsister. « Ce n'est pas si facile de tout dire d'emblée à la police », a-t-elle expliqué. Et de dire comment, amoureuse, elle n'a pu se séparer durablement, après la première soirée, de son petit ami ; comment, dans sa naïveté, elle a toujours tenté de tout minimiser ; comment elle n'a finalement plus supporté ni les humiliations répétitives ni le chantage à la vidéo qu'on lui infligeait, et comment elle aurait finalement « craqué » lors de la troisième soirée, avant de tout raconter à sa mère, de changer de lycée et de déposer plainte.

JEAN-MICHEL DUMAY

Les suites du rachat de La Vie claire

Pierre Botton à nouveau mis en examen

LYON

de notre bureau régional

Pierre Botton devait à nouveau être entendu, mercredi 28 juillet dans la matinée, par le juge Philippe Courroye, après la mise en examen qui lui a été signifiée, mardi après-midi, à l'issue d'une longue audition. Cette procédure a été engagée suite à la délivrance d'un réquisitoire supplétif par le procureur de la République de Lyon concernant la gestion de l'homme d'affaires durant la période où il a racheté la société de produits diététiques La Vie claire au groupe Bernard Tapie Finance (BTF). Il lui est notamment reproché d'avoir prélevé, par le biais de fausses factures, une somme dépassant 1 million de francs sur le compte de cette entreprise, au profit d'une de ses sociétés, Boisson SA (le Monde du 27 juillet).

Ce nouveau rebondissement a, selon ses avocats, été soulevé par M. Botton lui-même. « J'ai demandé, depuis mars 1993, à être mis en examen dans cette affaire », a-t-il déclaré, en souhaitant que « le juge prenne connaissance des éléments découverts dans La Vie

claire, à l'origine de son différend avec Bernard Tapie. Ainsi, l'on comprendra mieux l'origine des ennuis judiciaires qui l'ont rencontrés ».

Par le biais de Lugdunum Finances, ce dernier avait racheté La Vie claire à BTF le 20 février 1992. Estimant avoir été trompé, il avait demandé, puis obtenu, la résiliation de l'acte de cession en août. La transaction, qui a donné lieu à un contentieux persistant, n'a été soldée qu'à la suite d'un jugement commercial intervenu en juin 1993. Pour l'instant, le juge lyonnais n'est saisi que du seul abus de bien sociaux qu'aurait commis M. Botton. Mais parallèlement, Elie Fellous, président du conseil d'administration de la société de produits diététiques, installée dans le Val-de-Marne, a saisi le parquet du tribunal de Créteil pour les mêmes faits, tandis qu'une plainte déposée par le commissaire aux comptes a aussitôt été transmise au parquet de Lyon. Elle devrait permettre au juge lyonnais d'étendre ainsi ses investigations.

M. D.

Les suites de l'affaire OM-Valenciennes

L'entraîneur de Marseille entendu par la police

L'entraîneur de l'Olympique de Marseille, Marc Bourrier, a été une nouvelle fois entendu, mardi 27 juillet à Marseille, par les policiers du SRPJ de Lille. Il avait déjà été entendu comme témoin le 15 juillet, à l'occasion de l'instruction pour subornation de témoin. Les inspecteurs lillois souhaitaient interroger Marc Bourrier sur « un point de détail ». Les enquêteurs se sont également rendus au siège de la secrétaire du club. La cour d'appel de Douai a rejeté, mardi, la demande de désaisissement du tribunal de grande instance de Valenciennes, déposée le 20 juillet par l'avocat de Jean-Pierre Bernès, M. Pelletier. Celui-ci peut saisir le procureur général de la Cour de cassation, Pierre Truche.

Dans un communiqué, la Ligue nationale de football (LNF) a indiqué que son président, Noël Le Graët, était intervenu auprès des dirigeants de l'OM, suite aux « incidents graves et inacceptables dont ont été victimes les journalistes et techniciens de France 2 et France 3... empêchés d'effectuer normalement leur travail » samedi 24 juillet au stade vélodrome, pour leur rappeler de se conformer aux dispositions légales concernant les relations avec les médias (le Monde du 27 juillet).

Le communiqué précise que les dirigeants marseillais « s'engageaient à assurer sans discrimination la sécurité et le libre accès au stade des journalistes et techniciens accrédités. La direction régionale de France 3-Méditerranée a, de son côté, « poliment refusé », mardi, une nouvelle offre d'une caméra de télévision, en remplacement de celle jetée à la mer vendredi par Bernard Tapie. La chaîne avait porté plainte samedi pour protester contre le geste de M. Tapie.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt définitif du 26 novembre 1992 de la 5^e chambre de la cour d'appel d'AIX-EN-PROVENCE, M. DEDIEU Jean-Jacques, né le 20 novembre 1944 à PARIS (6^e), demeurant chez M. ROMAN, 445, chemin des Darbousiers, 06220 VALLAURIS, couple de fraude fiscale, du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 1986, punie par l'article 1741 du code général des impôts, a été condamnée à une année de prison et une amende de 50 000 F, la publication de l'arrêt dans « LE JOURNAL OFFICIEL », « LE MONDE » et « LE FIGARO », l'affichage pendant 3 mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de VALLAURIS et sur la porte extérieure de l'immeuble de M. Jacques DEDIEU, LE GREFFIER EN CHEF.

« La guerre des Vasevsky »

Une lettre de M. Cap

Cher monsieur Vasevsky, j'ai lu avec intérêt votre lettre du 26 juillet 1993, dans laquelle vous exposez les raisons de votre mécontentement à l'égard de la Fondation de l'Université de Paris. Je tiens tout d'abord à vous rassurer sur le fait que la Fondation de l'Université de Paris n'a jamais eu l'intention de vous exclure de son conseil d'administration. Au contraire, elle a toujours eu l'intention de vous associer à son action. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de Paris. Le conseil d'administration de l'Université de Paris n'a pas le droit de nommer ou de révoquer des membres du conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris. C'est pourquoi, dès le 1^{er} janvier 1993, elle a nommé à sa présidence un professeur de la Sorbonne, M. Vasevsky, et a nommé à sa vice-présidence un professeur de la Sorbonne, M. Cap. Cette nomination a été faite par le conseil d'administration de la Fondation de l'Université de Paris, et non par le conseil d'administration de l'Université de

SOCIÉTÉ

Selon une étude épidémiologique de l'INSERM

L'Institut Pasteur a fabriqué plusieurs lots d'hormone de croissance contaminée en 1984 et 1985

Selon les résultats d'une étude épidémiologique conduite à la demande du gouvernement par Anniek Alperovitch, directrice de l'Unité 360 de l'INSERM (1), l'Institut Pasteur a, en 1984 et durant une partie de l'année 1985, fabriqué plusieurs lots d'hormone de croissance contaminée par l'agent infectieux de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ). Ces résultats, qui viennent d'être transmis au ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy, confirment l'ampleur de la contamination, qui vient de conduire à la mise en examen pour homicide involontaire des professeurs Jean-Claude Job, président de l'association France-Hypophyse, et Fernand Dray, ancien responsable à l'Institut Pasteur de Paris de la fabrication de cette hormone à partir d'hypophyses prélevées sur des cadavres (le Monde du 21 juillet).

Combien d'enfants traités en France par une hormone de croissance extraite jusqu'en 1985 sont-ils aujourd'hui à risque vis-à-vis de cette grave maladie dégénérative du système nerveux central qu'est la maladie de Creutzfeldt-Jakob? La question est d'autant plus douloureuse que cette affection mortelle, pour laquelle on ne dispose d'aucune thérapie efficace, ne peut être diagnostiquée avant l'apparition des premiers symptômes cliniques. Bernard Kouchner, lorsqu'il était ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, avait demandé une enquête épidémiologique afin de tenter de cerner avec la plus grande précision l'ampleur potentielle de cette épidémie, ainsi que sa vraisemblable origine. Achevée il y a quelques jours, l'analyse de M^{me} Alperovitch, est aujourd'hui sur le bureau de Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la Santé.

Le document souligne, de manière

préliminaire, que l'objectif visé (l'analyse de la relation entre l'utilisation thérapeutique de l'hormone de croissance « extractive » et la survenue des vingt-quatre cas de MCJ en France) nécessitera « la mise en œuvre d'une méthodologie complexe et un travail de plusieurs mois ». Cependant, M^{me} Alperovitch écrit d'emblée : « Il semble peu probable qu'une étude plus approfondie mette en cause l'hypothèse essentielle, celle de la contamination de plusieurs des trize lots produits au cours de la période janvier 1984-juin 1985 ».

Une organisation défectueuse du système

Le rapport de l'INSERM précise qu'en France, contrairement à certaines informations récentes, le premier cas de MCJ imputable à cette hormone extraite a été diagnostiqué en 1989. « Vingt-quatre cas sont survenus depuis, dont la moitié environ en 1992, où l'on a enregistré un nouveau cas chaque mois », précise M^{me} Alperovitch. « L'épidémie française semble donc différente de celle observée en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Le risque de MCJ chez les patients traités par hormone de croissance extraite est très significativement plus élevé en France ; la répartition de ces cas suggère que l'exposition au facteur de risque s'est produite sur une période relativement brève ».

Comment situer cette période? M^{me} Alperovitch souligne tout d'abord que, selon la plupart des données disponibles, les préparations hormonales produites par les laboratoires pharmaceutiques industriels (Kabi-Vitrum, Nordisk, Ares-Serono) ne seraient pas concernées par cette

contamination. Certes, le traitement par une hormone de croissance extraite exposé à un risque - faible mais non nul - de MCJ, mais en France ce risque est très notablement plus élevé. Toutes les informations situent entre janvier 1984 et juin 1985 la période durant laquelle le laboratoire de l'Institut Pasteur de Paris, dirigé par le Pr Fernand Dray, a fabriqué des lots « à risque ». Les lots antérieurs à cette période sont, a priori, exclus, dans la mesure où les enfants chez lesquels ils ont été utilisés (soit environ mille enfants) n'ont pas à ce jour été victimes de MCJ. Par ailleurs, le procédé d'inactivation par l'urée de l'agent infectieux, le MCJ, apparaît pour l'heure, et de manière rétrospective, « d'une très grande sécurité ».

Ainsi l'analyse épidémiologique doit-elle, en priorité, porter sur les trize lots dénommés « France-Hypophyse » fabriqués de janvier 1984 à mars 1985 et dont la Pharmacie centrale des hôpitaux (Assistance publique de Paris) assurait le conditionnement, un comité d'experts de France-Hypophyse définissant parallèlement les indications d'utilisation de ce produit.

De très nombreux obstacles techniques expliquent les difficultés à établir avec précision l'origine exacte des hormones distribuées durant la période critique. « On ne ressentait pas, au début des années 80, l'importance d'enregistrer ces informations d'une façon précise et de les archiver de façon sûre, peut-on lire dans le rapport de M^{me} Alperovitch. Nous avons pu obtenir dans quelques cas les dates de remise de traitement, rarement le type d'hormones. Le numéro de lots de France-Hypophyse n'a pratiquement jamais été noté ». De plus, les informations recueillies mettent en évidence des divergences importantes entre le fichier central et les données disponibles auprès des pharmacies hospitalières, preuve de l'organisation défectueuse du système.

M^{me} Alperovitch estime qu'il faut au minimum que cinq des trize lots de la période critique aient été contaminés pour expliquer les vingt-quatre cas de MCJ recensés en France.

Avec le soutien de la région Ile-de-France

L'ESSEC ouvre la voie de l'apprentissage

Avec le soutien du conseil régional d'Ile-de-France, l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC), la grande école de commerce de Cergy-Pontoise, va ouvrir, dès cette année, une voie de formation par l'apprentissage.

C'est une première dans une grande école. Dès janvier 1994, l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC) va proposer à une partie de ses élèves la possibilité de faire leur formation en apprentissage dans une entreprise. Déjà, il y a deux ans, le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) avait

vision misérabiliste de l'apprentissage n'est plus de mise : « Nous sommes une formation professionnelle. Et pour ce type de formation l'apprentissage est un dispositif efficace. Personne ne conteste l'utilité de l'apprentissage pour la formation des médecins. La période d'apprentissage en entreprise aura un peu la même fonction pour nos futurs managers. Or ce discours rejoint les préoccupations des entreprises, attentives au coût et à la rentabilité de leur politique d'embauche et très soucieuses de réduire les délais de « mise en opérationnalité » des jeunes diplômés.

D'autre part, note M. Boisson, « la formule de l'apprentissage apporte une vraie réponse au problème de plus en plus sensible que



ouvert une brèche en créant la filière Ingénieurs 2000, une formation d'ingénieurs par l'apprentissage. Mais on pouvait mettre cette innovation sur le compte d'une institution atypique. Cette fois-ci, c'est l'une des plus prestigieuses écoles françaises de management qui saute le pas.

Pour Jean-Pierre Boisson, directeur général du groupe ESSEC, la

pose le financement de leurs études à partir de nos élèves et de leurs familles ». Entre les frais de scolarité (36 000 francs), le logement et la vie quotidienne, une année d'études dans l'école de Cergy revient, au bas mot, à 80 000 francs, soit 250 000 à 300 000 francs sur trois ans : « et y a des familles qui n'y arrivent plus ». Dans le cadre de l'apprentissage, les entreprises prendront en charge les droits de scolarité des élèves-apprentis qui, en outre, recevront un salaire équivalent à 60 à 78 % du SMIC.

Le patron de l'ESSEC a donc décidé de sortir des sentiers battus et de fonder, en trois mois, il a monté le projet, obtenu l'accord de l'éducation nationale, convaincu l'association des anciens élèves - plutôt réticente au départ - et constaté que l'accueil des entreprises était très favorable. Enfin, il vient d'obtenir le soutien du conseil régional d'Ile-de-France, ce qui a permis, le 9 juillet, l'ouverture de la rentrée 1993 d'un centre de formation d'apprentis à l'ESSEC et prévoit de consacrer à ce projet 11 millions de francs pour les cinq ans à venir.

Un objectif de 250 contrats

Il n'est pas question, précise Jean-Pierre Boisson, de faire de l'apprentissage une filière particulière, enfermée dans un ghetto. Ainsi, le recrutement des élèves de l'école reste inchangé, sur concours, après classe préparatoire, et tous feront une première année classique. C'est pour les deux dernières années d'études que sera offerte à une partie d'entre eux la possibilité de poursuivre leur cursus par la voie de l'apprentissage. Dans ce cadre, ils passeront l'équivalent d'une année en entreprise et devront, parallèlement, passer, comme les autres élèves, les unités de valeur de la scolarité à l'école.

Cette filière sera ouverte dès la rentrée prochaine pour le groupe ESSEC, et notamment pour son Institut du management hôtelier de l'International (IMHI), et dès janvier 1994 pour l'école de commerce. L'objectif fixé par M. Boisson est de faire passer le conseil régional d'Ile-de-France, d'offrir, d'ici à trois ans, 250 à 300 places d'apprentis pour l'ensemble du groupe, dont 150 pour la seule école de commerce. Cela représenterait environ 20 % de chaque promotion et pourrait constituer, selon le directeur de l'ESSEC, un levier efficace pour boucler et rénover la pédagogie de l'école. « Dans les écoles de management, les enseignants sont toujours menacés par le tropisme académique, la recherche et les publications. C'est essentiel. Mais l'apprentissage sera un bon stimulant pour ne pas aller trop loin », conclut M. Boisson.

GÉRARD COURTOIS

CORRESPONDANCE

« La guerre des Vasarely »

Une lettre de M. Capella

Nous avons reçu de Lucien Capella, président de l'Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille, la lettre suivante :

1. Victor Vasarely avait déjà conclu en 1975 un accord avec l'Université d'Aix-Marseille-III. Et c'est à sa demande qu'en 1981 une nouvelle convention a été signée afin que l'Université puisse garantir la pérennité des musées de Gordes et d'Aix-en-Provence, et qu'une mauvaise gestion conduirait à terme. L'artiste n'était nullement, à cette époque, « à demi possédé » ; il suffit de regarder les photos prises le jour de la signature de la convention pour s'en convaincre ! En outre, la mise au point de la convention s'est faite avec les avocats de Victor Vasarely. Laisser supposer que l'Université a profité de la fragilité de Vasarely est donc infondé.

2. La convention conclue entre Vasarely et l'Université prévoyait que la Fondation subsisterait en tant que telle, mais que l'Université en conséquence en assurerait le déficit d'exploitation (chronique à l'époque) et que place serait faite à ses représentants au sein du conseil d'administration. Les universitaires ne sont donc pas entrés « en force » dans le conseil d'administration, puisque leur participation était expressément prévue par la convention en contrepartie de la garantie accordée par l'Université. Plus encore, la plupart d'entre eux, dont le doyen Debassch, ont été nommés et renouvelés par l'artiste lui-même.

3. On soulignera en outre que le conseil d'administration n'est pas composé majoritairement d'universitaires comme il est laissé entendre : les universitaires ne sont en effet que neuf sur dix-huit membres, dont sept désignés par Victor Vasarely. Parmi les neuf autres membres on compte l'artiste et une partie de sa famille ainsi que trois représentants de l'Etat. On notera d'ailleurs que, au conseil du 22 juillet 1992, le représentant du préfet des Bouches-du-Rhône a fermement signifié qu'il était le seul à pouvoir s'exprimer au nom de l'Etat ; s'exprimant alors, il

n'a nullement constaté que la lettre des statuts n'était pas respectée.

4. Par ailleurs, la lecture de l'article donne l'impression que la Fondation était chargée de la gestion de l'ensemble des œuvres de Vasarely. Il n'en est rien. Celui-ci continuait avec sa famille à commercialiser sa propre production et à réaliser des expositions et des ventes pour son propre compte, indépendamment de la Fondation et de l'Université.

5. Il ne peut non plus être fait reproche à la Fondation - et indirectement à l'Université - de n'avoir rien organisé pour servir « le renom de l'artiste ». En effet, la Fondation aurait été bien en peine de mettre sur pied expositions et rétrospectives, tout simplement parce que l'essentiel des tableaux originaux était en possession de l'artiste ou de sa famille.

6. L'Université ne porte pas d'accusations quant aux conditions d'existence de Vasarely depuis la mort de son épouse. Elle fait simplement état des déclarations du propre fils de Victor Vasarely lors du conseil d'administration du 3 juillet 1991 consignées au procès-

verbal. C'est là qu'il est question de séquestration.

7. Pendant douze ans, l'institution universitaire a fait le maximum pour préserver et valoriser le patrimoine culturel de l'artiste, conformément au vœu de celui-ci et avec le respect pour le fichier central et les données disponibles auprès des pharmacies hospitalières, preuve de l'organisation défectueuse du système.

8. Les universitaires - fonctionnaires de l'Etat - qui, ayant accompli leur tâche dans l'intérêt général, se voient insultés et insultés par un magistrat municipal, ignorant visiblement le contenu exact des accords et des relations entre l'Université et Victor Vasarely, demandent à l'Etat d'assurer son devoir de protection à leur égard.

EN BREF

□ Erick Schmitt soupçonné d'avoir commis des « attaques de banque » avant la prise d'otages de Neully. L'homme qui avait pris en otages des élèves d'une école de Neuilly-sur-Seine est soupçonné d'avoir commis auparavant deux attaques à main armée contre une agence American Express d'Antibes (Alpes-Maritimes), selon *Libération* du 27 juillet. A deux reprises, le 29 mai 1990 et le 18 août 1992, 200 000 puis 700 000 francs avaient été dérobés dans cette succursale bancaire par un homme portant moustaches et lunettes, et prétendant porter une ceinture d'explosifs. Or, un employé de l'agence American Express assure reconnaître son agresseur sur les photos du preneur d'otages diffu-

sées dans la presse après la mort, le 15 mai, de celui qui s'était surnommé *Human Bomb*. Aussi le parquet de Grasse a-t-il ouvert une information judiciaire pour vols à main armée : cette information ne vise évidemment pas Erick Schmitt dont le décès a été l'acte public en ce qui le concerne - mais des complicités éventuelles.

□ Michel Sydor avoue le meurtre de Jessica. Le suspect interpellé par les gendarmes après l'enlèvement de Jessica, sept ans et demi, d'une fille de village à Vacheresse (Haute-Savoie), a avoué, après vingt quatre heures de garde-à-vue (le Monde du 28 juillet). Michel Sydor, un ferrailleur de 64 ans, déjà condamné pour le meurtre de son épouse en 1964 à la

prison à perpétuité, mais libéré en 1982, a été mis en examen par le juge d'instruction du tribunal de grande instance de Thonon-les-Bains, pour enlèvement, par fraude ou violence, d'un mineur de moins de quinze ans, pour vol et meurtre. Le corps de l'enfant avait été retrouvé à quelques mètres de la maison de Michel Sydor, qui avait été identifié au moment de l'enlèvement par deux jeunes garçons.

□ Deux nouvelles victimes dans l'explosion de l'usine Metaleurop. Bruno Bidimost, trente-six ans, et Dany Cousteau, trente-huit ans, ont succombé, lundi 26 et mercredi 28 juillet au centre hospitalier de Lille, à leurs brûlures. Ces décès portent à neuf le bilan de la catastrophe de la fonderie de plomb et

de zinc située à Noyelles-Godault (Pas-de-Calais).

□ Retrait de neuf tests de dépistage du virus du sida : un numéro vert pour l'information du public. Après la révélation du retrait du marché de neuf tests de dépistage du virus du sida en raison de leur médiocre efficacité (le Monde du 28 juillet), le cabinet du ministre délégué à la Santé a annoncé, mardi 27 juillet, que le numéro de téléphone gratuit de Sida info service - 05-36-66-36 - est à la disposition du public, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. « Toutes les lignes » de ce service étaient occupées dès le 27 juillet au soir et étaient encore dans la matinée du mercredi 28 juillet.

CARNET DU Monde

Naissances

Hervé ETIENNE
et Susan GREENWOOD-ETIENNE
et Lucas
ont la joie d'annoncer la naissance de
Tobias, Jean, William,
le 26 juin 1993, à Paris.

Décès

M. et M^{me} Xavier de Bernardi,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jacques de Bernardi,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Jeanne Froment,
M. Jean-Louis Kervenn-Roque,
M. et M^{me} Antoine Roque,
M. et M^{me} Hervé Kervenn
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Jacques Bertrand
et leurs enfants,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean-François de BERNARDI,
survenu le 27 juillet 1993, dans sa cin-
quante-neuvième année, entouré de
l'affection de tous les siens.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 30 juillet, à 14 heures, en
l'église Notre-Dame d'Auteuil,
Paris-16.

L'inhumation aura lieu dans la plus
stricte intimité dans le caveau de
famille à Saint-Chéron (Essonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

La direction centrale des Marchés
de capitaux du Crédit lyonnais
a le profond regret de faire part du
décès de
M. Jean-François de BERNARDI,
directeur de la Bourse.

La cérémonie religieuse aura lieu en
l'église Notre-Dame d'Auteuil, 2, place
d'Auteuil, Paris-16^e, le vendredi
30 juillet 1993, à 14 heures.

Christophe et Athena's Bouvet,
leurs enfants,
Ses proches,
ont la tristesse de faire part du décès de
Sylviane BOUVET,
survenu le 25 juillet 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 29 juillet, à 8 h 30, en l'église
Saint-Eustache, à Paris.

Pierre, ses enfants
et petits-enfants,
Les amis de Pierre et Josette,
ont la tristesse de faire part du décès de
Josette CAMPAGNE,
survenu le 23 juillet 1993, à Maurin
(Hérault).

Les obsèques ont eu lieu le 24 juillet,
dans l'intimité familiale.

55, plan de l'Arrol,
Maurin 34970 Lattes.

On annonce le décès, survenu à
Londres, le 27 juillet 1993, de
André de CORRAL.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« En marchant sur la grande route,
soudainement, oui, soudainement... »

Angers.

Le docteur Jacques Desnos,
M. et M^{me} Jean-François Desnos,
Antoine et Laurence,
Le docteur et M^{me} Michel Desnos,
Julienne et Marie,
M. et M^{me} Boillard-Desnos,
Alice et Nicolas,
M. et M^{me} Gilles Desnos,
Julien, Fanny et Camille,
M. et M^{me} Bertrand de Kerautem,
M. et M^{me} Philippe Jaffard,
M. et M^{me} Deamut,
Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Desnos,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Jacqueline DESNOS,
née Jaffard.

La cérémonie religieuse a été célé-
brée le mardi 27 juillet 1993, à 15 h 30,
en l'église du Thourail (Maine-et-
Loire), suivie de l'inhumation au cime-
tière du Thourail.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Saint-Aignan,
49100 Angers.
Avenue Bougaud,
38640 Clais.
114, rue avenue de Versailles,
75016 Paris.
14, avenue Paul-Appell,
75014 Paris.
26, rue du Docteur-Guichard,
49000 Angers.

Nina Glaser,
sa compagne,
Marysia et Jacques Prentki,
ses parents,
Marc, Alex, Guillaume
et Mathieu Prentki,
son frère et les siens,
Liliane Glaser,
Ainsi que toute la famille et ses nom-
breux amis,
ont la douleur d'annoncer la mort de
Pierre PRENTKI,
survenue le 24 juillet 1993.

Il venait d'avoir quarante ans.

Bernard et Chantal Lepere,
Jean-François Doucet,
Philippe Doucet,
Bo et Anne-Marie Dahlgren-Doucet,
ses enfants,
Cécile, Anika et Martin,
ses petits-enfants,
M^{me} Bonneau,
sa compagne,
Les familles Bonneau, Morin
et Déléau,
ont la tristesse de faire part du décès, le
20 juillet 1993, dans sa soixante-dix-
neuvième année, de
Jean-Emile DOUCET.

Selon la volonté du défunt, son corps
a été incinéré dans la plus stricte inté-
rité au crématorium du Père-Lachaise,
le mardi 27 juillet.

26, rue Adrien-Lemoine,
93300 Pontoise.
89, rue de Picpus,
75012 Paris.

Françoise Dreyfus,
ses enfants et petits-enfants,
Olivier et Maud Hatzfeld,
leurs enfants et petits-enfants,
Henri et Geneviève Hatzfeld,
leurs enfants et petits-enfants,
Claire Hatzfeld,
Les familles Mantoux, Rouvre
et Conte,
ont le chagrin de faire part de la mort
de leur père, grand-mère, arrière-
grand-mère et tante,
M^{me} Jean HATZFELD,
née Georgine Dreyfus,

qui s'est éteinte le 25 juillet 1993, dans
sa cent troisième année.

L'enterrement a eu lieu le 27 juillet,
dans l'intimité familiale.

43, boulevard de Glatigny,
78000 Versailles.
12, avenue Jean-Moulin,
appartement 53,
93100 Montreuil.
4, rue du Docteur-Bernheim,
54000 Nancy.
54, rue du Général-Delestraint,
75016 Paris.

Nous avons appris le décès de
Eric LARGILLIÈRE,
rétrologue au Monde,

survenu accidentellement le 22 juillet
1993.

Les obsèques seront célébrées le
jeudi 29 juillet, à 15 h 45, en l'église
Saint-Gervais-Saint-Protais, à Pierre-
fitte-sur-Seine (Seine-Saint-Denis).

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Fontchaillou, à Villeneuve (Seine-
Saint-Denis), vers 16 h 45.

[Eric Largillière est mort à la suite d'un accident
de moto survenu sur le boulevard périphérique,
après ses services au journal. Né le 17 février
1954, il était retourné au Monde depuis janvier
1986 et titulaire d'un mandat de délégué du per-
sonnel. La direction du groupe Le Monde, au nom
de l'ensemble de ses collaborateurs, exprime à sa
famille ses sincères condoléances.]

Dans l'attente de la résurrection,
le commissaire général de division (CR)

Jean PASCAUD,
ancien maître du Menoux,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre national
du Mérite,
valeur militaire,
commandeur de l'Ordre
des Palmes académiques.

S'est endormi dans la paix du Seigneur,
le 26 juillet 1993, à l'âge de soixante-
quatre ans.

Jeanne-Marie Pascaud, née Charif,
son épouse,
Jean-Marie
et Marlène Ouyard-Pascaud,
Jean-Claude
et Geneviève Bocane-Pascaud,
Fabienne Pascaud,
ses enfants,
Jean-Baptiste, Xavier, Antoine,
Annelise, Marie-Cécile, Jean-Philippe
et Paul,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
en font part dans la peine.

Ni fleurs ni couronnes, mais des
prières et des messes.

La levée de corps aura lieu à l'hôpital
du Val-de-Grâce, le vendredi 30 juillet,
à 9 h 15.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le même jour en l'église du Menoux
(Indre), suivie de l'inhumation dans le
caveau de famille.

5, rue Haute,
36200 Le Menoux.

CARNET DU MONDE

Renseignements :
40-65-29-84 ou 40-65-29-86

Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques : 100 F
Abonnés et adhérents : 80 F
Communications diverses : 105 F
Thèmes éditoriaux : 60 F

Les lignes en capitales grasses
sont facturées sur la base de
deux lignes. Les lignes en blanc
sont obligatoires et facturées.
Minimum 10 lignes.

Albert ROLIN,
survenu le 26 juillet 1993, dans sa
soixante-builième année.

Les obsèques auront lieu à Vicherey
(Vosges), le vendredi 30 juillet, à
14 h 30.

« Gémissons, gémissons, gémissons,
mais espérons. »

Jean-Marc Peyrouzet,
Dorothee
et Rudolph Schiesser-Peyrouzet
et leur fils Adrian,
Gauthier Peyrouzet
et Anna Garcia-Sinieriz,
Le docteur
et M^{me} Augustin Vandaele,
Marc et Claude Vandaele-Meun
et leurs enfants,
Christian
et Monique Rolloy-Vandaele
et leurs enfants,
Christian et Françoise Vandaele-
Thomas
et leur fille,
ont la profonde tristesse de faire part
du décès de
Brigitte
PEYROUZET-VANDEALE,
survenu le 26 juillet 1993.

Les obsèques auront lieu le jeudi
29 juillet, à 14 heures, en l'église Saint-
Charles de Monceau.

2, rue de Phalsbourg,
75017 Paris.

Françoise Quiquerez,
Vassia et Youri,
Et toute la famille Globa,
ont le chagrin d'annoncer la mort de
Jean-Louis QUIQUEREZ,
survenue accidentellement le 21 juillet
1993, à Saint-Frux (Vaud).

« Et sortir vainqueur de la fête, c'est
lorsque cette main sur notre épaule
nous murmure : Pas si vite... »
René Char.

52, chemin des Verjus,
1212 Grand-Lancy (Genève).

M^{me} Marguerite Randriamampita,
son épouse,
Martini et Danielle,
Marianne et Pierre,
ses enfants,
Pascale et René, Guillaume
et Brigitte, Olivier et Jeanne, Clotilde
et François, Frédéric et Lisa,
ses petits-enfants,
Mathieu, Armelle, Renaud, Cécile,
Baptiste,
ses arrière-petits-enfants,
Et les familles de Madagascar et de
France qui l'ont entouré et qu'il a
aimées,
ont la tristesse de faire part du décès de
Raymond RANDRIAMAMPITA,
le 21 juillet 1993, à l'âge de quatre-
vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité, le 26 juillet.

De la part de
Marianne Ventura,
son épouse,
Nicole et Gilles Berli,
Catherine et Michel Vaputra,
ses enfants.

L'inhumation aura lieu le vendredi
30 juillet, au cimetière du Montpar-
nasse, 3, rue Edgar-Quinet, Paris-14.
Réunion à la porte principale à 9 h 15.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

Remerciements

M^{me} Henry-Charles Gallenca,
dans l'impossibilité de répondre per-
sonnellement à tous ceux qui lui ont
manifesté, par leur présence ou leurs
messages, leur sympathie et leur affec-
tion lors du rappel à Dieu de son
époux.

M. Henry-Charles GALLENCA,
les prie de trouver ici l'expression de sa
vive reconnaissance.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
des 26-27 juillet 1993

UNE LOI
n°93-949 du 26 juillet 1993
relative au code de la consommation
(partie législative).

UN ARRÊTÉ
du 29 juin 1993 portant création
de l'Ecole supérieure des inspec-
teurs de la police nationale de
Toulouse.

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

Ecole Polytechnique

(Par ordre de mérite)

OPTION P¹

Michel Jullier (1^{er}), Véronique Terra (2^e),
Hugues de Carpentier (3^e), Dimitri Spo-
linski (4^e), Bruno Cohen (5^e), Benoît Lem-
onier (6^e), Laurence Colombet (7^e), Nicolas
Foyas (8^e), Thibaut Charrier (9^e), Stéphane
Oblat (10^e), Arthur Couratier (11^e), François
Bordas (12^e), Florence Roussel (13^e), Vincent
Legros (14^e), Matthieu Fied (15^e), Damien
Radic (16^e), Guillaume Oubay (17^e), Thomas
Leclet (18^e), Cyrille Varier (19^e), Luc Adier-
Perret (20^e), Arnaud Casson (21^e), Olivier
Rabier (22^e), Aliette Chapron (23^e), Brice Pic-
chard (24^e), Benoît Perron (25^e), Antoine
Dumoulin (26^e), David Fauriol (27^e), Antoine
Proff (28^e), Laurent Fournier (29^e), Martin
Troost (30^e), Frédéric Fradin (31^e), Philippe
Hogeron (32^e), Alexandre Kamenka (33^e),
Samuel Gram (34^e), Olivier Welter (35^e),
David Cohen (36^e), Olivier Orléans (37^e),
Julie Naudin (38^e), Philippe Bordier (39^e),
Pierre-Dominique Fardet (40^e), Louis Assani
(41^e), Antoine Bois (42^e), Nicolas Perkowski
(43^e), Bob Clément (44^e), Laurent Daudet
(45^e), Stéphane Roge (46^e), Bilel Chtat
(47^e), Alexandre Jouis (48^e), Franck Hamana
(49^e), Thibaut Marrel (50^e), Étienne Fournier
(51^e), Étienne Bouchet (52^e), Rami Ghalib
(53^e), Emmanuel Mandoulet (54^e), Luc Rever-
et (55^e), Jean-Lin Despoint (56^e), Sébastien de
Bion (57^e), Vincent Siegfert (58^e), Jean-Claude
Lassus (59^e), Stéphane (60^e), Christine Foux
(61^e), Fabrice Marrel (62^e), Vincent Bouchet
(63^e), Fabrice Marrel (64^e), Vincent Bouchet
(65^e), Fabrice Marrel (66^e), Vincent Bouchet
(67^e), Fabrice Marrel (68^e), Vincent Bouchet
(69^e), Fabrice Marrel (70^e), Vincent Bouchet
(71^e), Fabrice Marrel (72^e), Vincent Bouchet
(73^e), Fabrice Marrel (74^e), Vincent Bouchet
(75^e), Fabrice Marrel (76^e), Vincent Bouchet
(77^e), Fabrice Marrel (78^e), Vincent Bouchet
(79^e), Fabrice Marrel (80^e), Vincent Bouchet
(81^e), Fabrice Marrel (82^e), Vincent Bouchet
(83^e), Fabrice Marrel (84^e), Vincent Bouchet
(85^e), Fabrice Marrel (86^e), Vincent Bouchet
(87^e), Fabrice Marrel (88^e), Vincent Bouchet
(89^e), Fabrice Marrel (90^e), Vincent Bouchet
(91^e), Fabrice Marrel (92^e), Vincent Bouchet
(93^e), Fabrice Marrel (94^e), Vincent Bouchet
(95^e), Fabrice Marrel (96^e), Vincent Bouchet
(97^e), Fabrice Marrel (98^e), Vincent Bouchet
(99^e), Fabrice Marrel (100^e), Vincent Bouchet

OPTION M¹

Basile Audouin (1^{er}), Patrick Popescu (1^{er}),
Gilles-Grégoire Bouchet (2^e), Rami Ghalib
(3^e), Thomas Chénier (4^e), Grégoire Favre-
ville (5^e), Mathieu Joubert de Naudin (7^e),
Léon (8^e), Jean-Louis Despoint (9^e), Jean-Claude
Lassus (10^e), Antoine Bois (11^e), Nicolas Per-
kowski (12^e), Bob Clément (13^e), Laurent Daudet
(14^e), Stéphane Roge (15^e), Bilel Chtat (16^e),
Alexandre Jouis (17^e), Franck Hamana (18^e),
Thibaut Marrel (19^e), Étienne Fournier (20^e),
Étienne Bouchet (21^e), Rami Ghalib (22^e),
Emmanuel Mandoulet (23^e), Luc Reveret (24^e),
Jean-Lin Despoint (25^e), Sébastien de Bion
(26^e), Vincent Siegfert (27^e), Jean-Claude
Lassus (28^e), Stéphane (29^e), Christine Foux
(30^e), Fabrice Marrel (31^e), Vincent Bouchet
(32^e), Fabrice Marrel (33^e), Vincent Bouchet
(34^e), Fabrice Marrel (35^e), Vincent Bouchet
(36^e), Fabrice Marrel (37^e), Vincent Bouchet
(38^e), Fabrice Marrel (39^e), Vincent Bouchet
(40^e), Fabrice Marrel (41^e), Vincent Bouchet
(42^e), Fabrice Marrel (43^e), Vincent Bouchet
(44^e), Fabrice Marrel (45^e), Vincent Bouchet
(46^e), Fabrice Marrel (47^e), Vincent Bouchet
(48^e), Fabrice Marrel (49^e), Vincent Bouchet
(50^e), Fabrice Marrel (51^e), Vincent Bouchet
(52^e), Fabrice Marrel (53^e), Vincent Bouchet
(54^e), Fabrice Marrel (55^e), Vincent Bouchet
(56^e), Fabrice Marrel (57^e), Vincent Bouchet
(58^e), Fabrice Marrel (59^e), Vincent Bouchet
(60^e), Fabrice Marrel (61^e), Vincent Bouchet
(62^e), Fabrice Marrel (63^e), Vincent Bouchet
(64^e), Fabrice Marrel (65^e), Vincent Bouchet
(66^e), Fabrice Marrel (67^e), Vincent Bouchet
(68^e), Fabrice Marrel (69^e), Vincent Bouchet
(70^e), Fabrice Marrel (71^e), Vincent Bouchet
(72^e), Fabrice Marrel (73^e), Vincent Bouchet
(74^e), Fabrice Marrel (75^e), Vincent Bouchet
(76^e), Fabrice Marrel (77^e), Vincent Bouchet
(78^e), Fabrice Marrel (79^e), Vincent Bouchet
(80^e), Fabrice Marrel (81^e), Vincent Bouchet
(82^e), Fabrice Marrel (83^e), Vincent Bouchet
(84^e), Fabrice Marrel (85^e), Vincent Bouchet
(86^e), Fabrice Marrel (87^e), Vincent Bouchet
(88^e), Fabrice Marrel (89^e), Vincent Bouchet
(90^e), Fabrice Marrel (91^e), Vincent Bouchet
(92^e), Fabrice Marrel (93^e), Vincent Bouchet
(94^e), Fabrice Marrel (95^e), Vincent Bouchet
(96^e), Fabrice Marrel (97^e), Vincent Bouchet
(98^e), Fabrice Marrel (99^e), Vincent Bouchet
(100^e), Fabrice Marrel (101^e), Vincent Bouchet

École spéciale militaire de Saint-Cyr

(Par ordre de mérite)

SCIENCES

Xavier Baudou (1^{er}), Sébastien Godard (2^e),
Christophe Delat (3^e), Adrien Fédin (4^e), Jérôme
Auguste (5^e), Walter Akonou (6^e), Eric
Deyat (7^e), Guillaume Finget (8^e), Étienne
Dalle (9^e), Jean-Luc Fournier (10^e),
Rodolphe Hardy (11^e), Remy Bonnet (12^e),
Sylvain Frenaud (13^e), Eric Magonin (14^e),
Hervé Baudou (15^e), Jérôme Haillet (16^e),
Sébastien Mordelet (17^e), Emmanuel Daudin
(18^e), Eric Maraval (19^e), Xavier Bredet (20^e),
Alain Blouin (21^e), Nicolas Benoit (22^e),
Samuel Machet (23^e), Christophe Aillbert
(24^e), Sébastien Fournier (25^e), Olivier Legrand
(26^e), Eric Konieczko (27^e), Eric Lemaire (28^e),
Yves André (29^e), Luc Furet (30^e), Dominique
Gastin (31^e), Sébastien Paillet (32^e), François
Baud (33^e), Laurent Elor (34^e), Benjamin
(35^e), François Ledoux (36^e), David Perrot
(37^e), Stéphane Henry (38^e), Guillaume Lory
(39^e), Jean-Michel Chapoteau (40^e), Benjamin
de Cruz (41^e), Henri d'Alencan (42^e), Chris-
tophe Benoit (43^e), Frédéric Chabot (44^e),
Frédéric Vola (45^e), Joffrey Gambier (46^e),
Thierry Cappe (47^e), Martial Garter (48^e),
Christophe Dammehoff (49^e), Michel Gar-
cia (50^e), Emmanuel Fournier (51^e), Stéphane
Martignat (52^e), Benoît Saint-Louis (53^e),
Philippe Soudry (54^e), François Car-
rel (55^e), François-Martin (56^e), Fran-
çois-Xavier Babinet (57^e), Stéphane Castel
(58^e), Quentin Juge (59^e), Julien Dubin (60^e),
Guillaume Huet (61^e), Emmanuel Coyne (62^e),
Caroline Seymar (63^e).

Thomas Jeannot (1^{er}), Guillaume de Seroy
(2^e), Charles Lemaire (3^e), Jean-Baptiste
Jérôme Vassier (4^e), Jérôme de la Brosse (5^e),
Guillaume de Karmel de Kerveno (7^e), Ber-

trand Hinz (8^e), Thierry Hervieu (9^e), Guil-
laume Benquet (10^e), Pierre Chénier (11^e),
Jean-Christophe Doucet (12^e), Erwan Pouil-
let (13^e), Nicolas Ruffin (14^e), Olivier
André (15^e), Arnaud Juret (16^e), Emmanuel
Devigne (17^e), Thibaut Gardier de Soos (18^e),
Nicolas Simond (19^e), Édouard Raynaud (20^e),
Jean-François Anet (21^e), Cyril de Jerniphan
(22^e), Guillaume Quenot (23^e), Robert de
Carné de Lamoignon (24^e), Alamy Boudet de
Reals (25^e).

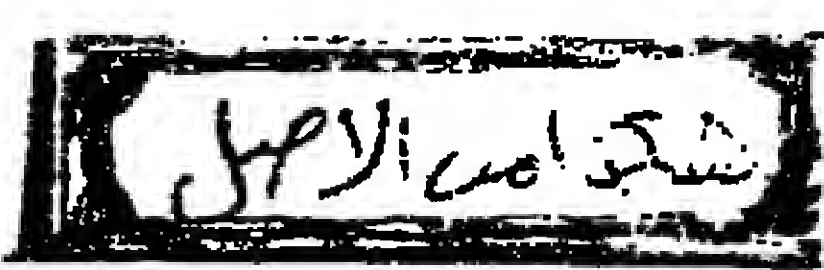
LETTRES

Hervé Pierre (1^{er}), Frédéric Danigo (2^e), Eric
Baldouin (3^e), Jérôme Bourgeois (4^e), Jean-
Luc Villenave (5^e), Guillaume Fouchet (6^e),
Jean-Jacques Fautin (7^e), Christophe Le Rayet
(8^e), Sébastien Fournier (9^e), Laurent Fauriol
(10^e), Pierre-Olivier Marchand (11^e), Constant
Cayla (12^e), Jérôme Tatin (13^e), Luc Rostier
(14^e), Loïc Girard (15^e), Jean-Pierre (16^e),
Xavier Thibaut (17^e), Remy Rousseau (18^e),
Laurent Seiller (19^e), Paul Bury (20^e), Gil Ro-
land (21^e), Armand Aurélien (22^e), Sébastien
Nils (23^e), Rudy Gaspard (24^e), David Ledoux
(25^e), Frédéric Martineau (26^e), Romain de
Cadenat (27^e), Laurent Mangin (28^e), Jean-
Baptiste (29^e), Grégoire de Porton de
Bois (30^e), Christophe Aurélien (31^e), Sébastien
Pomery (32^e), Vincent Caille (33^e), Nicolas
Delort (34^e), Philippe Doyet (35^e), Sylvain
Trévis (36^e), Stéphane Rouquayrol (37^e),
Michel Sage (38^e), Stanislas Rouquayrol (39^e),
Alain de (40^e), Jean-Louis Raza (41^e), Philippe Baillet
(42^e), Loïc Boudier (43^e), Arnaud Flinot (44^e),
Alexis de (45^e), Jean-Louis Raza (46^e), Philippe Baillet
(47^e), Loïc Boudier (48^e), Arnaud Flinot (49^e),
Christian Chassagny (50^e), Anne-Henry Budan
de Rostov (51^e), Jean-Baptiste (52^e), Jean-
cois-Régis Legrier (53^e), Anoukane Kalla
(54^e).

SCIENCES ÉCONOMIQUES

Thomas Jeannot (1^{er}), Guillaume de Seroy
(2^e), Charles Lemaire (3^e), Jean-Baptiste
Jérôme Vassier (4^e), Jérôme de la Brosse (5^e),
Guillaume de Karmel de Kerveno (7^e), Ber-

trand Hinz (8^e), Thierry Hervieu (9^e), Guil-
laume Benquet (10^e), Pierre Chénier (11^e),
Jean-Christophe Doucet (12^e), Erwan Pouil-
let (13^e), Nicolas Ruffin (14^e), Olivier
André (15^e), Arnaud Juret (16^e), Emmanuel
Devigne (17^e), Thibaut Gardier de Soos (18^e),
Nicolas Simond (19^e), Édouard Raynaud (20^e),
Jean-François Anet (21^e), Cyril de Jerniphan
(22^e), Guillaume Quenot (23^e), Robert de



NS AUX GRANDES ÉCOLES
Ecole Polytechnique

(Publicité)

Pendant que tout le monde
cherche des raisons de licencier,
nous avons trouvé
500 raisons d'embaucher.

éciale militaire
Saint-Cyr

AGREGATION

LE GROUPE ACCOR
S'ENGAGE À CRÉER
500 EMPLOIS NOU-
VEAUX EN 18 MOIS.
De plus, 1200 collabora-
teurs seront recrutés pour
acquérir une qualification
professionnelle. Pour res-
ter leader dans un monde
toujours plus instable, nous

pensons que pour créer
des emplois, nous devons
d'abord créer des métiers.
Pour donner un véritable
avenir à tous ceux que nous
engagerons dans les années
qui viennent. De nouveaux
métiers pour de nouveaux
emplois, c'est non seule-
ment plus de stabilité

mais aussi plus de puis-
sance et d'assurance face
à l'avenir. Pour nous,
c'est préserver les em-
plois d'aujourd'hui autant
que ceux de demain.
C'EST AUSSI NOTRE
FAÇON DE RENDRE
NOS CLIENTS PLUS
HEUREUX.



S CROISÉS

ÉCONOMIE

BILLET

Autocritique japonaise

Le gouvernement japonais a admis qu'une politique économe a été partiellement à l'origine de la « bulle financière », conséquence de spéculations boursières et foncières effrénées de la fin des années 80, et de la récession qui a suivi. C'est la première fois, commente l'Asahi, que le gouvernement reconnaît dans un document officiel ses erreurs.

Dans son Livre blanc annuel sur l'économie, publié mardi 27 juillet, et intitulé « Enseignements de la « bulle » financière et nouveaux défis pour le développement », l'Agence japonaise de planification économique (APE) écrit que la politique fiscale menée afin de pallier les effets de la valorisation du yen — avec notamment un abaissement du taux d'escompte facilitant exagérément le crédit — a entraîné une surchauffe de l'économie qui « n'a apporté que des inconvénients ». La « bulle » — résultat d'une augmentation précipitée et artificielle de la valeur du terrain et des actions en Bourse — a atteint le montant faramineux de 489 000 milliards de yens (environ 24 450 milliards de francs) à la fin de la décennie 80, soit 1,4 fois le montant du produit national brut (montant ramené à 404 000 milliards en 1992, soit 88 % du PNB).

En 1992, l'APE avait estimé que la politique gouvernementale n'avait joué qu'un rôle mineur dans la formation de la « bulle » et la récession qui suivit. Le directeur de l'APE, Takao Komine, a déclaré cette année à la presse que reconnaître les erreurs du gouvernement était un moyen de restaurer la confiance du public. L'APE souligne notamment les effets négatifs de la « bulle » sur les consommateurs (disparité dans la distribution des revenus). Pour les économistes de l'Agence, le fond de la vague récessionniste a été atteint dans la première partie de l'année fiscale 1993 (qui s'achève en mars) mais la reprise, au cours de la seconde moitié, sera plus lente que prévu en raison de la forte appréciation du yen et des conséquences durables de la « bulle ».

Afin de remédier au surplus commercial, l'APE préconise des mesures de stimulation de l'économie et une amélioration du niveau de vie. Elle attribue la reprise attendue à plusieurs facteurs : un affermissement de la demande en logements et en biens durables ; une liquidation, pratiquement terminée, des stocks ; une activité plus soutenue à la Bourse ; et l'effet des mesures de relance décidées en août 1992 qui devraient se faire sentir dans les prochains mois.

Pour l'APE, la hausse du yen aura un faible effet sur la réduction des excédents mais une appréciation de 10 %, de la monnaie nationale devrait se traduire par une baisse de 1,03 % des prix à la consommation. Une autre enquête montre que les consommateurs semblent se dégaier progressivement de leur attente. Un regain de confiance s'est manifesté en avril et en juin, pour la première fois en neuf mois, reflétant les perspectives plus positives offertes par le marché du travail.

PHILIPPE PONS

EN BREF

Des agriculteurs de la Coordination rurale détruisent des produits importés près de Toulouse. — Quelque quatre cents agriculteurs de la Coordination rurale ont contrôlé durant trois heures, dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 juillet, les camions passant au péage autoroutier du sud de Toulouse et déversé puis brûlé le chargement d'une dizaine de véhicules contenant des produits importés. Venus des départements de Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Lot-et-Garonne et Dordogne, les manifestants s'en sont pris à des cargaisons de melons et de poivrons espagnols, de viande de porc tchèque ayant transité par l'Espagne, de kiwis

néo-zélandais, de pommes chiliennes et de vin blanc espagnol conditionné en France.

Visite d'une délégation du patronat français en Algérie. — Une délégation du Conseil national du patronat français (CNPF) a achevé mardi 27 juillet une visite de trois jours en Algérie. La délégation, qui s'est particulièrement intéressée aux mécanismes de marché, a notamment rencontré les ministres de l'Industrie et des Mines, Belkacem Béharbi, du Commerce, Mustapha Magroui, du Trésor, Ahmed Benbitour, ainsi que le gouverneur de la Banque d'Algérie, Abdelwahab Keramane.

Pour tenir compte des contraintes budgétaires

Le gouvernement veut avancer avec pragmatisme et prudence sur le terrain de la décentralisation

Ambitieux et volontariste dans le domaine de l'aménagement du territoire, le gouvernement veut avancer avec prudence sur le terrain de la décentralisation. Dans l'esprit de Daniel Hoefel, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des collectivités locales, qui présentait une communication mercredi 28 juillet au conseil des ministres, les collectivités locales ont « davantage besoin de stabilité que de nouveaux bouleversements institutionnels ». Si des transferts supplémentaires de compétences doivent être envisagés, il faudra « tenir compte des contraintes budgétaires qui pèsent tant sur elles que sur l'Etat ».

Le gouvernement Balladur juge positif le mouvement de décentralisation engagé en 1981 par la gauche, notamment par Gaston Defferre, puisque les collectivités ont fait la preuve, selon Maignon et le ministre de l'Intérieur, de leur « capacité à prendre en charge les

compétences que l'Etat leur a transférées, la décentralisation ayant permis de rendre la décision et le service public plus proches du citoyen ».

Cependant, à cause de l'accumulation de textes législatifs et réglementaires successifs au fil des ans, une certaine confusion s'est installée dans les tâches qui reviennent aux communes, aux départements et aux régions et celles qui restent à l'Etat, et le législateur n'a pas suffisamment précisé « la collectivité chef de file ». D'où un besoin de clarification et de mise à jour des compétences réciproques, la réflexion devant être conduite en coopération avec les associations nationales d'élus locaux « en vue de présenter au Parlement des textes clarifiant les compétences et les responsabilités et simplifiant les procédures ». Cinq domaines sont plus particulièrement concernés :

• L'environnement : une remise en ordre s'impose car toutes les collectivités locales manifestent dans ce secteur une pressante envie d'agir. Le gouvernement compte poursuivre la décentralisation sur ce terrain, notamment pour la gestion et la police de l'eau, le traitement des déchets, la protection du patrimoine naturel et des paysages ;

• L'aide sociale : c'est dans ce domaine que les compétences de l'Etat et des collectivités sont sans doute les plus imbriquées pour des missions qui se chiffrent en dizaines de milliards de francs. La ligne de partage entre dépenses d'hébergement ou dépenses liées aux soins aboutit à des situations inextricables et très différentes d'un département à l'autre lorsqu'il s'agit des personnes âgées ou handicapées ;

• L'urbanisme : la commune ayant reçu les compétences générales en matière de droit du sol, des conflits d'utilisation de l'espace surgissent souvent puisque l'Etat a, lui, la responsabilité des grandes infrastructures. Le gouvernement souhaite que les départements puissent, eux aussi, faire valoir leurs priorités d'aménagement du territoire et leurs choix géographiques d'équipements ;

• La formation professionnelle : l'idée est d'accroître le rôle des régions — déjà très important — pour la formation des jeunes de seize à vingt-cinq ans ;

• Le rôle économique des collectivités locales : la place du département dans les systèmes d'aides aux entreprises n'est pas nettement définie. L'objectif gouvernemental est triple : efficacité, clarté et cohérence

des aides « sans que les collectivités se substituent au secteur bancaire ».

Si les compétences des collectivités doivent être mieux définies, elles doivent être aussi mieux exercées. C'est pourquoi, le gouvernement veut rendre plus efficace la gestion des services publics locaux, industriels ou administratifs. Le cadre juridique du « marché d'entreprise et de travaux publics » — formule à laquelle a recouru la région Ile-de-France pour la construction et l'entretien des lycées — sera défini avec soin car il est source de contentieux.

Enfin, le gouvernement a annoncé son intention de réformer l'organisation du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), dont beaucoup jugent le fonctionnement trop coûteux, d'améliorer le déroulement de carrières des fonctionnaires territoriaux et de réaliser un code des collectivités rassemblant toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Le gouvernement affirme que cet approfondissement de la décentralisation sera entrepris « sans esprit dogmatique » mais avec pragmatisme et le souci de « ne pas remettre en cause les acquis de dix ans d'expérience ».

FRANÇOIS GROSCHARD

Comme prévu en 1989

Le Crédit lyonnais va détenir Altus en totalité

Comme prévu il y a quatre ans, lors de l'entrée du Crédit lyonnais dans le capital d'Altus finance — qui n'était encore que Thomson-Finance, — la banque va détenir sa filiale à 100 % en faisant l'acquisition de la participation résiduelle de Thomson-CSF dans Altus. Au terme de cette opération, Thomson-CSF portera sa participation directe ou indirecte dans le Crédit lyonnais à 21,56 %.

En 1989, alors que les ressources de Thomson-Finance commençaient à s'amenuiser et que les résultats financiers de Thomson diminuaient, Jean-François Hénin (à l'époque un des responsables de Thomson-Finance) proposa à Alain Gomez, président du groupe Thomson-CSF, de changer de stratégie en recherchant un partenaire bancaire. Plusieurs tentatives se révélèrent infructueuses et ce fut le Crédit lyonnais qui accepta d'être partenaire. Cet accord permettait à Jean-Yves Haberer, président de la banque nationalisée, de faire une percée sur la banque de marché et l'ingénierie sophistiquée pour industriels. Thomson-CSF aménagerait alors un peu plus de 50 % d'abord pour finalement céder 80 % sur trois ans en échange de 14 % du capital de la banque et d'une soutie en titres négociables.

L'ouverture dominicale des magasins

Cinq syndicats et le CID-UNATI demandent une entrevue au ministre du travail

Cinq organisations syndicales de la région parisienne, la CGT, FO, la CFTC, la CFE-CGC, et le SYCOPA-CFDT (Syndicat du commerce de Paris), ainsi que le CID-UNATI (Comité d'information et de défense-Union nationale des travailleurs indépendants), qui représente les petits commerçants, ont publié, mardi 27 juillet, un communiqué commun. Ensemble, ils demandent une entrevue à Michel Giraud, ministre du travail, « pour l'interpeller sur la question du repos dominical afin de faire respecter la législation et les décisions de justice à la société Virgin » et de « réaffirmer le droit au repos hebdomadaire le dimanche, pour tous les salariés du commerce ».

Dans leur texte, les six signataires « dénoncent les faux arguments avancés » par la direction de Virgin Megastore, « les méthodes employées, notamment le chantage à l'emploi, la pression sur les salariés et les horaires ».

Le Monde ÉDITIONS

Le bilan économique des années Mitterrand (1981-1993) sous la direction d'Alain Gélédan

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Réunissant des élus à Lacq (Pyrénées-Atlantiques)

M. Labarrère (PS) organise l'opposition à la privatisation d'Elf-Aquitaine

Réunis autour d'André Labarrère, maire (PS) de Pau et député des Pyrénées-Atlantiques, une centaine d'élus (maires et conseillers généraux de la circonscription) et de syndicalistes d'Elf-Aquitaine ont affirmé, mardi 27 juillet, à Lacq, leur opposition à la privatisation de l'entreprise béarnaise.

Le député socialiste a déclaré que « la privatisation d'Elf-Aquitaine serait une catastrophe », et il a annoncé plusieurs actions de protestation. « Nous devons nous battre contre ce projet de privatisation, car il engage tout l'avenir du Béarn », a-t-il ajouté.

Une opération « ville morte »

M. Labarrère a évoqué, parmi les initiatives envisagées, des « casses » sur le site d'Elf-Aquitaine, à Lacq ; des manifestations de rue, particulièrement à l'occasion de la foire-exposition de Pau, en septembre ; une action municipale avec, peut-être, des grèves dans les mairies ; une opération « ville morte » ; une publicité dans la presse. Le groupe de travail mis en place pour l'occasion sollicitera, aussi, une prise de position du conseil général, de la chambre de commerce et d'industrie, des chambres des métiers et du comité économique et social régional.

Seul membre de la majorité à participer à cette réunion, Lucien Basse-Cathalinat, maire et conseiller général (RPR) de Salles-de-Béarn, a affirmé qu'« Elf-Aquitaine doit continuer à être nationalisée ». S'il soutient la politique de privatisation, en général, M. Basse-Cathalinat souhaite qu'elle « ne se fasse pas » dans des secteurs tels que « la défense et l'approvisionnement pétrolier, notamment ».

Leader européen des fours céramiques

Coudamy est repris par Milhoud

LIMOGES

Leader européen des fours céramiques, Coudamy SA à Limoges (Haute-Vienne), en dépôt de bilan depuis trois mois, est repris par le groupe Milhoud Céro. La décision a été annoncée il y a une semaine. Ce groupe (200 millions de francs de chiffre d'affaires, deux cent quatre salariés), spécialisé dans les broyeurs et basé à Paris, a des unités à Cosnes-sur-Loire (Nièvre), Montargis (Loiret), Nanterre (Seine-Saint-Denis), Limoges (Haute-Vienne) et, dans le département, à Coudamy. En 1984, la firme Faure (quarante-cinq salariés), spécialiste des filtres pour les pâtes à céramique.

Cette reprise, selon le PDG, Roland Milhoud, « se place dans une perspective industrielle ». Sa société s'est lancée dans le créneau encore peu développé de l'environnement et du traitement industriel des déchets. Après les broyeurs et les filtres, les hautes températures se situent dans la logique de cette filière. La reprise s'effectue en partenariat avec une autre société, la CERIC (ingénierie thermique), à proportion de 51 % pour le premier et 20 % pour la seconde. Les deux unités limogeoises, Coudamy et Faure, vont être regroupées dans un même site industriel. Trente salariés de Coudamy sont repris (bureau d'études et secteur commercial) sur les cent vingt qu'elle comptait voici un an.

GEORGES CHATAIN

Le Monde ÉDITIONS

COMMENT PENSER L'ARGENT ? Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

BOURSE DE PARIS 27

Classement	Cote	Différence	Classement	Cote	Différence
1	100		101	100	
2	100		102	100	
3	100		103	100	
4	100		104	100	
5	100		105	100	
6	100		106	100	
7	100		107	100	
8	100		108	100	
9	100		109	100	
10	100		110	100	
11	100		111	100	
12	100		112	100	
13	100		113	100	
14	100		114	100	
15	100		115	100	
16	100		116	100	
17	100		117	100	
18	100		118	100	
19	100		119	100	
20	100		120	100	
21	100		121	100	
22	100		122	100	
23	100		123	100	
24	100		124	100	
25	100		125	100	
26	100		126	100	
27	100		127	100	
28	100		128	100	
29	100		129	100	
30	100		130	100	
31	100		131	100	
32	100		132	100	
33	100		133	100	
34	100		134	100	
35	100		135	100	
36	100		136	100	
37	100		137	100	
38	100		138	100	
39	100		139	100	
40	100		140	100	
41	100		141	100	
42	100		142	100	
43	100		143	100	
44	100		144	100	
45	100		145	100	
46	100		146	100	
47	100		147	100	
48	100		148	100	
49	100		149	100	
50	100		150	100	

Comptes

Classement	Cote	Différence	Classement	Cote	Différence
1	100		101	100	
2	100		102	100	
3	100		103	100	
4	100		104	100	
5	100		105	100	
6	100		106	100	
7	100		107	100	
8	100		108	100	
9	100		109	100	
10	100		110	100	
11	100		111	100	
12	100		112	100	
13	100		113	100	
14	100		114	100	
15	100		115	100	
16	100		116	100	
17	100		117	100	
18	100		118	100	
19	100		119	100	
20	100		120	100	
21	100		121	100	
22	100		122	100	
23	100		123	100	
24	100		124	100	
25	100		125	100	
26	100		126	100	
27	100		127	100	
28	100		128	100	
29	100		129	100	
30	100		130	100	
31	100		131	100	
32	100		132	100	
33	100		133	100	
34	100		134	100	
35	100		135	100	
36	100		136	100	
37	100		137	100	
38	100		138	100	
39	100		139	100	
40	100		140	100	
41	100		141	100	
42	100		142	100	
43	100		143	100	
44	100		144	100	
45	100		145	100	
46	100		146	100	
47	100		147	100	
48	100		148	100	
49	100		149	100	
50	100		150	100	

Hors-c

Classement	Cote	Différence	Classement	Cote	Différence
1	100		101	100	
2	100		102	100	
3	100		103	100	
4	100		104	100	
5	100		105	100	
6	100		106	100	
7	100		107	100	
8	100		108	100	
9	100		109	100	
10	100		110	100	
11	100		111	100	
12	100		112	100	
13	100		113	100	
14	100		114	100	
15	100		115	100	
16	100		116	100	
17	100		117	100	
18	100		118	100	
19	100		119	100	
20	100		120	100	
21	100		121	100	
22	100		122	100	
23	100		123	100	
24	100		124	100	
25	100		125	100	
26	100		126	100	
27	100		127	100	
28	100		128	100	
29	100		129	100	
30	100		130	100	
31	100		131	100	
32	100		132	100	
33	100		133	100	
34	100		134	100	
35	100		135	100	
36	100		136	100	
37	100		137	100	
38	100		138	100	
39	100		139	100	
40	100		140	100	
41	100		141	100	
42	100		142	100	
43	100		143	100	
44	100		144	100	
45	100		145	100	
46	100		146	100	
47	100		147	100	
48	100		148	100	
49	100		149	100	
50	100		150	100	

Second m

		Amalgamated B.	100	100	Amalgamated B.	100	100
		Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.	100	100
	100	Ala. C.	100	100	Ala. C.</		

ÉCONOMIE

Un accord de coopération entre Eurotunnel et TML

Le tunnel sous la Manche ouvrira en mars 1994

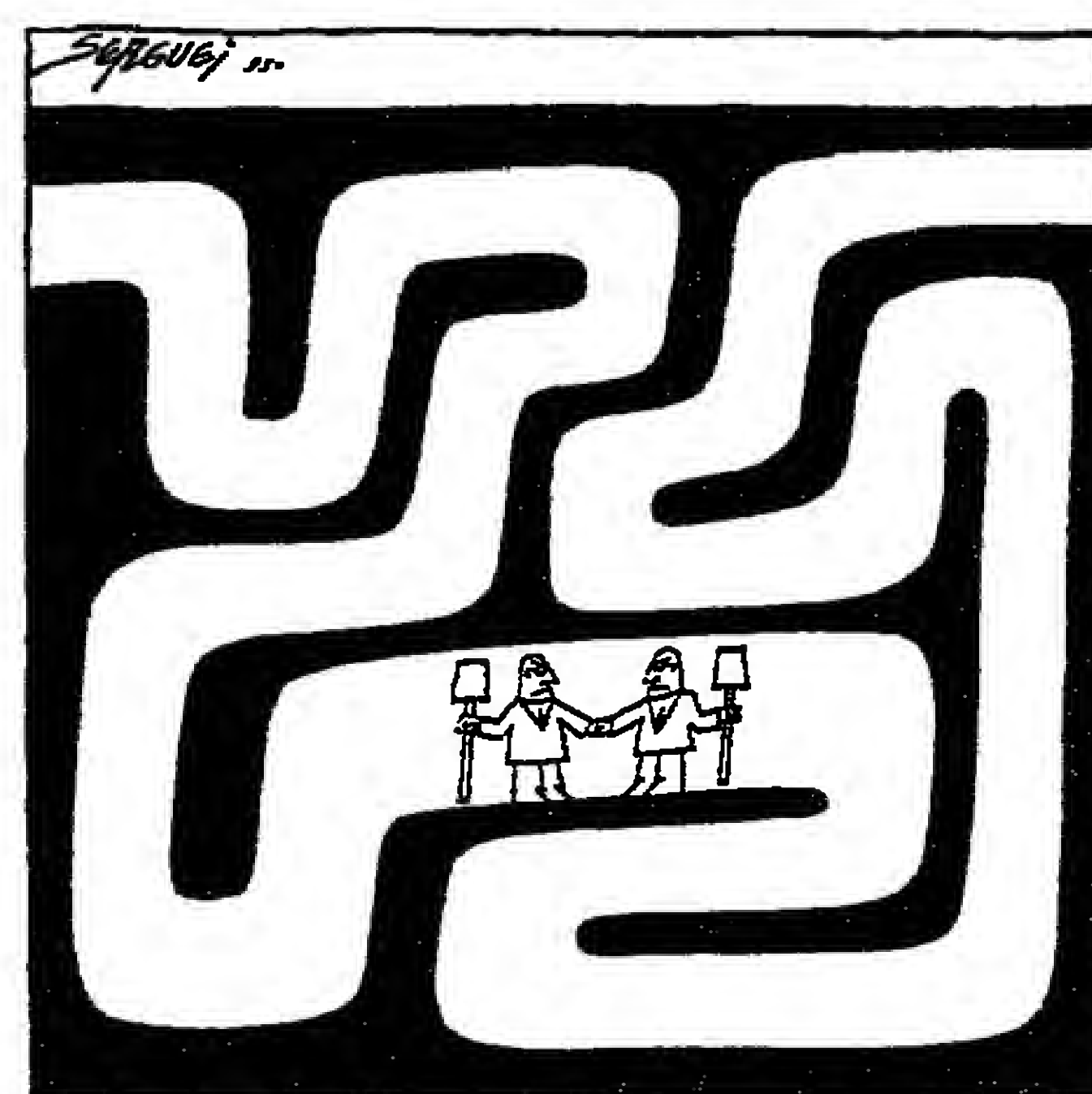
Après plusieurs mois de conflits et de discussions - uniquement par avocats interposés - les deux parties prenantes à la réalisation du tunnel sous la Manche, Eurotunnel, le concessionnaire, et Trans-Manche Link (TML), le consortium réunissant les dix constructeurs, sont arrivés, sous l'égide de la banque d'Angleterre, à un accord sur une ouverture par étapes du tunnel.

Au moment de son inauguration par la reine d'Angleterre et François Mitterrand, prévue le 6 mai 1994, le tunnel devra être en fonctionnement depuis deux mois pour le service de marchandises et depuis un mois pour les navettes du service passager. En ce qui concerne les rames de TGV «Eurostar», l'horizon est plus lointain, même si une exploitation partielle est prévue pour l'inauguration, avant une exploitation régulière à la fin de l'été 1994.

C'est le 10 décembre que TML transfèrera le contrôle des travaux à Eurotunnel. A cette date, l'ouvrage sera terminé, mais il faudra plusieurs semaines aux équipes conjointes de TML et d'Eurotunnel pour mener à bien tous les tests exigés par la Commission intergouvernementale de sécurité (CIS) sur les matériels roulants. La tâche sera partagée entre les constructeurs et le concessionnaire. A l'un les essais de réception, à l'autre les essais finaux.

Pour arriver à cet accord, André Bénard, président d'Eurotunnel, et Philippe Montagner, coprésident de TML, ont décidé de concert de laisser de côté le conflit sur le surcoût des équipements fixes, d'un montant de 7 milliards de francs, il sera réglé par les procédures d'arbitrage propres au contrat qui lie les deux parties (panel d'experts, puis chambre de commerce internationale de Bruxelles).

En revanche, pour mener à bien l'achèvement des travaux et l'ouverture progressive du tunnel, Eurotunnel a accepté de verser une avance de trésorerie de 235 millions de francs (2,07 milliards de francs) à TML. Cette avance, remboursable en 1995



et sur laquelle courent des intérêts, ne présage en rien du règlement du contentieux financier. Son attribution finale dépendra du verdict des instances d'arbitrage. Ou bien les réclamations des constructeurs sur le surcoût des équipements fixes seront jugées recevables, et l'avance de 2 milliards sera déduite du montant des 7 milliards de francs de réclamations. Ou bien TML n'obtiendra pas gain de cause et sera obligé de rembourser tout ou partie des sommes versées.

De son côté, Eurotunnel est en pourparlers avec son syndicat bancaire, qui regroupe deux cent vingt banques, afin d'obtenir leur feu vert.

Le financement de l'avance de trésorerie consentie à TML doit en effet obtenir l'approbation du syndicat bancaire, de la BEI (Banque européenne d'investissement) et de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier). Si le principe en est «acquis», a expliqué André Bénard, les négociations ne sont pas encore

achevées. En parallèle, le président d'Eurotunnel négocie avec ses banquiers un prêt de 120 millions de francs, rendu nécessaire pour faire la soudure avec le milliard de francs supplémentaires qu'il devra lever entre 1994 et 1996 (le Monde du 26 juin).

Malgré les retards sur l'ouverture du tunnel, André Bénard prévoit dès l'année prochaine 230 millions de francs de recettes.

Quoiqu'il ne règle pas tout, cet accord sur l'achèvement des travaux a été bien accueilli à la Bourse de Paris où l'action Eurotunnel a grimpé de 6,5 % pour atteindre 38 francs. Des ombres demeurent au tableau. Le conflit entre Bombardier, le constructeur des navettes touristiques, et TML, qui porte sur 746 millions de dollars canadiens (3,4 milliards de francs), n'est pas réglé avant que ne se pose celui sur le retard et le surcoût des rames de TGV.

ALAIN BEUVE-MÉRY

COMMUNICATION

En marge de la privatisation de Radio Monte-Carlo

RMC Moyen-Orient cherche sa voix

Le gouvernement a chargé deux hauts fonctionnaires, Yves Rolland et Francis Brun-Buisson, d'une mission auprès de la principauté de Monaco, à propos de la privatisation de RMC. Ils devront «mettre au point les instruments juridiques» de coopération avec le gouvernement monégasque pour les activités qui se trouvent hors du périmètre de la privatisation, c'est-à-dire notamment Télé-Monte-Carlo et la Somera qui diffusent Radio Monte-Carlo Moyen-Orient.

Radio Monte-Carlo n'est pas comme des autres stations de radio. Elle est la propriété de la principauté de Monaco, sous le nom de RMC Moyen-Orient, existe depuis 1972 une autre radio, essentiellement arabe, qui émet en français, en arabe et en anglais, la Proche et le Moyen-Orient. Conçue par le général de Gaulle comme instrument de sa politique arabe, RMC Moyen-Orient se présente néanmoins sous la «couverture» d'une radio «commerciale» monégasque, avec la bénédiction de la principauté. Après diverses péripéties, la station est aujourd'hui contrôlée par la SOFIRAD (société d'Etat française, qui contrôle aussi 63 % de RMC). RMC, la maison-mère, n'en décline plus que 3,5 %.

RMC Moyen-Orient, dont la rédaction est à Paris, est fort écoutée dans sa zone : au Liban, en Syrie, en Arabie saoudite, dans les territoires occupés par Israël, elle est parmi les principales radios selon les sondages, et son influence va jusqu'en Egypte, en Irak, voire au Koweït. Au total, douze à treize millions d'auditeurs quotidiens font de ses dix-huit heures d'émissions (dont trois bulletins en français) la première radio internationale de la région.

Jusqu'en 1985, cette audience fut accompagnée de recettes commerciales non négligeables (culminant cette année-là à 25 millions de francs), en provenance notamment du Liban. Mais la naissance de médias privés dans ce pays, et le marasme de son économie, ont fait radicalement chuter ces ressources, à moins de 3 millions de francs de

publicité annuelle. Aujourd'hui, les 40 millions de dépenses de la Somera sont couverts pour l'essentiel par des subventions françaises, 28 millions, que complètent notamment 9 millions de location d'émetteurs à Radio France internationale (une heure quotidienne) ou surcoût à des radios d'expatriés américains, la nuit. Bref, RMC Moyen-Orient a de l'influence, mais pas d'argent.

Ambitions libanaises et marocaines

A l'occasion de la vente par l'Etat de ses parts dans RMC de Monaco du 7 juillet, la question de son avenir se retrouve posée. Les parts de RMC dans la Somera ne feront pas partie de la vente au privé. Il est probable qu'elles soient rachetées par la SOFIRAD. La principauté monégasque en profiterait bien pour aller plus loin dans la séparation, et demande l'abandon du nom RMC pour la station moyen-orientale. Cette question de nom ne résoud pas d'autres interrogations : comment tenir compte des changements dans la région ? Le capital peut-il s'ouvrir à de nouveaux partenaires ?

L'entrée de capitaux étrangers altérerait la souveraineté de la radio, son indépendance par rapport à la région, mettent en garde certains observateurs, qui rappellent les ambitions médiatiques tant du premier ministre libanais (parain de Radio-Orient, et lui aux Saoudiens) que de certains groupes marocains. L'intérêt monétaire par l'Omniom Nord-Africain (ONA) pour participer à la reprise de RMC alimente ces inquiétudes, d'autant que l'ONA est partenaire d'une autre radio de la SOFIRAD, Média 1, et que des réflexions avaient été menées pour rapprocher les deux stations, au moins pour la collecte de publicité.

Le débat se complique, à l'évidence, des ambitions personnelles et des rivalités entre anciens et actuels dirigeants de la Somera. Mais, alors que se multiplient les radios et télévisions commerciales dans la région, la définition des missions - et des moyens - de la Somera est à l'ordre du jour.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Le Tour de France à la télévision

Le grand son de la Grande Boucle

«Plus grand spectacle gratuit» de l'année, le Tour de France cycliste est aussi une des plus grosses «machines» télévisuelles. Plusieurs mois à l'avance, les techniciens de la SFP et de TDF repèrent les parcours, les emplacements de leurs caméras, de leurs relais hertziens, ou de leurs stations satellites (jusqu'à cinq sur certaines étapes de montagne).

Grâce à ce déploiement, grâce aux hélicoptères (un film, l'autre relais son et image en s'affranchissant du relief), la couverture du Tour par France Télévision s'allonge : toutes les étapes en continu depuis 70 km avant l'arrivée, au lieu de 30 km avant 1992 ; et certaines étapes filmées en intégralité par dix-sept caméras, soit cinquante-cinq heures d'étapes en direct, et quatre-vingt-dix heures avec les magazines.

«Plongées dans le peloton»

Mais la plus grande nouveauté technique du Tour 1993, c'est peut-être le son, avec les micros directionnels et micros omnidirectionnels dont la SFP avait doté ses caméras sur moto, pour offrir au public des «plongées» sonores dans le peloton.

Malgré la domination d'Indurain et donc le faible suspense, l'audience a été relativement fidèle au rendez-vous de la télévision publique, avec plus d'un spectateur sur deux chaque après-midi pour les directs, et une part de marché culminant à 74 % (soit 8,5 millions de spectateurs) pour l'arrivée sur France 2. Chaque étape a été suivie en moyenne par plus de 3,6 millions de spectateurs, avec une audience et une part de marché (sur les plus de quinze ans) en très légère baisse sur 1992.

M. C. I.

Les Etats-Unis annoncent la levée de sanctions sur la plupart des produits sidérurgiques

C'est sans doute un cessez-le-feu dans la guerre de l'acier. Au bout d'un an de procédure et à la grande satisfaction des producteurs européens particulièrement touchés, les Etats-Unis ont décidé, mardi 27 juillet, de lever la plupart des sanctions décrétées sur les importations de produits sidérurgiques. A Bruxelles, le commissaire européen chargé de la politique extérieure, sir Leon Brittan, s'est félicité de cette décision «qui va aider à apaiser ce qui était devenu un grave

contentieux commercial» entre la CEE et les Etats-Unis. A Paris, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications, et du commerce extérieur a qualifié d'«encourageante» la décision américaine, estimant qu'il s'agit là «d'un signe positif pour la poursuite des négociations du GATT». Les producteurs d'acier américains ont indiqué qu'ils comptaient faire appel. Ils n'excluent pas le dépôt de nouvelles plaintes.

Faiblesse des arguments techniques ? Volonté de Washington d'apaiser ce qui était devenu l'objet d'un sérieux contentieux entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires commerciaux, européens et japonais notamment, en plein milieu des discussions du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) ? En tout cas, l'International Trade Commission, la commission indépendante chargée des contentieux liés au commerce international aux Etats-Unis, vient de calmer le jeu. Appelé au terme d'une procédure particulièrement complexe à confirmer toute une série de surtaxes imposées sur l'acier étranger en début d'année,

cet organisme, quasiment inconnu jusqu'ici, mais que le différend avait promu à une notoriété nouvelle, a décidé, mardi 27 juillet, de lever une grande partie des sanctions.

Accusés de pratiquer des prix de dumping, d'avoir bénéficié des subventions publiques, ou parfois des deux en même temps, les producteurs d'acier de dix-neuf pays, parmi lesquels la quasi totalité des sidérurgistes de la Communauté européenne et du Japon, avaient vu leurs importations frappées de droits de douane dissuasifs (certains dépassant les 100 %) à leur entrée aux Etats-Unis.

L'affaire avait mobilisé des légions d'avocats et provoqué une très vive

tension de part et d'autre de l'Atlantique. Les pays européens n'avaient pas manqué d'interpréter ces sanctions décrétées de manière unilatérale et à titre conservatoire (c'est-à-dire sur la base de présomptions, avant même le jugement de fond sur les faits), comme une manifestation particulièrement grossière des velléités protectionnistes de l'administration américaine.

Réduction de moitié du montant des taxes

Dans son jugement, dont les fondements devraient être rendus publics le 4 août, l'ITC réduit de moitié le volume et le montant des taxes décidées en novembre 1992 et en janvier 1993 par le département du commerce américain. Ces sanctions frappaient, entre autres, 1,9 million de tonnes d'acier en provenance de sept pays européens (France, Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Espagne, Italie et Belgique) pour un montant de 815 millions de dollars. L'ITC a décidé de maintenir droits et taxes sur 877 000 tonnes d'acier pour un montant ramené à 433 millions de dollars. L'Allemagne et les Pays-Bas restent particulièrement touchés. 488 000 tonnes d'acier allemand et 133 000 tonnes d'acier néerlandais restent soumis à taxes. Sont également taxés à l'importation : 68 000 tonnes d'acier inoxydable et galvanisé français, 88 000 tonnes d'acier belge, 63 000 tonnes d'acier espagnol et 38 000 tonnes d'acier britannique. Les importations d'acier italien sont, en revanche, totalement exonérées.

Du côté de Bruxelles, on assurait mardi 27 juillet qu'une fois les justifications de l'ITC connues, le cas des aciers encore soumis à taxes serait étudié, la CEE se réservant le droit de juger du bien-fondé des sanctions et de poursuivre, si besoin est, les procédures engagées devant le GATT.

G. M.

INDICATEURS

ALLEMAGNE
• Excédent commercial : + 1,2 milliard de marks en avril.
• L'Allemagne a dégagé un excédent commercial de 1,2 milliard de marks (4 milliards de francs) au mois d'avril : les exportations ont totalisé 50,9 milliards de marks et les importations 49,7 milliards. Mais la balance des paiements courants a accusé un déficit de 4,9 milliards de marks en avril, contre 400 millions en mars.

CEE
• Indice de production industrielle : - 5,6 % en avril. - La production industrielle de la Communauté européenne a baissé de 5,6 % en avril et de 4,2 % en mars par rapport aux mêmes mois de 1992. Les taux de variation pour les biens d'équipement sont de - 7,7 % pour avril et - 6,3 % pour mars.

ETATS-UNIS
• Indice de confiance des consommateurs : - 0,9 point en juillet. - L'indice de confiance des consommateurs américains dans les conditions actuelles de l'économie et ses perspectives a légèrement reculé en juillet pour s'établir à 57,7 points contre 58,6 en juin. Il s'agit de la troisième baisse mensuelle consécutive. Ce baromètre avait atteint 61,9 points en mai et 57,8 points en avril.

«Une locale comme on sait les faire...»

Le nouveau «Télégramme du Morbihan» s'aventure dans l'une des chasses gardées du «premier quotidien français» «Ouest-France»

VANNES

de notre envoyé spécial

Depuis le 28 juin, le Télégramme de Brest possède un rejeton à Vannes. Sa naissance a été annoncée par un éditorial empli de douceur marine en dernière page des exemplaires de cette nouvelle édition : «A partir d'aujourd'hui, le Télégramme du Morbihan est d'ici, de ce pays de Vannes qui bouge, de ce golfe où les beaux jours sont plus beaux qu'ailleurs : une nouvelle édition est née. Elle s'appelle l'annuaire. Tous les jours, elle vous apporte les 80 mètres carrés flambant neufs de la «locale» à cette image, distillant au pied de l'hôtel de ville, au 23 de la place Maurice Marchais, une ambiance en quinze ans de bons et loyaux services au Télégramme. Sa mission ? Lancer une édition locale à Vannes, au sud d'un Morbihan relativement peu couvert par le quotidien, dans l'une des chasses gardées du «premier quotidien français» l'hégémonie de trois éditions départementales d'Ouest-France y est à peine contrariée par la Liberté du Morbihan, quotidien local - «orientaliste», dit-on à Vannes pour signifier un incommensurable éloignement - du groupe Hersant (1).

Depuis huit ans, un «rédacteur départemental» du Télégramme était en poste à Vannes. Hormis la couverture d'événements dont l'importance dépassait le cadre local, il était essentiellement en charge des informations «institutionnelles» en provenance, pour l'essentiel, du conseil général. Informations qui circulaient en vase clos, ne trouvant d'amateurs vannetais qu'après des mêmes institutions...

Une «locale» qui se respecte (comme on sait les faire), selon l'expression d'Alain Le Bloas ne saurait s'en contenter. Les deux pages qui se sont ouvertes sur la préfecture sont faites tout d'abord

de proximité, d'immersion totale : «On doit manifester une volonté d'écouter des préoccupations des gens, des responsables d'associations, des parents d'élèves...» Aux recettes s'ajoutent quelques primaires : «Par de sujet tabou, mais pas non plus de sensationnalisme sur les faits divers...»

«On vend aussi l'idée d'un pluralisme», ajoute Alain Le Bloas, pour qui «la couverture d'un conseil municipal est comparable, toute proportion gardée, à celle d'un conseil des ministres». Proximité ne signifie pas uniquement compte-rendu d'un tournoi de pétanque, Alain Le Bloas essaie même, dans la mesure du possible, de réifier l'actualité nationale, voire internationale, à la vie locale. Il a ainsi cherché à connaître les réactions de la communauté turque locale aux attentats perpétrés en Allemagne, et questionné les commerçants ouverts le 14 juillet sur la question du travail dominical.

Un «poste avancé» aux «petits moyens»

A l'image d'Indurain qui, le jeudi 15 juillet, faisait la «une» du Télégramme, Alain Le Bloas a donc mis, cet été, «le nez dans le guidon». Pour mettre au point, pendant cette période de forte affluence touristique, deux pages quotidiennes sur la ville et les communes avoisinantes, il est entouré de trois stagiaires venant de l'école de journalisme de Lille : «Une Namaste, un Manseau et un Marsellais...»

Au siège du Télégramme, on se veut modeste. On plutôt discret. Edouard Coudurier, directeur général adjoint, parle des «ambitions limitées» d'une «petite rédaction», d'un «poste avancé» aux «petits moyens». Tout en laissant entendre que derrière cette édition d'été se trouve bien une «volonté de durer». Contrepartie de cette

modestie affichée, on feint au Télégramme de s'étonner des réactions d'Ouest-France, qu'Edouard Coudurier juge «très violentes et injurieuses». Une violence qui ne concerne assurément pas le terrain : à Lorient, où les sièges des deux journaux se font face de part et d'autre de la place Aristide Briand, on met plutôt en exergue un réel «respect mutuel».

Cela étant, le contexte économique de crise, dont les répercussions, même atténuées, touchent également la presse régionale, donne à la concurrence une vivacité certaine. Et la «une simulacron», dont on se félicite avec optimisme («il n'y a pas beaucoup de villes de province où l'on peut se targuer d'avoir trois rédactions indépendantes»), s'exerce avec âpreté. Pêle-mêle, Edouard Coudurier croit déceler chez le concurrent «une surpopulation locale, une forte augmentation des équipes rédactionnelles», «ils sont en situation de monopole sur 60 % de leur zone de diffusion. Ils supportent moins la concurrence...». A Vannes, un dépositaire aurait «remerci» la petite rédaction du Télégramme d'être indirectement à l'origine d'une invitation à dîner émanant des responsables d'Ouest-France!

La «guerre» commerciale n'a pas encore vraiment perturbé les bureaux de la locale. Ce jeudi après-midi de 15 juillet, au 23 de la place Maurice Marchais, une vieille dame frappe doucement à la porte. Aimablement accueillie par le responsable de l'édition, elle s'enquiert d'une photographie, publiée il y a quelques jours, sur laquelle apparaissait son petit-fils. Nul besoin de présentations : «Je suis votre grand-père, j'ai vu votre grand-père par l'intermédiaire de votre mari. J'ai souvent l'occasion de le rencontrer...» Proximité égale convivialité.

JEAN-BAPTISTE MONTVALON

(1) Ouest-France a une diffusion de 769 077 exemplaires et le Télégramme de Brest, de 176 686 exemplaires (source : CTD-1992, diffusion payée France).

1 ou 2 = catégorie de cotisation sans indication catégorie 3 = valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ● droit de rachat - ⌚ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ! offre réduite - † demande réduite - # contrat d'animation



Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER



REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE DES CARRIÈRES

UN INSTITUT DU C.N.R.S.
recherche

UN INGÉNIEUR
AUTOMATIQUE

Responsable des opérations
de maintenance du télescope
soléil THEMIS.

Projet : Ingénieur grande
école spécialiste des
techniques liées aux

assessments (automatique,
électronique et informatique
temps réel) avec

1^{re} expérience industrielle.
Lieu de travail : Paris
Grav. (91) puis site
différent du télescope
(Des Canaries). Adresser
lettre à CV à M. RAVAUT,
INGÉNIEUR technique,
77, av. Dantier-Hochereau,
75014 PARIS.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
DE CONSEIL
EN MANAGEMENT
EXPANSION
DE NOTRE ÉQUIPE
TELEMARKETING

Une opportunité exceptionnelle au sein d'une société internationale de conseil en management, nous recherchons des professionnels du télémarketing pour des missions de prospection de clients, de vente de services et de suivi de clients. Les candidats ou candidates doivent posséder une expérience dans ce domaine et être capables de communiquer avec les décideurs d'entreprises. L'anglais est indispensable. Les postes sont à pourvoir à Paris, la rémunération comprend un fixe ainsi qu'une structure de commission pouvant atteindre 300 000 F/AN.

Si vous êtes disponible immédiatement et si votre profil correspond à nos exigences, veuillez faire parvenir votre candidature sous pli fermé à :

REF : TM/1483

LITCHFIELD ASSOCIATES NV

KRUISSE 22A

2132 NG HOOFDDORP

THE NETHERLANDS

Tél. : (011-1) 42-01-19-52.

DIRECTEUR MUSICAL

Pour septembre 1994.

Pour connaître les modalités
d'inscription, les candidats
doivent adresser à :

POUR LE JAZZ

BN ORCHESTRE NATIONAL

PARC DE LA VILLETTE,

211, avenue Jean-Jaures,

75019 PARIS.

Tél. : (01-1) 42-01-19-52.

DEMANDES D'EMPLOI

H. 37 ans, 18 ans exp.

cherche poste

CHAUFFEUR/REUR

Permis V. Paris et rég.

Paris. Ex. très prop.

Tél. : 48-47-80-27

(Répondre)

Traductrice française, allemand,

anglais, japonais

et techniques.

diplômée à Genève,

actuellement au Japon,

poste à plein temps

ou free-lance

au Japon ou en Europe.

Traduction ou autre domaine.

Paris offre s. ch. 22-260113

à Paris. 06-1002 Lesure.

TRADUCTRICE RÉDACTRICE

(français, anglais, espagnol)

généraliste et technique

informatique, avec expérience

en communication

(français d'entreprise,

français de l'industrie)

et en documentation.

cherche poste

à responsabilité.

Paris ou banlieue Ouest.

Étudier également

propositions pour travail

en free-lance.

Tél. : 30-40-15-66

J.F. 28 ans ch. poste stable

m-temps. Hôtellerie stand, exp.

Service. 17X. 48-08-34-28.

FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

Ventes

Guy-Miquet, studio

standing, balc. 450 000 F

Rue de la Condramine

2 P tout ch. 550 000 F

Immo. Marcadet 42-51-51-51

M. PYRÉNÉES, 3 P, 65 m²

récent, refait neuf, 1 100 000 F

Immo. Marcadet 42-51-51-51

25 m², A RENOVER

M. Marcadet, 220 000 F

Immo. Marcadet 42-51-51-51

SANCOIS (18) 4 000 heb.

MAISON DE VILLE, 6 P, s. de la WC

charf, cour, jardin, 200 m²

Pr. 430 000 F

M. LAINE, Tél. : (1) 48-74-58-28

3615 FNAIM

appartements achats

ACHÈTE STUDIO/2 P.

PARIS centre dans bon imm.

même à rénover. 43-72-54-45

pavillons

ARGENTEUIL.

Pavillon dans quartier calme.

Proche gare

(15 minutes Saint-Lazare).

doctes et commerces.

Sur 250 m² de terrain

sans vis-à-vis.

Salon, cuisine, w.c.,

3 chambres, salle de bains.

Garage, sous-sol aménagé

(piscine + atelier).

Abri de jardin.

Prox. : 875 000 F.

Tél. : 39-50-43-30

après 18 h 30.

bureaux

LOCATIONS

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

et tous services 43-55-17-50

appartements ventes

4^e arrdt

HOTEL-DE-VILLE

PLEIN CIEL - SOLEIL - VUE

73 m² + 18 m² terr. calme.

Neuf, très rénové, asc.

2 970 000 F + Parking.

45-72-50-80.

MAIRIE XIV^e

DUPLEX - PLEIN CIEL

Calme, neuf, 110 m² + 50 m² terr.

3 chambres, 2 bns.

3 800 000 F + 100 m² de

45-72-50-80.

Pr. Alsace, except. imm. 87.

ét. 4^e, 4 p., 89 m², balc., sol.

pt, s. sds. - 43-35-18-38

5^e arrdt

GOBELINS 142 m²

Balc. terrasse 2 bns 2 bns

configuration de classe

stand. CRP 43-39-17-36.

Rue Robt sur cour jard.

Studio 30 m², 40-61-08-07

45-63-25-60 Fax 45-61-10-20

6^e arrdt

M. DUROC, 3-4 p., culs. équi-

pés, 2 ch. par ét., calmi.

1 750 000 F - 48-48-15-15

7^e arrdt

RUE DU SAC - 42-37-57-47

3 P., gd charm. int., 3 ét.

2 bns, 72 m², 2 050 000 F

(1) 47-76-37-22

8^e arrdt

MADELEINE, BEAU 2 P.

46 m², 2 ch. expo sud-ouest

5^e sec. 285 000 F.

PARTENA - 47-42-07-43

11^e arrdt

CIRQUE D'HIVER

2 P., 30 m² bon état, 3^e ét.

780 000 F. AIM 42-75-40-04

12^e arrdt

DAUMESNIL

UNIQUE

GDE MAISON 6 P.

2^e ét. 2 s. de bns, s. d'eau,

2 wc, Parfait état, 4 000 000

AGT BASTILLE - 42-78-10-20

14^e arrdt

Val-de-Marne

NOGENT/CENTRE

A vendre dans le Val-de-Marne

(95) Villiers, belle maison

individuelle dans impasse rési-

dence, 5 P., piscine en chène,

terrasse, cuisine rustique amé-

énagée, cheminée Pierre Rous-

se de Provence avec insert.

Sous-sol total, terrain clos

600 m². Prix : 1 400 000 F.

Tél. : (01-1) 43-42-20-54.

15^e arrdt

Bréguet

Tél. 47-58-07-17

16^e arrdt

locations

non meublées

offres

Paris

14^e M. PERNETY, 3 P, 53 m².

Ch. calme, clim. digicool.

8500 F. Libre sept. 04-28-52-11.

maisons individuelles

94

Val-de-Marne

NOGENT/CENTRE

A vendre dans le Val-de-Marne

(95) Villiers, belle maison

individuelle dans impasse rési-

dence, 5 P., piscine en chène,

terrasse, cuisine rustique amé-

énagée, cheminée Pierre Rous-

se de Provence avec insert.

Sous-sol total, terrain clos

600 m². Prix : 1 400 000 F.

Tél. : (01-1) 43-42-20-54.

15^e arrdt

Bréguet

Tél. 47-58-07-17

16^e arrdt

locations

non meublées

offres

Paris

14^e M. PERNETY, 3 P, 53 m².

Ch. calme, clim. digicool.

8500 F. Libre sept. 04-28-52-11.

7^e QUAI VOLTAIRE, RARE

SUPERSE 3 P, Canal, 11 000 H.C.

PARTENA - 47-42-07-43

BEAU 18^e 2 PCE

DE 38 A 50 m², à partir de

5 800 F - 47-04-88-18

MADELEINE STUDIO

et ch. clim. 3 500 H.C.

PARTENA - 47-42-07-43

PA D'IVRY à louer F1 3 200 F, F2

4 000 F, F3/dap. 5 200 F, de m.

ren., cal. - 34-86-88-63

locations

non meublées

demandes

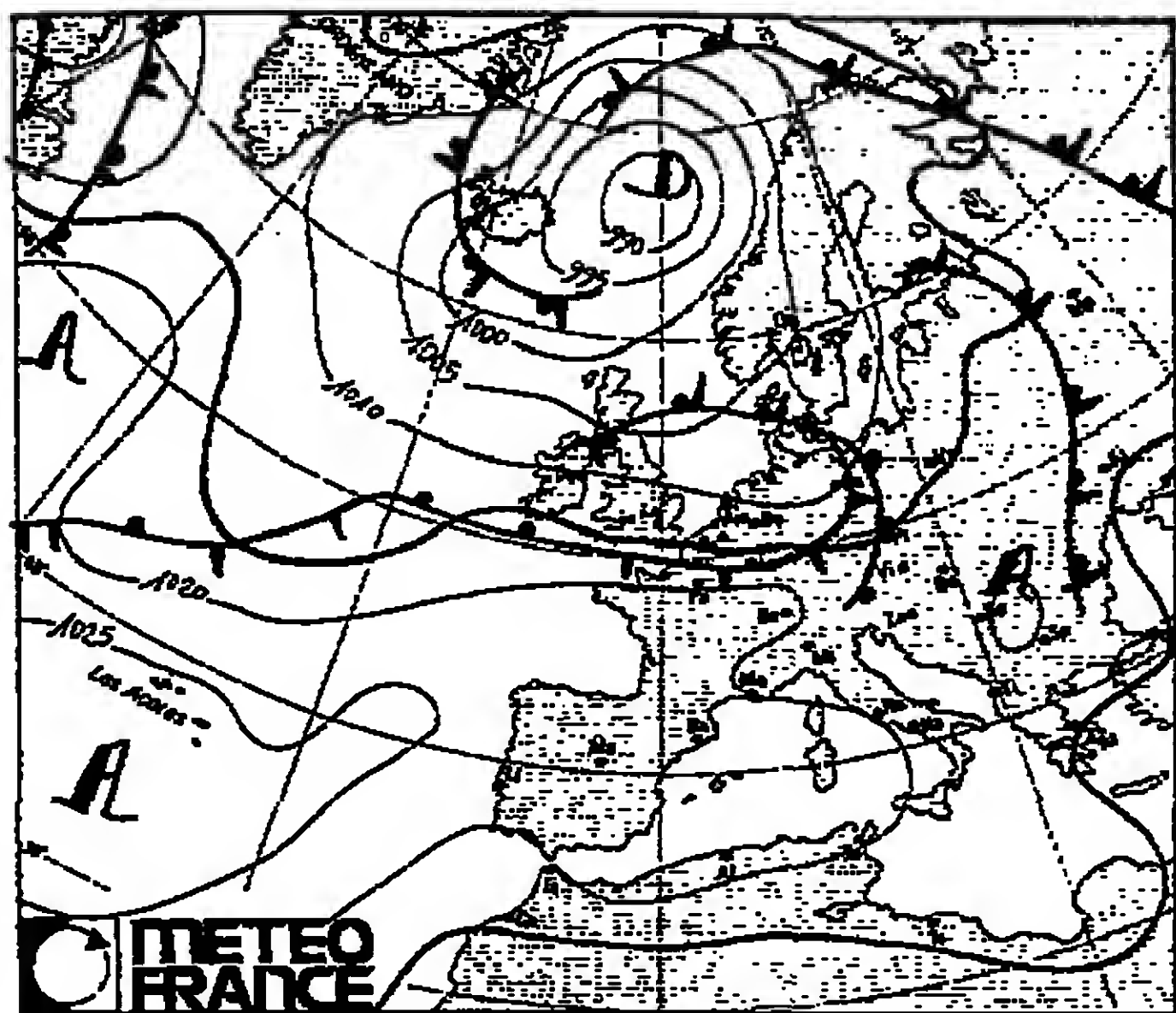
Paris

EMBASSY SERVICE

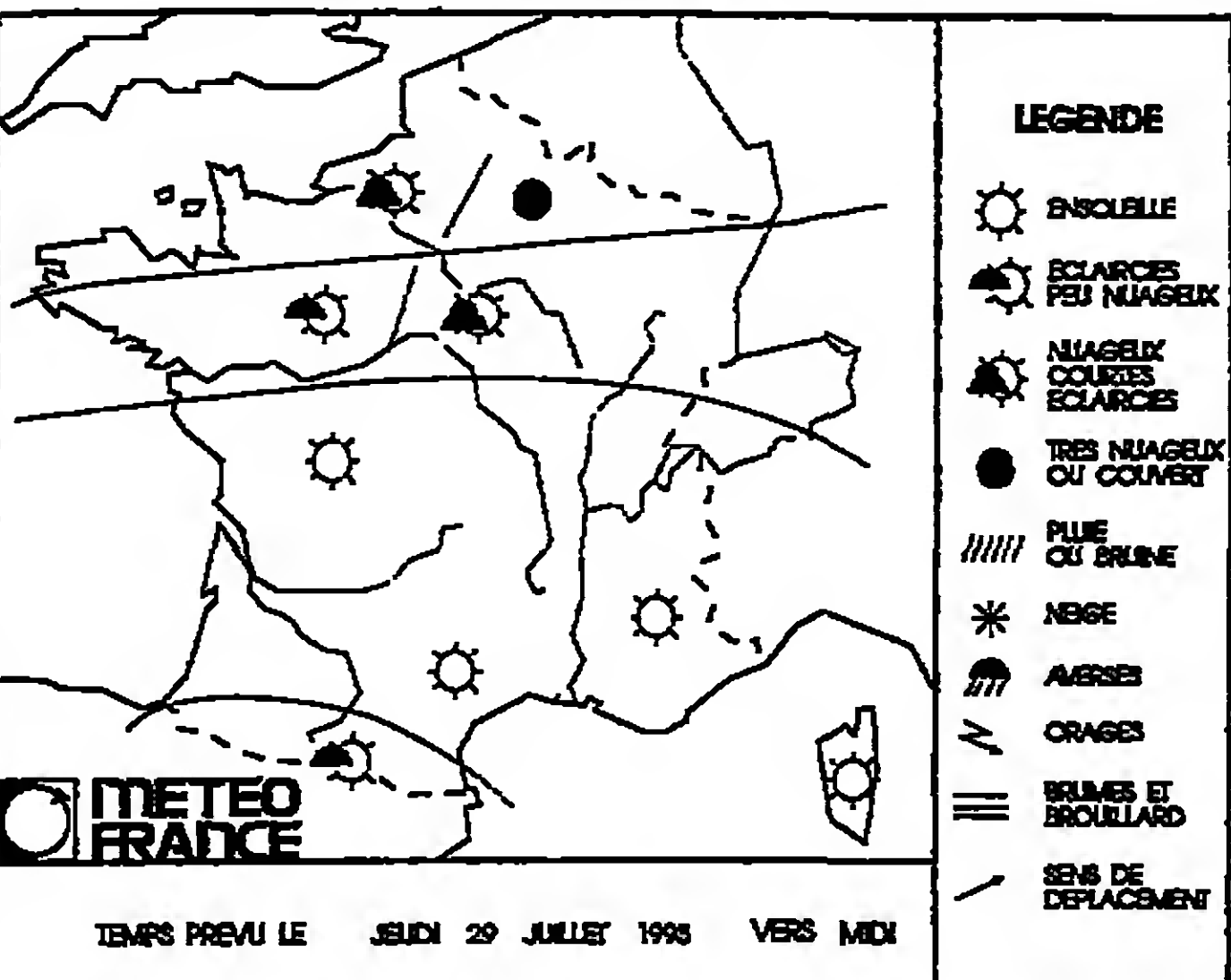
RECH. APPARTEMENTS

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 JUILLET A 0 HEURE TUC



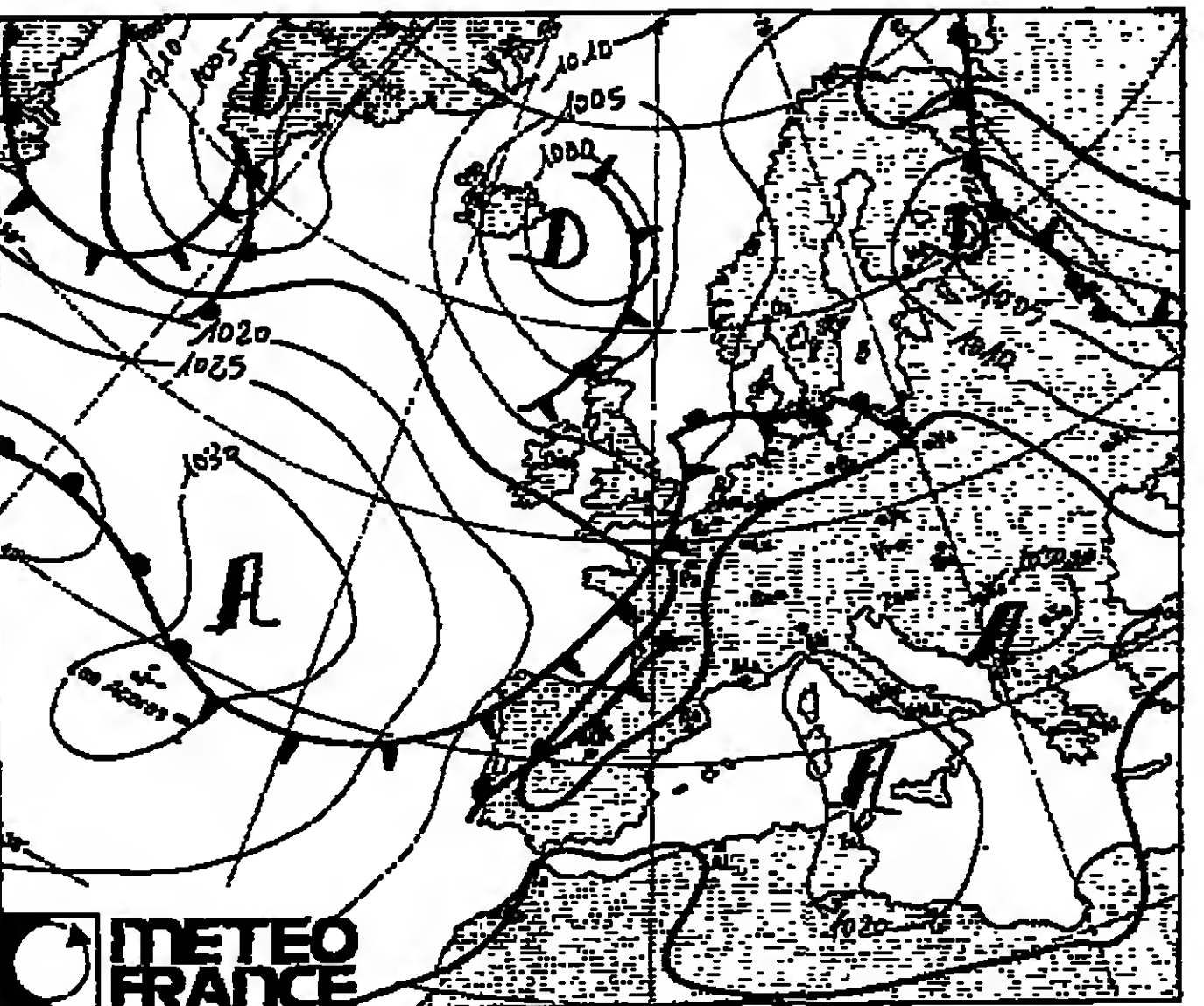
PRÉVISIONS POUR LE 29 JUILLET 1993



Jeudi : Temps chaud au sud, nuageux au nord. Pour le quart supérieur du pays, au nord d'une ligne Rennes/Paris/Nancy, cette journée de jeudi sera une fois encore bien gris. Les nuages apporteront même quelques gouttes, il s'agira plutôt de pluies éparse ou de bruines. Le vent d'ouest soufflera toujours, mais à faible vitesse. À l'ouest, la journée de jeudi sera marquée par le retour (temporel) du soleil. Une fois n'est pas coutume, le sud de la France pourra profiter d'une belle journée, avec un ciel presque clair dès au lever du jour. Toutefois, dans l'après-midi, des nuages « bourgeonneront » dans un premier temps sur les Pyrénées ; au fil des heures, les reliefs des Alpes se chargeront également un peu plus. Le temps deviendra lourd, et quelques coups de tonnerre isolés seront possibles en soirée.

Les températures maximales seront douces, s'élevant généralement entre 16 et 17 degrés, sauf dans le centre-est et sur le pourtour méditerranéen, où il fera respectivement 19 et 20 degrés. Dans l'après-midi, exceptées les côtes de la Manche qui ne dépasseront pas 19 degrés sous les nuages, les autres régions bénéficieront de températures à présent supérieures aux normales. Du nord au sud, le thermomètre affichera graduellement de 26 à 33 degrés, avec une pointe à 36 degrés dans l'arrière-pays provençal ! Toutefois, avec le régime de brises, le littoral méditerranéen ne dépassera pas 28 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 30 JUILLET 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 28-7-1993									
Valeurs extrêmes relevées entre le 27-7-1993 à 18 heures TUC et le 28-7-1993 à 6 heures TUC									
FRANCE					ÉTRANGER				
ALGER	25	16	D		ALGER	28	18	D	
ANGERS	24	16	D		AMSTERDAM	18	17	C	
ARLES	27	18	D		ATHÈNES	31	22	D	
BASTIA	28	18	D		BANGKOK	31	22	N	
BAYONNE	27	18	D		BARCELONE	27	20	D	
BRESCIA	28	18	D		BERLIN	22	13	D	
CADIX	21	16	P		BRUXELLES	16	14	P	
CHERBOURG	18	16	P		CAIRO	36	22	N	
CLERMONT-FERRAND	25	14	D		COPENHAGUE	18	11	C	
COCOTTE	26	18	C		DAKAR	31	22	N	
COGNAC	26	18	C		DALLAS	36	18	N	
COULMAY	26	18	C		GENÈVE	28	20	D	
DIJON	26	18	C		JERUSALEM	38	18	D	
GRANVILLE	26	18	C		LAS VEGAS	36	22	D	
LAKE	26	18	C		LONDRES	20	16	C	
LIMOGES	26	18	C		LUXEMBOURG	19	14	P	
LYON	26	18	C		MADRID	36	18	D	
MARSEILLE	30	20	D						
NANCY	22	17	C						
NANTES	20	16	C						
NICE	26	19	D						
PARIS-MONTY	21	17	C						
PAU	26	18	D						
PERPIGNAN	33	19	D						
POitiers	24	17	C						
RENNES	20	17	C						
ST-ETIENNE	25	14	D						
STRASBOURG	25	16	P		MARRAKECH	45	27	D	
TOULOUSE	25	14	D		MEXICO	22	13	N	
TOURS	25	16	N		MILAN	25	13	N	
					MONTREAL	25	13	N	
					MOSCOW	24	17	C	
					NAIROBI	24	7	D	
					NEW-DELHI	35	21	D	
					NEW-YORK	30	21	D	
					PAKISTAN	35	21	D	
					PEKIN	29	21	N	
					RIO-DE-JANEIRO	29	21	N	
					ROME	27	18	D	
					SINGAPOUR	32	25	C	
					STOCKHOLM	19	10	C	
					SYDNEY	32	25	N	
					TOKYO	32	25	N	
					TUNIS	32	25	N	
					VARSOVIE	21	13	P	
					VENISE	27	18	N	
					VIENNE	24	15	C	

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Bistrot

Rien n'est plus instructif que le zinc d'un bar fréquenté lorsqu'il s'agit de srotter la quintessence d'un journal télévisé. Chaque image y devient, par la grâce des commentaires spontanés, une leçon de philosophie.

Cinq exemples tirés des actualités de mardi soir :

1. Les canons d'Israël pionnent le Liban. Les canonniers expliquent qu'ils ne font que se défendre : les canonniers démontrent qu'ils se font aggraver ; de part et d'autre des innocents se font tuer. Moralité : le canon est un obstacle au bonheur de l'homme.
2. Dans les mêmes parages, un syroliak tiré à quatre épingles se réjouit docilement que de vaillants

croisés de sa foi fassent le nécessaire pour empêcher la conclusion d'une paix qu'ils jugent scélérate. Moralité : la religion est un facteur de division.

3. En France, nous dépensons des milliards et des milliards au Laos et au PAV dans l'espoir de gagner de quoi faire du tourisme en Turquie, au risque d'ailleurs d'un séjour gratuit chez d'autres combattants d'une autre foi, à moins que ce ne soit la même... Et pendant ce temps, au Népal, en Inde, des millions d'hommes, de femmes, d'enfants croupissent dans les inondations et le silence assourdissant des rétors de la masse humanitaire, sans doute en vacances à la plage. Conclusion : les petites cagnottes sont devenues plus importantes que les vies humaines.
4. Au Sénégal, il existe encore quelques-uns de ces légendaires traqueurs qui payent de leur sang la libération de la France, parlent de la cathédrale de Strasbourg avec des sanglots dans la voix et s'étonnent encore que la mère patrie de leur jeunesse tarde à verser leurs arrières de soldes. Conclusion : sous toutes les latitudes l'esprit patriotique est source d'aveuglement.
5. A Lyon, quand on est convoqué au palais de justice pour y être mis en examen, on s'y rend en promenade, en plaisantant, le long des trottoirs, avec les caméras.

Au Brésil, où les « escadrons de la mort » nettoient les trottoirs en assassinant, les enfants des nœuds qui servent de gibet ne se promènent plus, même chez les juges, que le visage caché sous des couvertures. Il arrive parfois que certains policiers leur donnent la main. C'est tellement rare qu'on en fait alors, comme mardi soir, un gros plan. Mais eux ne le savent pas. Ils ne veulent plus voir le monde qui les entoure. Ils fuient surtout la télévision, dont les images facilitent parfois le choix des nouvelles cibles. Ces gosses ont-ils raison ? La peur de la caméra est-elle le commencement de la sagesse ?

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ■ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef d'œuvre ou classique.

Mercredi 28 juillet

TF 1

LE DÉGRIFFÉ ARTIREC

LA SOLUTION ANTI-CRISE

PARQUET
IBIRA MASSIE
Ses conseils, son savoir, 10 ans d'expérience en tant que chef d'entreprise

59,50 le m²

ARTIREC habille sols et murs à prix dégriffés. 5 dépôts en régie parisienne : PARIS 12^e, 4, bd de la Bastille 43-40-72-72 (voiturier)

- 20.40 Sport : Football. Match amical, France-Russie.
- 22.35 Sport : Boxe. Championnat du monde WBO des super-coqs : Duke McKenzie (Grande-Bretagne)-Daniel Jimenez (Porto Rico), à Lavisnam (Grande-Bretagne) ; Spécial Henry Wharton, champion de Grande-Bretagne ; Championnat du Commonwealth des mi-moyens : Michael Gale (G.-B.)-Brent Kosloski (Canada).
- 23.45 Documentaire : Histoires naturelles.
- 0.40 Journal et Météo.

FRANCE 2

- 20.50 Jeu : Fort Boyard.
- 22.25 Première ligne. La Mort au pouvoir des femmes. Les femmes et la politique. Deux des trois volets du documentaire de Guyline Guider.

TF 1

- 15.30 Série : Hawaii, police d'Etat.
- 16.25 Jeu : Une famille en or.
- 16.55 Club Dorothée vacances.
- 18.05 Série : Chips.
- 18.55 Série : Premiers baisers.
- 19.25 Série : Hélène et les garçons.
- 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
- 20.45 Feuilleton : Les oiseaux se cachent pour mourir. De Dany Duke (4^e épisode). Maggie doit se rendre à l'évidence : Ralph, ordonné évêque, est toujours l'ami de sa vie. Rediffusion.
- 22.30 Série : Les Dessous de Palm Beach. Coupes au rasoir. Double meurtre dans les beaux quartiers.
- 23.25 Série : Dans la chaleur de la nuit. L'héritage des deux sœurs.
- 0.15 Journal et Météo.

FRANCE 2

- 15.20 Série : Les deux font le pair.
- 16.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 16.35 Série : L'Équipée du Poney Express.
- 17.20 Magazine : Giga.
- 18.30 Série : Riptide.
- 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.45 Documentaire : Notre télévision. De Pierre Tchamka. 3. Les jeux sont faits. Des jeux d'her à ceux d'aujourd'hui. Les proies ont aussi des moyens de défense... Téléfilm : La Gâchis. De Franco Rossi (1^{er} partie). Intrigues à Florence, à la Belle Époque.
- 23.35 Journal et Météo.
- 23.55 Magazine : Le Cercle de minuit. Au festival d'Avignon.

FRANCE 3

- 15.40 Série : La croisière s'amuse.
- 16.30 Variétés : 40-à l'ombre. En direct d'Antioch. Avec Jeanne Manson, Rachid Ferache.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion. Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Feuilleton : Une famille pas comme les autres (1^{er} épisode).
- 20.35 Jeu : Hugobôlle.

0.15 Journal et Météo.

0.35 Magazine : Le Cercle de minuit.

FRANCE 3

- 20.45 Magazine : La Marche du siècle. La légende de l'eau. Invités : Francis Le Guen, spéléologue ; José Raymond, ancien bergier ; Marcel Hermine ; Daniel Goulet, professeur de paléontologie au Muséum d'histoire naturelle ; Guillemette Andreu, professeur d'épigraphie à l'école du Louvre ; Hervé Mangier, auteur de Histoire de l'eau, du mythe à la pollution ; Reportage : Portraits de Loire.
- 22.25 Journal et Météo.
- 22.55 Série : Les Mystères de l'Ouest.
- 23.45 Magazine : Aliés.
- 0.40 Continentales.

CANAL PLUS

- 21.00 Cinéma : Rebel. c. Film australo-américain de Michael Jenkins (1995).
- 22.30 Flash d'informations.
- 22.35 Cinéma : Solo pour deux. c. Film américain de Carl Reiner (1984) (v.o.).
- 0.05 Cinéma : Confidences pour confidences. ■■ Film français de Pascal Thomas (1978).

ARTE

- 20.40 Documentaire : Börtz, Bergman et les Bacchantes. Reportage sur Ingmar Bergman au travail.
- 21.40 Opéra : Les Bacchantes. De Daniel Bortz, d'après Euripide. Adaptation résolument moderne de la tragédie d'Euripide par Bergman.

Jeudi 29 juillet

- 20.45 Cinéma : Les Dents de la mer 2. ■ Film américain de Jeannot Szwarc (1978).
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.15 Cinéma : La Maison de Jeanne. ■ Film français de Magali Clément (1987).
- 0.40 Continentales.

CANAL PLUS

- 15.45 Cinéma : Cabo Blanco. c. Film américain de Jack Lee Thompson (1979).
- 17.15 Documentaire : Les Veilleurs de la nuit. Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 20.35
- 18.30 Série animée : Batman.
- 18.55 Le Top.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Magazine : Nulle part ailleurs. Les meilleurs moments.

ARTE

- 20.35 Cinéma : Le Prince de Pennsylvanie. ■ Film américain de Ron Nyswaner (1988).
- 22.05 Flash d'informations.
- 22.10 Cinéma : Arachnophobie. ■ Film américain de Frank Marshall (1990) (v.o.).
- 0.00 Cinéma : L'Avare. ■ Film italien de Tonino Cervi (1990) (v.o.).

Sur le câble jusqu'à 19.00

- 17.00 Cinéma : Une saison en Haïkari. ■ Film turc d'Erden Kiral (1982, redif.).
- 19.00 Magazine : Rencontre. Immédiatité Bérard.
- 19.30 Documentaire : Les Anges des bidonvilles. Ou sont les fleurs d'antan ?
- 20.00 Documentaire : Arlo Guthrie. 8 1/2 Journal.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Soirée thématique : Champs de bataille, champs d'honneur ?
- 20.41 Documentaire : Mémoires, voyage au no man's land. Série de Manfred Huverscheidt (et à 22.00, 22.55, 23.40, 0.15). La terre entière est-elle devenue un champ de bataille ou bien les champs de bataille sont-ils devenus des zones géométriques où tombent des missiles de grande portée ?
- 20.50 Téléfilm : Culloden. Le fameux film de Peter Watkins qui remet violemment en question l'interprétation légendaire de cette bataille.

- 23.55 Documentaire : E(u)rotisme sans frontières.

M 6

- 20.45 Téléfilm : La Belle et le Flambeur. Un joueur professionnel se porte au secours de la directrice d'un casino.
- 22.30 Série : Mission impossible.
- 23.30 Magazine : Venus.
- 0.00 Six minutes première heure.
- 0.10 Magazine : Etat de choc.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Tire ta langue. La langue des cours de récré.
- 21.32 Communauté des radios publiques de langue française. Jeux d'enfants.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Un secret mal gardé : le Journal intime. 2. Afin que chaque instant ne soit pas un naufrage.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Paul Veyne (1).
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Concert (version discographique). Extraits de Daphné, de R. Strauss, dir. : Karl Böhm ; Le Nain, ou l'anniversaire de l'enfance, de Zemlinsky, par le Chœur de chambre de Rias, l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. : Gert Albrecht.
- 22.00 Récital (donné le 20 octobre 1992 à Radio-France) : Impressions atmosphériques au souvenir, de Fauré ; Images poétiques op. 35, de Dvorak ; Danses tchèques, de Smetana, par Radostav Kvapil, piano.
- 23.30 Concert. Plain-temps, de Parmegiani.
- 0.35 Bleu nuit. Festival de Montpellier.

- 22.10 Documentaire : Verdun 1916. Deroulement politique et militaire de la bataille.
- 23.10 Documentaire : Réflexions sur Stalingrad. Stalingrad est devenu un mythe. Pourquoi ? Avec des témoignages de survivants.
- 23.50 Documentaire : Stratégie mortelle. Des Malouines à la guerre du Golfe.

M 6

- 13.55 Magazine : Destination vacances.
- 17.05 Variétés : Multitop.
- 17.35 Série : Rintintin Junior.
- 18.00 Série : O'Hara.
- 18.00 Série : Deux filles à Miami.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Météo 6.
- 20.45 Téléfilm : La Panthère contre le crime. De Brian Trenchard-Smith. Une équipe de super-combattants au sein de la secte des Panthères.
- 22.20 Série : La Maison de tous les cauchemars. A 22.25, L'Aigle des Carpes ; A 23.20, Le Gardien des abysses.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Dramatique. Les Fumées bleues, de Jean-Pierre Kremer (redif.).
- 21.30 Profils perdus. Oscure Botteghe (2).
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Un secret mal gardé : le Journal intime. 3. Autour d'Eric et Roland.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Paul Veyne (2).
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Concert (donné le 6 septembre 1992 lors du Festival de Berlin) : Les Fresques de Piero della Francesca, de Martinu ; Posa cœli, de Slavicky ; Symphonie n° 6 en ré majeur, de Dvorak, par la Philharmonie tchèque, dir. : Jiri Belohlavek.
- 22.00 Concert (donné le 4 mai à Radio-France) : Trois chansons basques, de Durey ; Les soirées de Pétrograd op. 55, de Milhaud ; Deux poèmes chinois, de Roussel ; Six poésies de Jean Cocteau, de Honegger ; Cinq poèmes de Max Jacob, de Poulenc ; Poème du journal intime de Léo Leli, de Milhaud ; Les Animaux et leurs hommes, de Sauguet ; Six chansons françaises, de Tailleferre ; Chansons gaillardes, de Poulenc, par Florence Katz, mezzo-soprano, Jean-François Gardiel, baryton, Billy Eidi, piano.
- 0.35 Bleu nuit. Festival de Montpellier.

22 • Jeudi 29 juillet 1993 •

Le Monde

Malgré un accord de principe sur la maîtrise des dépenses de santé

Les syndicats médicaux et les caisses d'assurance-maladie suspendent les négociations sur la convention médicale

Les représentants des trois caisses nationales d'assurance-maladie (CNAMTS, CANAM, MSA) et des quatre syndicats de médecins (CSMF, FMF, SML et MG-France) ont finalement décidé, dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 juillet, de suspendre jusqu'au 31 août les négociations entamées le 7 juillet, sans réussir à se mettre d'accord sur une nouvelle convention médicale. Seul un « document de sept pages » relatif à la maîtrise des dépenses de santé a pu être « acté » par tous les participants. Ce texte sera donc le seul à être transmis au gouvernement avant l'expiration de son ultimatum du 31 juillet.

Après cinq séances et plus de soixante heures de discussions entre les caisses d'assurance-maladie et les syndicats de médecins, le bilan paraît décidément bien maigre au regard des intentions affichées par les deux parties au début des négociations. Au fil des heures, les velléités de signature d'une convention médicale en bonne et due forme avant le 31 juillet se sont, en effet, réduites telle une peau de chagrin. Et, après la suspension des discussions jusqu'au 31 août, décidée dans la nuit du 27 au 28 juillet, les négociateurs n'ont à présenter au gouvernement qu'un « document de sept pages sur la maîtrise des dépenses de santé acté par tous les syndicats médicaux ».

Encore ce document se garde-t-il bien de trancher entre les différentes d'approche manifestées sur ce dossier par la CSMF, la FMF et le SML, d'une part, et le syndicat MG-France d'autre part (le Monde du 28 juillet). La copie qui sera remise au gouvernement retient certes vingt-quatre thèmes qui serviront de base à l'élaboration, d'ici le 30 septembre, de « références médicales » que les médecins devront respecter en 1994 sous peine de sanctions financières graduées.

Des objectifs prévisionnels d'évolution des dépenses médicales

portant sur les honoraires et les prescriptions seront également fixés « avant le 15 décembre ». Mais pour définir ces objectifs, le texte se contente d'affirmer que les négociateurs des « contrats locaux de maîtrise » s'appuieront sur « l'impact » attendu de ces références et sur « la définition d'un taux référentiel des dépenses médicales ».

L'ultimatum de Simone Veil

Autrement dit, rien dans ce document ne permet encore de garantir que les économies effectivement réalisées par le corps médical seront à la hauteur de celles attendues par le gouvernement, à savoir 10,7 milliards de francs. D'autant que les négociateurs n'ont pas réussi à se mettre d'accord non plus sur les autres dispositifs susceptibles d'étayer la bonne volonté des deux parties. Syndicats et caisses s'opposent toujours en effet sur l'exploitation, partielle ou non, des données issues du « codage des actes », le mécanisme censé permettre aux caisses de détecter informatiquement — par « codage » des prescriptions et des pathologies — les manquements éventuels des praticiens vis-à-vis des références médicales.

Autre point laissé en suspens, celui de la coordination des soins entre généralistes et spécialistes. Représentants des seuls généralistes, MG-France propose, en effet, de diminuer le remboursement des patients qui iraient consulter un spécialiste sans être passé préalablement par un médecin généraliste. Une solution rejetée par les trois autres syndicats médicaux, représentants des spécialistes et des généralistes.

Estimant que les 10,7 milliards de francs d'économies réclamées par le gouvernement dès 1994 « ne seront pas possibles sans coordination de soins », Daniel Bouton, président de MG-France, s'est déclaré « navré » par l'échec des négociations sur ce point : « Cela pourra laisser l'impression aux assurés sociaux, a-t-il affirmé, que finalement, les médecins libéraux s'en sortent toujours très bien et que ce sont toujours les assurés sociaux qui payent et qu'il y a toujours une

bonne raison pour arriver à un échec des négociations conventionnelles ».

Reste à savoir maintenant si Simone Veil, qui avait menacé les syndicats et les caisses de tirer, au nom du gouvernement, « les inévitables conséquences » d'un échec de ces négociations, se contentera du document qui va lui être remis. La marge de manœuvre du ministre des affaires sociales semble bien étroite. M^{me} Veil pourrait en effet être tentée de sévir dans la mesure où l'échec de ces négociations conventionnelles intervient au moment même où l'essentiel des mesures de son plan d'économies de 32,2 milliards de francs, touchant les assurés sociaux, entrent en application le 1^{er} août.

Mais pour éviter de trop méconter une partie de sa majorité UDF-RPR, sensible aux arguments des syndicats médicaux, M^{me} Veil pourrait aussi laisser les médecins et les caisses aller jusqu'au bout de leur logique. Quitte à déboucher sur un nouveau faux-semblant...

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Les policiers grenoblois arrêtent quatre hommes qui avaient transformé en torche vivante un présumé cambrioleur

GRENOBLE

de notre correspondant

Après une semaine d'enquête, les policiers de l'antenne grenobloise du service régional de police judiciaire sont parvenus à expliquer l'étrange comportement d'un homme de vingt-trois ans, Bienvenu Sanchez, qui était arrivé à la Clinique mutualiste de Grenoble, au volant de son automobile, très grièvement brûlé. Avant de tomber dans le coma, il avait seulement pu dire aux médecins qui le recurent : « Des fous m'ont aspergé d'essence, puis ils ont mis le feu. » La victime, qui n'a pas repris conscience depuis, a été transférée au service des grands brûlés de l'hôpital Edouard-Herriot, à Lyon. Selon les médecins, « le pronostic vital demeure toujours réservé ». L'homme étant brûlé au troisième degré sur 80 % du corps.

Les investigations policières ont permis de comprendre les circonstances du drame. Bienvenu Sanchez était soupçonné d'avoir commis un cambriolage il y a plusieurs mois, dans un appartement situé dans la banlieue de Grenoble, et d'avoir dérobé pour 100 000 F d'objets personnels ainsi que du mobilier. Plusieurs parents et amis de la victime du vol s'étaient organisés pour le filer et l'enlever discrètement « pour le faire parler ».

« Une intimidation trop poussée »

Au bout de trois semaines, ils l'interceptèrent, le 20 juillet, puis le conduisirent dans un lieu désert de l'agglomération grenobloise, appelé Combechaude, où ils tentèrent en vain de le faire avouer, en l'aspergeant d'essence et en le menaçant d'un briquet. Selon les policiers du SRPJ, « une intimidation trop poussée ou un mauvais geste » aurait été à l'origine de l'embrasement.

Probablement pris de panique, les quatre tortionnaires, Franck Machetel, Georges Granger, Abilio et Manuel Fernandez, tentèrent d'arrêter le feu. L'un d'eux fut d'ailleurs brûlé à la poitrine et aux mains. Finalement ils reconduisirent à sa voiture leur victime qui, malgré ses très graves blessures, a réussi à effectuer, seule au volant, les 3 kilomètres qui la séparèrent de la clinique la plus proche.

Les auteurs de cette agression ont été présentés au parquet de Grenoble, mardi 27 juillet. Ils ont été mis en examen pour tentative d'assassinat et ont été placés sous mandat de dépôt à la prison de Valence.

CLAUDE FRANÇILLON

Un rapport de l'IGAS sur les greffes de rein

Un spécialiste de néphrologie de l'hôpital Tenon est accusé de ne pas avoir respecté la loi sur les prélèvements d'organes

L'enquête actuellement menée par l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) sur les transplantations d'organes dans les hôpitaux parisiens a mis en lumière une série d'infractions à l'hôpital Tenon. Il apparaît notamment que l'un des chefs de service de néphrologie, le professeur Jean-Daniel Sraer, n'a pas respecté la loi sur les prélèvements d'organes. Selon France-Transplant, ce médecin ou ses collaborateurs signaient eux-mêmes les certificats de décès des personnes hospitalisées dans leur service et en situation de coma dépassé, les organes prélevés pouvant ensuite être greffés par d'autres praticiens sur les patients inscrits sur la liste d'attente du professeur Sraer.

L'actuelle mission de l'IGAS fait suite à un premier rapport sur les transplantations d'organes qui dénonçait la proportion élevée de greffes réalisées, en France, sur des

malades étrangers (le Monde du 4 juin 1992). Il était alors apparu des irrégularités dans la pratique des greffes effectuées dans certains hôpitaux parisiens. Un rapport préliminaire concernant l'hôpital Tenon, dont certains extraits sont publiés dans le *Canard enchaîné* du 28 juillet, fait actuellement l'objet d'une procédure contradictoire.

L'IGAS révèle l'existence, à Tenon, d'une double liste des malades en attente de greffe, comportant le nom de patients « appelés à être transplantés » dans des services d'autres hôpitaux de Paris « non autorisés » à pratiquer ce type d'intervention. Un réseau aurait ainsi été constitué à partir de Tenon, depuis 1990, et ce « en toute illégalité », incluant les services d'autres hôpitaux parisiens (Trousseau, Saint-Antoine, Beaujon, Rothschild) non habilités à effectuer des greffes de rein.

Selon le rapport, les deux listes d'attente de Tenon étaient « répertoriées à France-Transplant ». Cette association est accusée par l'IGAS de ne pas avoir remédié à cette pratique et d'avoir laissé effectuer des greffes dans des sites non autorisés. Les inspecteurs soulignent le « traitement inégalitaire » des

malades devant la greffe, et remarquent qu'un patient venu consulter le professeur Sraer a pu être « greffé le jour même de son inscription » sur la liste d'attente.

« L'étude des dossiers de sujets prélevés entre mars 1991 et novembre 1992 fait apparaître de graves irrégularités et des négligences », relève encore l'IGAS. Au siège de l'association France-Transplant, on explique avoir connaissance des observations et des critiques formulées par l'IGAS. Les responsables de cette association précisent qu'ils adresseront prochainement à l'IGAS leurs réponses aux différents problèmes soulevés. Pour France-Transplant, la plupart des anomalies observées tiennent à la spécificité du tissu hospitalier parisien et à certains accords passés entre des chefs de service d'hôpitaux différents. Diverses mesures sont étudiées pour régulariser cette situation.

« Un comportement non éthique »

France-Transplant dénonce d'autre part une pratique révoquée par le rapport de l'IGAS. « Nous avons découvert à la lecture de ce rapport que le professeur Jean-Daniel Sraer pouvait lui-même signer les certificats de décès des personnes hospitalisées dans son service et en situation de coma dépassé, nous a déclaré Pierre Kornmann, directeur administratif de France-Transplant. Ces certificats étaient consignés par la direction administrative de l'hôpital. Cette situation est formellement interdite par la loi. Il s'agit pour nous d'un comportement non éthique. Nous avons demandé au professeur Sraer de mettre un terme à cette pratique et nous réfléchissons à la possibilité d'une sanction ».

Le décret d'application de la loi Caillaud, daté du 31 mars 1978, prévoit en effet, sous le chapitre « Modalités de prélèvement de constatation de la mort », qu'en cas de prélèvement à des fins thérapeutiques, les médecins appartenant à l'équipe qui effectuera le prélèvement ou à celle qui procédera à la greffe ne peuvent participer au constat de décès. Dans une circulaire du 3 avril 1978, Simone Veil, alors ministre de la santé et de la sécurité sociale, précisait : « Il importe de veiller à la stricte application de ces prescriptions ».

J.-Y. N.

EN BREF

La République de l'Essonne paraîtra malgré l'incendie de son imprimerie. — Rien ne permet de dire pour l'instant si l'incendie qui a détruit, mardi 27 juillet, l'imprimerie du *Republicain de l'Essonne*, à Evry, est d'origine criminelle. Le sinistre n'a pas fait de victimes, mais détruit cinq cents tonnes de papier, une rotative et d'autres matériels pour un total évalué à 150 millions de francs. L'hebdomadaire, appartenant à Avenir-Havas-Média depuis 1988, et qui tire à 43 000 exemplaires, devait néanmoins paraître, avec un jour de retard et moins de pages, grâce aux rotatives d'un autre hebdomadaire régional. Le directeur général du *Republicain*, Jean-François Poilleux, a annoncé le maintien des cent-trente emplois (dont vingt-deux rédacteurs), mais une mise en chômage technique pourrait affecter une vingtaine de postes.

Catherine Tasca va rejoindre Canal Plus en septembre. — Ancien ministre délégué à la communication, Catherine Tasca rejoindra en septembre Canal Plus où elle exercera les fonctions de conseiller du président de la chaîne, André Rousselet. M^{me} Tasca, nommée membre de la CNCL en 1986 par François Mitterrand, puis ministre délégué à la communication de 1988 à 1991, a été ministre délégué puis secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations extérieures jusqu'en mars 1993.

Au Brésil, un quatrième suspect du meurtre d'enfants a été identifié. — La police brésilienne a annoncé, mardi 27 juillet, avoir identifié un quatrième suspect du meurtre de sept enfants, assassinés vendredi dernier. La voiture de l'homme, un lieutenant de police, aurait été utilisée par les autres suspects le soir du meurtre. La police a demandé qu'il soit mis en détention préventive. — (Reuter).

L'Italie s'interroge

Les 12 et 13 août, l'interrogatoire et l'arrestation d'un homme de 35 ans, originaire de Tunisie, ont été l'occasion pour les autorités italiennes de se pencher sur la question de la maîtrise des dépenses de santé. Ce dossier, qui a fait l'objet de nombreuses discussions au sein du gouvernement, a été abordé lors d'une séance du conseil des ministres du 28 juillet. Les ministres ont décidé de créer un comité d'experts pour étudier les modalités de la maîtrise des dépenses de santé.

Le comité d'experts sera présidé par le ministre de la Santé, Antonio Di Pietro. Ses membres seront nommés par décret. Le comité aura pour mission d'étudier les modalités de la maîtrise des dépenses de santé et de proposer des mesures pour y parvenir.

Le comité d'experts sera également chargé d'étudier les modalités de la maîtrise des dépenses de santé dans les régions. Les régions ont en effet une grande responsabilité dans la maîtrise des dépenses de santé. Le comité d'experts devra donc proposer des mesures pour améliorer la coopération entre le gouvernement et les régions.

Le comité d'experts sera également chargé d'étudier les modalités de la maîtrise des dépenses de santé dans les hôpitaux. Les hôpitaux ont en effet une grande responsabilité dans la maîtrise des dépenses de santé. Le comité d'experts devra donc proposer des mesures pour améliorer la gestion des hôpitaux.

Le comité d'experts sera également chargé d'étudier les modalités de la maîtrise des dépenses de santé dans les cliniques. Les cliniques ont en effet une grande responsabilité dans la maîtrise des dépenses de santé. Le comité d'experts devra donc proposer des mesures pour améliorer la gestion des cliniques.

Le comité d'experts sera également chargé d'étudier les modalités de la maîtrise des dépenses de santé dans les centres de soins. Les centres de soins ont en effet une grande responsabilité dans la maîtrise des dépenses de santé. Le comité d'experts devra donc proposer des mesures pour améliorer la gestion des centres de soins.

Le comité d'experts sera également chargé d'étudier les modalités de la maîtrise des dépenses de santé dans les services de soins. Les services de soins ont en effet une grande responsabilité dans la maîtrise des dépenses de santé. Le comité d'experts devra donc proposer des mesures pour améliorer la gestion des services de soins.

Les villages de la région de L'Exode vers l'étranger

Pour la région de la Sicile, l'exode vers l'étranger est devenu une réalité. Les habitants des villages de la région de la Sicile ont commencé à partir à l'étranger pour chercher du travail. Les raisons de cet exode sont multiples. Les habitants des villages de la région de la Sicile ont des difficultés à trouver du travail dans leur région. Ils ont donc décidé de partir à l'étranger pour chercher du travail.

Les habitants des villages de la région de la Sicile ont des difficultés à trouver du travail dans leur région. Ils ont donc décidé de partir à l'étranger pour chercher du travail. Les raisons de cet exode sont multiples. Les habitants des villages de la région de la Sicile ont des difficultés à trouver du travail dans leur région. Ils ont donc décidé de partir à l'étranger pour chercher du travail.

Les habitants des villages de la région de la Sicile ont des difficultés à trouver du travail dans leur région. Ils ont donc décidé de partir à l'étranger pour chercher du travail. Les raisons de cet exode sont multiples. Les habitants des villages de la région de la Sicile ont des difficultés à trouver du travail dans leur région. Ils ont donc décidé de partir à l'étranger pour chercher du travail.

Les habitants des villages de la région de la Sicile ont des difficultés à trouver du travail dans leur région. Ils ont donc décidé de partir à l'étranger pour chercher du travail. Les raisons de cet exode sont multiples. Les habitants des villages de la région de la Sicile ont des difficultés à trouver du travail dans leur région. Ils ont donc décidé de partir à l'étranger pour chercher du travail.

Les habitants des villages de la région de la Sicile ont des difficultés à trouver du travail dans leur région. Ils ont donc décidé de partir à l'étranger pour chercher du travail. Les raisons de cet exode sont multiples. Les habitants des villages de la région de la Sicile ont des difficultés à trouver du travail dans leur région. Ils ont donc décidé de partir à l'étranger pour chercher du travail.

Les habitants des villages de la région de la Sicile ont des difficultés à trouver du travail dans leur région. Ils ont donc décidé de partir à l'étranger pour chercher du travail. Les raisons de cet exode sont multiples. Les habitants des villages de la région de la Sicile ont des difficultés à trouver du travail dans leur région. Ils ont donc décidé de partir à l'étranger pour chercher du travail.

Les habitants des villages de la région de la Sicile ont des difficultés à trouver du travail dans leur région. Ils ont donc décidé de partir à l'étranger pour chercher du travail. Les raisons de cet exode sont multiples. Les habitants des villages de la région de la Sicile ont des difficultés à trouver du travail dans leur région. Ils ont donc décidé de partir à l'étranger pour chercher du travail.

SOMMAIRE

SUR LA ROUTE DES CROISADES

9. — Istanbul, l'empire des femmes..... 2

ÉTRANGER

La poursuite de l'offensive israélienne au Liban..... 3

Sénégal : plusieurs députés d'opposition ont été momentanément interpellés..... 3

Les responsables serbes, croates et musulmans discutent à Genève du plan de division de la Bosnie-Herzégovine..... 4

Russie : le limogeage du ministre de la sécurité accroît les tensions politiques..... 4

Irlande du Nord : la « justice informelle » des groupes paramilitaires..... 6

Japon : les partis opposés au PLD seraient d'accord pour former un gouvernement de coalition..... 7

États-Unis : le président Clinton annonce des mesures contre l'immigration illégale..... 7

CULTURE

Rencontre avec le compositeur suisse Klaus Huber..... 8

Théâtre : « L'Équilibre », de Balthus Strauss, à Salzbourg..... 8

ARTS • SPECTACLES

Rencontre avec Naoum Klai-man • La polémique à propos du GATT : « La grande braderie », par Roger Planchon : « Une image, c'est plus qu'une image », par Jean-Claude Carrière • La sélection des programmes de la semaine..... 9 à 11

SOCIÉTÉ

Perquisition au siège de Bernard Tapie Finance..... 12

La mise en examen de cinq jeunes gens « de bonne famille » dans une affaire de viol provoque des remous à Toulouse..... 12

Éducation : l'ESSEC ouvre la voie de l'apprentissage..... 13

ÉCONOMIE

La prudence du gouvernement dans le dossier de la décentralisation..... 16

Le tunnel sous la Manche ouvrira en mars 1994..... 16

Vie des entreprises..... 18

COMMUNICATION

L'avenir de RMC Moyen-Orient..... 17

Le Télégramme du Morbihan, nouveau quotidien..... 17

Services

Abonnements..... 18

Admissions aux grandes écoles..... 14

Aggrégations..... 14

Annonces classées..... 20

Cartes..... 14

Marchés financiers..... 18 et 19

Météorologie..... 21

Mots croisés..... 14

Radio-télévision..... 21

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28 juillet 1993 a été tiré à 454 481 exemplaires.

Demain dans « Le Monde »

« Le Monde des livres » :

Karen Blixen et ses doubles

Geneviève Brisac invite à relire l'étrange baronne danoise. Elle fut Diane, Tania, Schéhérazade, Isak, celle qui affirmait : « Si tous les hommes sur Terre ne se contentaient pas d'être une seule personne, tous auraient le cœur plus léger. Ils s'amuseraient un peu. » Dans ce même supplément : Malraux chez la reine de Saba, un reportage de 1934 au-dessus du Yémen ; le théâtre du polonais Mrozek ; Pierre Vidal-Naquet rend hommage à Maxime Rodinson, dont on publie deux nouveaux livres.

CLAUDE FRANÇILLON

Le Monde des DEBATS

Le Monde

LIEUX DE BONHEUR

En ces temps de malaise sinon de malheur, il existe encore des lieux où l'on peut trouver le bonheur : à condition de savoir le chercher. Le café ou l'atelier du bricoleur, le stade ou la grande nature pour la marche à pied, le club de vacances que l'on a acheté ou le lieu secret que l'on a choisi. Des écrivains, Kenneth White et Jacques Lanzmann, un sociologue, Véronique Nahoum-Grappe, un philosophe, Michel Tournier, un historien, Roger Chartier, un enseignant, André Chastel, racontent leur mode d'emploi de ces lieux de bonheur.

QUELLE LANGUE POUR L'EUROPE ?

Si l'Europe se fait vraiment elle devra bien parler une langue commune. Forcément l'anglais ? Les jeux ne sont pas faits, mais presque, du moins pour la communication utilitaire. Comment alors sauver la culture européenne, qui ne peut s'exprimer qu'à travers une langue ou des langues européennes ?

Numéro spécial été - 30 F.

كتاب الامتحان